

cahiers LEON TROTSKY



LES TROTSKYSTES DEVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

II

- Pierre Broué La deuxième guerre mondiale : question de méthode
 Ernest Rayner Les internationalistes du « troisième camp »
 pendant la seconde guerre mondiale Gerd-Rainer Horn Le
 trotskysme et l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale
 Charles Wesley Ervin Le trotskysme en Inde pendant la guerre

39

septembre 1989

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LEON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *Oeuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LEON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers*

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Etudiants :

demi tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2 ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2 ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* peuvent être commandés à l'administration des *Cahiers*, sauf le N° 1 (épuisé),
au prix unitaire de 50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port en sus.

Petite Collection du N° 2 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 2 au 37 : 1500 frs (+ frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international, sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi, tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère doit être majoré de 50 frs (commission bancaire)

Règlement par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT
à adresser aux Cahiers Léon Trotsky - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 39

Septembre 1989

LES TROTSKYSTES DEVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE II

ARTICLES

- Pierre Broué — La deuxième guerre mondiale :
questions de méthode 5
- Ernest Rayner — Les internationalistes du « troisième camp »
pendant la seconde guerre mondiale 23
- Gerd-Rainer Horn — Le trotskysme et l'Europe
pendant la deuxième guerre mondiale 49
- Charles Wesley Ervin — Le trotskysme en Inde pendant la guerre 77

NOTES DE LECTURE

- P. E. — Philippe Dujardin, *Du groupe au réseau* 113
- P. B. — Du nouveau sur Rakovsky pour les Soviétiques 115

COURRIER

- Zbigniew Kowalewski 119
- Al Richardson 122

DEPART

- Jean Cavignac (1938-1989) 123

Institut Léon Trotsky

Les trotskystes devant la deuxième guerre mondiale

Ce numéro des *Cahiers* est le deuxième des trois que nous aurons finalement consacrés aux trotskystes dans la Deuxième Guerre mondiale.

Pierre Broué a fait le point des réactions ou absences de réaction au premier et celui des articles envoyés ou revus. Il en profite pour poser d'importants problèmes de méthode et propose des thèmes de recherche et d'articles.

E. Rayner est le pseudonyme d'un militant ouvrier européen qui vit aux Etats-Unis. Son étude sur « les Internationalistes du Troisième Camp » apporte des éléments neufs, notamment en ce qui concerne les groupes dits « ultra-gauches » pendant la guerre.

Gerd-Rainer Horn, un Allemand de la jeune génération, qui vit aussi aux Etats-Unis s'est borné à l'Europe. Son bilan est presque un réquisitoire et nous espérons qu'il y sera répondu.

L'histoire du mouvement trotskyste en Inde avant et pendant la guerre franchit un pas décisif avec l'étude de Charles Wesley Ervin déjà paru en anglais dans *Revolutionary History*.

Des articles sur le mouvement aux Pays-Bas, sur Jean van Heijenoort et le S.I. de New-York, ont été gardés en vue d'un prochain numéro ainsi que des notes sur les trotskystes ukrainiens adressés aux *Cahiers* par Zbigniew Kowalewski.

Pierre Broué

La deuxième guerre mondiale : questions de méthode

Quand nous avons publié en septembre 1985 notre numéro 23 sur « Trotsky et les trotskystes devant la seconde guerre mondiale », nous étions à la fois ambitieux et modestes.

Ambitieux, parce que nous souhaitions ouvrir un large débat qui nous semblait intéresser toutes les organisations se réclamant du trotskysme et un assez large milieu au-delà d'elles, sur la guerre et sur la place qu'y ont tenue, le rôle qu'y ont joué, les organisations trotskystes, formellement ou non membres de la IVe Internationale à l'époque, comme sur la validité des dernières analyses de Trotsky.

Modestes parce que nous nous limitons à cette étape à étudier les positions des intéressés *devant* et non pas *dans* la guerre mondiale parce que nous y exposons les idées que Trotsky commença à formuler dans les derniers mois de sa vie et la politique qui a été appelée « politique militaire prolétarienne » (PMP) par ses camarades. Parce qu'enfin nous nous bornions à indiquer, à partir de l'exemple grec, non pas ce qu'il aurait fallu faire, mais ceux des éléments, apparus après la mort de Trotsky, qui montraient que sa politique était réalisable et qu'elle n'aurait pas manqué d'écho ni d'appui.

Le résultat de notre initiative a pourtant été loin de satisfaire notre attente. Il nous semblait et il nous semble toujours que cette question n'est pas une question secondaire, à balayer d'un revers de main parce que « historique », c'est-à-dire académique pour certains.

La Deuxième Guerre mondiale est un événement de première grandeur, qui a marqué profondément non seulement le monde, par les ruines qu'elle a accumulées et la barbarie qu'elle a révélée et déchaînée, mais aussi par l'empreinte qu'elle a laissée sur l'inconscient et la conscience, l'imagination et la mémoire des hommes et des femmes même nés des années plus tard.

Il nous semble aussi qu'elle « interpelle » particulièrement les militants et les organisations qui se réclament de la pensée et de l'action de Trotsky, c'est-

à-dire de la IVe Internationale. C'est en effet dans les ultimes mois de sa vie — les premiers de la guerre mondiale — que ce dernier a essayé de répondre aux questions concrètes de ce développement historique dans lequel il voyait le début d'un processus menant tout droit — en moins de dix ans, selon lui — à la révolution et à sa victoire sous la direction de la IVe Internationale, au moins dans plusieurs pays européens. Or on sait combien ce pronostic a été cruellement démenti.

Les adversaires de Trotsky, ceux qui voient dans la révolution et les révolutionnaires le danger principal pour leur avenir et celui de leurs semblables, n'ont pas manqué de le souligner. D'autres aussi, qui semblent moins hostiles et se découvrent devant le grand révolutionnaire comme on le fait devant un mort. De façon générale, ces gens s'attachent à accrédi-ter soit l'idée que Trotsky, en formulant la PMP, a renié ses convictions anciennes, particulièrement sa lutte avec Lénine contre la guerre impérialiste, soit que les terrifiants pépins de la réalité n'ont pas laissé pierre sur pierre de son analyse dont l'axe était la marche de l'humanité vers la révolution socialiste à l'époque du déclin impérialiste.

Les membres de l'Institut Léon Trotsky et le comité de rédaction des *Cahiers Léon Trotsky* pensaient en 1985 qu'il était de leur devoir d'*ouvrir* ce débat, jamais mené puisqu'étouffé par la guerre : la majorité des trotskystes européens, même militant depuis avant-guerre, n'ont en effet appris le contenu et l'existence même de la PMP qu'en 1945-1946, alors que la question appartenait au passé, n'apportait rien aux débats en cours et aurait revêtu l'aspect d'un règlement de comptes. Nous avons donc pensé que leur revue pouvait ouvrir un débat et que l'ensemble de ceux qu'il concernait reprendraient le flambeau sous une forme ou une autre.

Il est en effet indiscutable que l'absence de discussion et de bilan sur cette question a pesé très lourd dans l'histoire de la IVe Internationale. Une analyse en profondeur la ferait sans doute apparaître à la source de la crise qui a commencé à secouer cette dernière dans les années cinquante. Il pouvait être positif de lancer un débat dans notre revue d'histoire révolutionnaire : les vieux camarades, qu'ils aient à l'époque « pris » ou non « un fusil », auraient trouvé dans nos colonnes un cadre où s'exprimer. Le débat pouvait aussi fournir aux jeunes les nécessaires éléments d'information.

Il nous faut bien admettre que nous avons été déçus. Aucune des grandes formations nationales ou internationales se réclamant de Trotsky et de la IVe Internationale n'a jugé utile de s'insérer en tant que telle dans la discussion proposée, voire de donner un certain écho à notre proposition. Aucun responsable d'organisation ayant milité pendant la période de la guerre en Europe ou militant aujourd'hui, ne s'est exprimé à ce sujet, dans sa presse ou ailleurs. Journaux et revues se sont contentés, quand ils l'ont fait, d'indiquer le contenu du numéro. Manque d'intérêt ou prudence ? Nous nous abstenons de tout commentaire, mais pas de l'expression de nos regrets.

Dans ce silence général, cependant, une exception, celle de la tendance spartaciste internationale. Dès 1985, dans un texte intitulé « Les trotskystes

dans la Deuxième Guerre mondiale », Pierre Vert réagissait dans *Spartacist* et à destination du comité exécutif international de cette tendance. Plus récemment, ce même comité a traité de « La politique trotskyste dans la Deuxième Guerre mondiale » et pris fermement ses distances à l'égard de Trotsky et de la PMP, se posant en continuateur de la tradition de la politique trotskyste dans la guerre impérialiste, abandonnée selon lui par Trotsky dans les derniers mois de sa vie. Ce texte du CEI spartaciste sert en outre d'introduction à un cahier-recueil de documents intitulé *Documents on the Proletarian Military Policy*, daté de février 1989.

Au cours de l'année 1988, par ailleurs, la revue *Revolutionary History* de Londres avait commencé, en faisant expressément allusion à notre propre numéro, la publication d'articles et de documents, notamment un article du militant anglais Sam Levy sur la PMP et a poursuivi avec une traduction anglaise de la brochure de Wim Bot sur l'histoire du CRM néerlandais pendant la guerre.

Ces réactions sont évidemment très insuffisantes, mais elles ont l'immense mérite d'exister et d'avoir prolongé notre effort. Nous pensons qu'elles nous commandent maintenant de prendre date et de tirer les éléments de bilan qui se sont dégagés en réaction à notre initiative, autrement dit, d'engager nous-mêmes la discussion que nous n'avons fait jusqu'à présent qu'ouvrir.

Bien entendu, nous allons commencer par consacrer toute notre attention aux réactions exprimées dans les publications spartacistes, ce qui implique dans un premier temps une attention particulière à leur méthode de discussion.

Une méthode d'« interprétation »

Pierre Vert, dans son article d'introduction pour la presse spartaciste, s'est particulièrement distingué dans l'effort d'« interprétation » de mon article, je veux dire, pour lui faire dire ce qu'il n'a pas dit, soit en déformant, soit en inventant. Notre première réaction avait été de ne pas lui répondre, mais il est clair qu'il est nécessaire de le faire, ne serait-ce que pour traquer les méthodes qui faussent l'échange d'idées.

Sa première affirmation est que, pour moi, « Trotsky fut le premier pabliste ». Comment la justifie-t-il ? Il écrit :

« Pour Broué, l'appel de Trotsky en 1940 à la »militarisation« des masses prolétariennes antifascistes équivaut à la liquidation du parti révolutionnaire d'avant-garde dans le » mouvement de masses », une politique développée réellement et appliquée par Michel Pablo. »

Bien entendu, je défie Pierre Vert de citer le moindre passage de mon article soutenant cette affirmation ahurissante. Pour moi — le fait est public —

le « pablisme » a correctement été défini à l'époque de son apparition comme une adaptation à la politique des appareils — notamment de l'appareil stalinien — et non des masses et s'est manifesté par une politique d'« entrisme *sui generis* » qui impliquait la renonciation à une organisation indépendante. Ni Trotsky, ni son modeste historien ne portent donc la moindre responsabilité d'un tel « pablisme ». A moins que, pour Pierre Vert, ce soit du « pablisme » que d'investir les militants du « parti révolutionnaire d'avant-garde » dans le « mouvement de masses », dans les syndicats par exemple, ou, de façon générale dans tous les mouvements comme grèves, manifestations, mutineries, etc. Dans ce cas, Lénine et le parti bolchevique auraient été les premiers « pablistes » en s'immergeant systématiquement dans le mouvement des masses, avant comme après la révolution de février.

J'ajoute que le « résumé » de ma position par Pierre Vert m'attribue une notion que je n'utilise pas parce qu'elle me paraît à la fois confuse et fautive : celle de « masses prolétariennes antifascistes », curieuse concession à l'idéologie « antifasciste » du Front populaire.

Plus loin, Pierre Vert fait une autre découverte : je mènerais selon lui une « polémique voilée » pour justifier... « la dissolution du PCI dans le MPPT » et cette « polémique voilée » prendrait la forme d'allusions de ma part à la croyance qu'on peut construire un parti « par incantation », une notion dont je regrette d'avoir à dire très franchement à Pierre Vert qu'elle était banale dans toutes les sectes communistes, des décennies avant l'existence des organisations au compte desquelles il croit que je polémique de façon « voilée » — encore une pratique qui n'est pas d'usage chez moi, la polémique devant être, à mes yeux, ouverte, sous peine de devenir insinuation !

Un peu plus loin, Pierre Vert assure que je « loue » Chen Duxiu de s'être fait conseiller politique d'un « commandant de division de l'armée nationaliste bourgeoise du Guomindang ». M'ayant ainsi accablé sous les adjectifs à propos d'un élément d'information que j'apporte sans blâme ni louange, il en tire la conclusion que, pour moi, « la mobilisation prolétarienne » devient « militarisation pure et simple ». A se demander s'il a lu Trotsky, mon article, et même s'il a entendu dire un jour que les guerres s'accompagnent d'une certaine dose de « militarisation ».

Décidément peu scrupuleux, Pierre Vert va même jusqu'à proclamer que je montre clairement « où je vais » — mais il ne le dit, donc ne le sait pas lui-même — et me jette à la figure les centaines de trotskystes assassinés par les staliniens, parce que j'ai écrit que les trotskystes grecs se seraient condamnés à mort s'ils s'étaient contentés de prophéties négatives et n'avaient pas su s'insérer dans le mouvement de masses. Pour faire un peu comme Pierre Vert, peut-on lui demander s'il pense, lui, que les trotskystes étaient de toute façon condamnés à mort ?

Les méthodes d'interprétation de Pierre Vert ne sont pas, il faut lui rendre cette justice, son monopole, et il est possible de les retrouver dans le texte du CEI spartaciste, bien que ce dernier occupe sans aucun doute un étage de l'honnêteté intellectuelle auquel Pierre Vert n'a pas eu jusqu'à présent accès : les accusations sont moins basses, mais les distorsions ne sont pas moins réelles.

« Broué prend le fusil », écrit, se croyant spirituel, le CEI spartaciste, qui ignore évidemment que j'ai réellement « pris le fusil » et que ça m'a conduit au trotskysme, ce qu'il doit avoir quelque peine à comprendre du point de vue de Sirius américain qui est le sien.

Ai-je délibérément refusé de voir, comme il m'en accuse, les aspects américains de la politique de Trotsky ? Je ne le crois pas, mais, s'agissant de la guerre en Europe, j'ai la faiblesse de penser que Trotsky ne parlait pas d'un autre continent et que ce qu'il a écrit sur l'Europe occupée et l'oppression nationale était avant tout valable pour l'Europe, de même que la « militarisation ».

Enfin le CEI en question assure que j'aurais écrit que « les trotskystes auraient dû entrer dans un mouvement de masse basé sur la résistance nationale et sociale » — il précise que le passage entre guillemets est traduit par eux (« mass movement based on national and social resistance »). Or ce que j'ai écrit, c'est :

« La seconde guerre mondiale a développé un mouvement de masse sur la base d'une résistance nationale et sociale que les staliniens se sont efforcés de dévoyer et de faire écraser (...) et que les trotskystes n'ont pu ni aider, ni utiliser, faute d'avoir pu s'y insérer... »

Laissons de côté les capacités de traducteurs de nos critiques. Elles sont plus grandes qu'il n'y paraît au premier abord. L'emploi du verbe « entrer » au lieu d'« insérer » était l'accusation de « pablisme » et celui du mot « mouvement » renforce l'aspect « organisation » dont le contexte démontre qu'il n'était pas dans mon esprit. « S'insérer dans un mouvement basé sur une résistance nationale et sociale » ne signifie pas du tout la même chose qu'« entrer dans un mouvement basé sur la résistance nationale et sociale ». Et ce petit tour de passe-passe, la Résistance ayant été définie comme une organisation dont il est précisé qu'elle était « bourgeoise nationaliste », permet à nos procureurs au petit pied de conclure que j'« évite la question cruciale, celle de l'indépendance de classe des forces combattantes prolétariennes ». Qui veut noyer son chien... .

A ce niveau là, nous avons clairement abandonné les questions d'« interprétation », de bonne et mauvaise foi dans la discussion, et nous sommes entrés de plein pied dans le domaine de la façon de penser et du mode de raisonnement.

La méthode spartaciste d'analyse

Le trait le plus frappant chez nos censeurs est de toute évidence ce qu'ils appelleraient sans aucun doute une caractéristique « de la pensée bourgeoise », une véritable adoration du fait accompli. A propos des mouvements de partisans, ils écrivent en effet qu'en dépit des variations d'un pays à l'autre, « là où leur direction n'était pas simplement nationaliste bourgeoise, elle était stalinienne et les staliniens avaient subordonné leurs forces à l'alliance militaire avec les impérialistes « démocratiques » ».

Déjà perçue, sous l'affirmation dogmatique, la logique formelle et le syllogisme. Puisque la résistance à l'oppression nationale et sociale se concrétise dans des organisations à direction bourgeoise ou stalinienne — une donnée qu'on tient de toute évidence pour intangible —, il est clair que la participation à ces formations « dans un rôle subordonné ou assimilé » « aurait signifié l'abandon d'une position de classe, le passage à la collaboration de classe ».

Le CEI spartaciste développe ensuite longuement les massacres de trotskystes par les staliniens en Grèce, les trotskystes s'étant, selon lui, passés eux-mêmes la corde au cou en entrant dans des formations qu'ils ne contrôlaient pas et où ils ne disposaient pas d'un « droit de veto » (sic).

Mieux encore, et pour démontrer plus sûrement le franchissement de la ligne de classe par les gens comme moi, il assure en effet que le fait essentiel dans le mouvement de partisans en Yougoslavie, « premier d'une série de révolutions sociales basées sur des formations de guérillas paysannes » a abouti en réalité « à un Etat ouvrier déformé depuis le début par un régime bureaucratique qualitativement identique à celui de l'Union soviétique ». Relevons en passant cet hommage, peut-être involontaire, rendu aux capacités « révolutionnaires » de la bureaucratie et notons simplement que notre CEI démontre par sa conclusion ce qui s'est passé quand on a appliqué du côté « trotskyste » la politique qu'il semble avoir rétrospectivement préconisée, à savoir l'abstention de tout ce qui n'était pas manifestation d'internationalisme actif et notamment promotion d'actions de fraternisation.

Notons par-dessus le marché la totale indifférence de nos analystes aux forces sociales en présence, leur conviction que l'oppression nationale et sociale n'était qu'une abstraction et qu'il n'y avait pas de « mouvement » exprimant le refus de cette oppression : l'histoire ici est intégralement confiée aux directions, c'est-à-dire aux appareils des formations politiques et militaires, toutes puissantes à partir du moment où elles veulent coiffer un mouvement de classe qu'on ne doit à aucun prix leur disputer si l'on veut rester pur...

Bien entendu, je ne conteste pas le droit du CEI spartaciste de défendre ce point de vue et bien d'autres. Je lui reconnais le droit de penser que les grands mouvements populaires de résistance nationale et sociale des années quarante

n'avaient que deux perspectives depuis le début, servir à la constitution d'un Etat ouvrier déformé sous la houlette de la bureaucratie stalinienne ou, comme en Occident, remettre à la bourgeoisie les rênes du pouvoir. On a, après tout, le droit de penser que les appareils sont plus puissants que les lois de l'histoire et que tout est écrit dans les grands livres des dirigeants à qui l'on ne doit surtout pas disputer leur contrôle sur le mouvement des masses. Il me semble en revanche un peu choquant qu'on se permette de le faire après avoir expliqué que la PMP préconisée par Trotsky constituait un reniement des principes qu'il avait toujours défendus.

Cette conception mécanique et fataliste du marxisme, analogue à celle que Trotsky et ses jeunes camarades combattaient en déportation au tournant du siècle chez ceux qu'ils appelaient pour cette raison les « mahométans », a toujours été radicalement opposée à la sienne et ce n'est pas par hasard que les spartacistes s'en prennent à lui quand une de ses analyses bouscule leur routine et leur résignation fataliste.

Pour ma part, je ne vois nulle nécessité à fonder une tendance, dite internationale, éditer journaux et bulletins, distribuer bons et mauvais points et décider où va tel ou tel, et ce qu'il veut dire de façon « voilée » ou non, pour écrire finalement sur la période cruciale de la guerre la phrase suivante :

« Pendant la guerre, les forces trotskystes étaient pour une grande part trop réduites pour avoir une orientation autre que propagandiste en direction des couches d'ouvriers avancés dont la majorité suivait la direction stalinienne ».

La vérité, triste vérité, diront ceux qui ont nourri des illusions sur les « spartacistes » et leur langage parfois très radical, est que cette tendance ne croit pas que les trotskystes aient pu pendant la guerre et pourront, dans des circonstances analogues, aller au-delà de l'activité qu'ils trouvent aujourd'hui « admirable », alors qu'elle est seulement respectable, celle du CRM néerlandais, passé, en trois années de guerre, de 70 à 150 membres pour les Pays-Bas tout entiers.

L'honnête résumé qu'ils font de l'article de Wim Bot sur la politique du CRM néglige cependant au moins un aspect décisif, décelé en son temps par le militant Piet van't Hart auquel ils dédicacent leur publication : les traits de secte qui caractérisent malheureusement, du fait de son isolement et surtout de son éloignement des masses, la vaillante organisation marxiste, révolutionnaire, que fut le CRM. La différence, au grand dam des spartacistes, est évidemment que les responsables du CRM, eux, comprenaient qu'au terme de leur politique existait le danger de devenir une secte, tandis que, de toute évidence, les spartacistes ne se sont pas aperçus qu'ils en sont devenus une. On peut d'ailleurs se demander pourquoi c'est précisément cette remarque capitale de Piet van't Hart sur l'organisation qu'il dirigea qu'ils ont oubliée de mentionner dans leur résumé d'admiration.

La secte est contente d'elle-même et, de toute évidence, les spartacistes le sont également puisqu'ils se sentent les gérants d'un capital idéologique

suffisamment important pour leur permettre d'excommunier même Trotsky — ce qu'ils ne font tout de même pas, laissant entendre que, chez lui et face à la guerre, la préoccupation de défendre l'URSS l'emportait sur celle du Programme de la IVe Internationale, mais faisant porter à Cannon tout le poids de leur accusation d'« opportunisme ».

Nous avons pris, dans l'article de 1985, l'exemple, non à proprement parler de « la Grèce », comme ils l'assurent, ce qui eût impliqué un travail à la fois sur les maquis d'*andartes* et la politique des partisans dans les régions libérées, et celle des « bastions rouges » des faubourgs industriels des villes, mais celui de l'armée grecque du Moyen-Orient. Cette affaire nous semble en effet avoir été une véritable « expérience de laboratoire » permettant de vérifier l'hypothèse de base de la position de Trotsky, la volonté des masses de combattre le fascisme en même temps que le refus de le faire « à la Pétain ou sous un Pétain ». La mutinerie des marins et des soldats grecs d'Égypte était la triple manifestation du désir de combattre le fascisme, du refus de la temporisation avec les autorités « collaborationnistes » d'Athènes occupée et celui d'être placés sous les ordres d'officiers fidèles au régime fasciste du général Metaxas : traduction grecque, « se battre contre Hitler, pas à la Metaxas ni sous Metaxas ». Cela me semblait clair.

Pierre Vert et autres spartacistes, sans prendre la peine de lire ce que j'écris, rétorquent en évoquant les massacres des trotskystes grecs. L'argument mérite pourtant d'être examiné. Ces massacres ont été organisés particulièrement dans les villes, à la libération. Ils traduisaient la peur de la direction stalinienne que les trotskystes puissent constituer un point d'appui pour ceux de leurs militants qui refusaient la capitulation imposée par Moscou, avec la soumission à l'autorité du général Scobie et le désarmement des unités qu'ils contrôlaient. En d'autres termes, c'était la perspective d'une jonction entre les trotskystes d'une part et les éléments partisans en armes pour qui l'occupation britannique, même avec la bénédiction de Staline, n'était pas une « libération », de l'autre, qui effrayait les staliens. Quelle meilleure preuve que l'insertion des trotskystes dans le mouvement de masses né de la double oppression sociale et nationale était la perspective que redoutaient le plus les partisans de la contre-révolution, à partir du moment où restait posé le problème de l'existence de formations résistantes armées susceptibles, de ce seul fait, de devenir des formations révolutionnaires dans cette conjoncture politique ? Mais cet aspect des raisons de la répression stalinienne échappe totalement à nos censeurs pour qui, répétons-le, la politique est l'oeuvre de forces abstraites s'enchaînant mécaniquement.

Nous pensons donc, contre Vert et ses camarades, que Trotsky avait raison et qu'il avait prévu très clairement ce que serait « le mouvement contre l'oppression sociale et nationale » qui mobiliserait les masses les plus larges au cours de la guerre. Nous pensons que la formation la plus experte en contre-révolution, le parti stalinien, avait la même analyse et qu'il a fondé sur cette réalité sa politique contre-révolutionnaire dans la mesure où le contrôle par lui des formations armées était la seule vraie garantie contre la révolution. Vert et

ses amis ne l'ont pas vu, mais en revanche, ils se complaisent à souligner dans leur introduction que c'est le combat de l'Armée rouge qui a brisé la machine militaire allemande — remarque hasardeuse dont rien ne démontre l'intérêt qu'elle a ici pour la stratégie des révolutionnaires en pleine guerre, mais prépare peut-être un alibi.

Les mêmes remarques s'appliquent à ce qui est dit de l'expérience yougoslave. Ce n'est pas plus le P.C. yougoslave que l'appareil militaire de Tito qui ont voulu la révolution : le combat contre les unités militaires occidentales du général Mihailovitch et le gouvernement de Londres leur a été imposé par le mouvement des masses contre l'oppression nationale et sociale dont elles souffraient. Et cet état-major était tellement conscient du risque qu'il y avait, pour lui, dans une telle entreprise, à chevaucher le mouvement tout en faisant face à la concurrence des trotskystes, qu'il les a systématiquement massacrés avant de lancer la lutte armée, quand cela lui a été possible.

Personne n'a dit qu'il était facile pour les trotskystes de s'insérer dans ce mouvement de masses. Mais personne n'a, sauf les spartacistes, imaginé la possibilité de négocier avec les staliens pour obtenir d'eux un « droit de veto » ! Ils pensent qu'il était impossible de réaliser une telle insertion sans concession d'un tel droit et que l'histoire l'a prouvé ? Alors, s'il est vrai, comme ils l'assurent, qu'il n'y avait rien d'autre à faire qu'une petite activité propagandiste, sans espoir de construire à la fin de la guerre les éléments d'une véritable organisation intervenant dans la lutte, c'est que l'ensemble de leur analyse et de leurs prémisses théoriques étaient sans rapport avec la réalité et désespérément erronées ou fantaisistes. Vert et ses amis pensent-ils en outre vraiment que l'attitude qu'ils préconisent, la survie à la façon du CRM et les immenses sacrifices individuels demandés, pouvaient attirer les jeunes hommes et femmes de vingt ans en ces années ? En tant que survivant de ceux qui, bien avant leur vingt ans, ont « pris le fusil », comme dit le CEI spartakiste croyant faire de l'esprit à mes dépens, je témoigne que ce sont des millions qui ont vu dans la lutte armée sous l'occupation l'instrument de leur libération nationale et sociale et qu'ils ne pouvaient — et que dans d'autres circonstances d'autres ne pourraient — accorder le moindre intérêt aux sectaires dogmatiques assurant qu'« il n'y a rien à faire » en-dehors d'une minuscule activité propagandiste.

Nos censeurs, ceux de Trotsky, nous accusent d'avoir franchi la ligne de la collaboration de classe. Il serait facile de leur rétorquer qu'ils ne risquent pas, eux, de la franchir puisque l'observateur de loin est par définition immobile et qu'ils restent dans le camp des commentateurs dont je leur laisse le soin de déterminer le caractère de classe hier et aujourd'hui. Toujours sensible aux affirmations qui touchent l'« indépendance de classe », je me permets cependant de signaler aux censeurs spartacistes que nous vivons dans une société bourgeoise, avec des rapports économiques et sociaux qui sont des rapports bourgeois. La seule pureté principielle possible pour un révolutionnaire, c'est de combattre pour transformer le monde, ce qui implique

parfois aussi bien des mots d'ordre de « transition », qui sont irréalisables, que la lutte pour la direction idéologique et politique d'un mouvement de masses contre les agents ou représentants de la classe adverse. On se demande comment une attitude d'abstentionnisme et de fatalisme est compatible avec l'affirmation qu'on est révolutionnaire et même avec le nom de Spartacus, symbole de la révolte d'esclaves qui devait mener à une épouvantable répression — des crucifixions de masse — et dont personne n'a jamais prétendu qu'elle pouvait réussir et construire une société plus juste à la place de la République romaine en 71 avant Jésus-Christ !

Mais abandonnons ici nos spartacistes qui ne nous auront finalement rien donné qu'une occasion de rappeler des vérités premières.

L' internationalisme pratique

Tous les historiens qui ont pour le mouvement quelque sympathie soulignent l'importance du travail mené en direction de l'armée allemande, les efforts de « fraternisation » avec les « travailleurs allemands sous l'uniforme », l'activité internationaliste par excellence qui comportait le plus de risques et coûta très cher à l'organisation française. Ce travail militant, resté infructueux aux Pays-Bas, par exemple, donna des résultats concrets à Brest, où, comme on sait, plusieurs jeunes travailleurs sous l'uniforme rejoignirent l'organisation française et des cellules furent organisées dans l'Armée allemande. L'expérience coûta très cher en vies humaines, du fait de l'inexpérience des militants et sans doute plus encore des recrues, mais elle eut l'immense mérite d'exister et de démontrer que ce travail à l'intérieur de l'armée allemande était possible et donc que l'« internationalisme prolétarien » n'était pas un vain mot.

Sur ce point au moins, il y a unanimité : de Cassard, qui apporte des témoignages inédits de militants brestois, à Calvès, acteur de cette tragédie comme Craipeau, jusqu'aux spartacistes eux-mêmes, en passant par Wim Bot, l'historien du CRM, tout le monde est tombé d'accord qu'il s'agissait d'une activité conforme aux principes et qui honore ceux qui l'ont menée dans des conditions, à vrai dire, exceptionnellement dangereuses. Le bilan, du point de vue des forces matérielles n'est cependant pas positif, militants français et allemands ont été repérés et la majorité d'entre eux sont morts sans que l'organisation en ait retiré un profit numérique, voire politique.

Un acquis considérable des trotskystes dans cette période, au moins en Europe, est le maintien ou la reconstruction d'organismes internationaux donnant une réalité concrète à la IVe Internationale. Incontestablement, la construction d'un « secrétariat européen » en Europe occupée était une entreprise difficile : elle a été réussie par ceux qui s'y sont attachés, même s'il a

fallu changer les hommes qui le composaient, du fait d'une répression qui, elle aussi, débordait les frontières. Techniquement et politiquement, ce n'était pas facile et c'est un titre d'honneur des membres de la IVe Internationale que d'avoir réuni des militants allemands, français, belges, suisses, grecs, espagnols, et établi le contact avec les Autrichiens dans des conditions de terreur policière sans précédent à l'échelle continentale.

Dans le même ordre d'idées, on ne peut qu'être frappé du rapprochement qui s'opère en pleine guerre entre groupes divers jusque là concurrents, comme le POI et le CCI en France, ou encore de l'adhésion à la IVe Internationale de groupes n'ayant jamais eu de contact direct avec elle mais qui sont, comme le CRM néerlandais, incontestablement sur la même base principale.

De ce point de vue, comme l'ont déjà relevé à l'époque les militants du CRM, le contraste est frappant entre les sections de la IVe Internationale déjà existantes et les groupes qui la rejoignent, d'une part, et, d'autre part, les formations adhérant avant la guerre, par exemple, au bureau de Londres, dissoutes de fait ou éparpillées sur le front patriotique. Trotsky aurait probablement écrit que le fait d'avoir survécu dans ces années terribles avait affirmé le droit à l'existence de la IVe Internationale et il n'aurait pas eu tort. Mais le problème n'était pas alors pour la IVe Internationale d'exister, mais de vaincre. Or la question n'a jamais été à l'ordre du jour, sauf peut-être dans les rêves de ses militants.

La Révolution redoutée

Pourtant, la révolution, « le chaos » ou encore « la bolchevisation » sont des mots que l'on retrouve à chaque page dans les documents officiels, qu'il s'agisse de ceux de l'Axe ou de ceux des Alliés. J'ai rappelé dans ma biographie de Trotsky la fameuse entrevue entre Hitler et l'ambassadeur français Coulondre, au moment de la déclaration de guerre, où les deux hommes tombèrent d'accord pour admettre que la guerre qui commençait serait lourde de danger révolutionnaire et favoriserait... Trotsky. L'ouvrage de l'historien américain Gabriel Kolko, *Politics of War* fourmille d'exemples qui vont dans le même sens, même si la peur de la révolution se dissimule derrière d'autres mots, non moins parlants.

Sur le prétendu caractère « antifasciste » de la guerre, il est intéressant de rappeler l'affirmation de Winston Churchill, dans ses *Mémoires*, suivant laquelle Mussolini aurait été bien reçu par les Alliés s'il leur avait en personne offert la paix : Churchill est resté fidèle à lui-même dans sa continuité contre-révolutionnaire et toute son action en Europe dans le cours de la Deuxième Guerre mondiale montre qu'il avait conservé le point de vue qui lui inspirait en

1927 de saluer dans le Duce le vaillant combattant qui était venu à bout de la « bestialité des léninistes ».

La première partie de la guerre manifeste, de la part des Alliés, une politique tout à fait conservatrice en matière de transferts de pouvoirs, qui donne une assez bonne idée de la façon dont leurs dirigeants concevaient ce qu'ils appelaient la « libération » de l'Europe. Le choix de Roosevelt et de ses conseillers de traiter à Alger avec l'amiral Darlan, dauphin de Pétain, a été plus souvent étudié en fonction des rivalités de personnes et dans le contexte de l'aspiration au pouvoir des chefs militaires vaincus, l'amiral et les généraux de Gaulle et Giraud. Sa signification était pourtant claire : c'était le maintien en Algérie, passée avec son armée du côté des Alliés, du régime de Vichy, avec son idéologie réactionnaire, sa législation d'exception contre les Juifs et les communistes, ses camps de concentration devenus le trop plein de ceux de la « zone libre », les prisons où l'on avait enfermé les anciens députés communistes, les privilèges rendus à l'Eglise, etc..

L'exemple le plus criant est évidemment celui de l'Italie au moment de l'avance des armées alliées. Quand la classe dirigeante italienne, enfin convaincue à l'épreuve de la guerre d'avoir misé sur le mauvais cheval avec l'alliance allemande, décide de se débarrasser de Mussolini, le roi trouve pour cette opération non seulement le concours des principaux chefs militaires, dont le maréchal Badoglio, « conquérant » de l'Ethiopie, mais la majorité du Grand Conseil Fasciste lequel se débarrasse du Duce par un simple vote majoritaire. C'est, dit Churchill, parce qu'ils sont inspirés par le désir d'éviter « chaos, bolchevisation et guerre civile » que les Alliés acceptent de traiter avec ces gens — les chefs fascistes d'hier — qui leur promettent l'ordre et leur apportent l'expérience des fonctionnaires du parti et de l'Etat fascistes formés pour gouverner avec le souci de son maintien et les moyens d'une police entraînée.

Pourtant l'expérience italienne montre bientôt la faiblesse de cette politique qui mobilise contre elle de vastes forces sociales et politiques unies par la ferme détermination d'extirper le fascisme. La « couverture » de ces anciens hiérarques se révèle insuffisante face au danger révolutionnaire et il faut se résoudre à faire appel au stalinisme et à son expérience contre-révolutionnaire. C'est finalement un ancien du Comintern en Espagne, Palmiro Togliatti (Ercoli) qui apporte publiquement et avec éclat le soutien et la caution du PCI (et de l'URSS) à la politique de l'ordre et de la guerre qui signifie la lutte active contre « le chaos, la bolchevisation et la guerre civile », selon la formule de l'expert Winston Churchill.

Jean van Heijenoort, sous son nom de plume de Marc Loris, relevait en 1942 le remarquable aveu de ce grand ami des stalinien qu'était l'ancien ministre espagnol Alvarez del Vayo, critiquant en ces termes l'initiative américaine d'accorder son soutien à Darlan :

« La guerre n'est pas encore finie. Les troupes alliées ne sont pas encore en train d'approcher de la frontière allemande. Le moment n'est pas encore venu pour techniciens et diplomates de riposter par un cynique haussement d'épaules à la déception du peuple. Nous avons devant nous des crises difficiles dans lesquelles on aura besoin autant du peuple que de tout le matériel de guerre que peuvent produire les Nations Unies. Et, en ce qui concerne le peuple, ce n'est pas un Darlan, même en qualité d'hôte occasionnel des démocraties, qui gardera vivant son enthousiasme et fera ressusciter sa confiance ».

Après avoir montré comment ce qui restait du PCI pouvait incarner aux yeux des masses populaires italiennes foulées au pied par vingt ans de régime fasciste, l'aspiration révolutionnaire et le mouvement des ouvriers et des paysans, Serge Lambert a magistralement reconstitué l'opération Togliatti, « le tournant de Salerne » qui mettait ce capital de confiance au service de la politique contre-révolutionnaire de Staline. Il a retracé les étapes de cette lutte, le passage de la camisole de force du PCI aux organisations de masse et en particulier aux unités de partisans. Tous les moyens sont bons, la soumission des unités résistantes aux autorités militaires alliées, l'interdiction qui leur est faite de mener des opérations, l'ordre d'enterrer les armes, voire de les rendre aux « autorités » et aussi l'amalgame qui permet de faire des partisans des soldats d'une armée régulière où est restaurée l'autorité, décisive pour l'Etat, du corps des officiers. Le même schéma se reproduit en France, où l'on relève tout de même un caractère de masse moins marqué des organisations nées de la Résistance et un meilleur encadrement par un appareil du PCF qui a plus d'ancienneté et n'a pas connu, à la différence de celui du PCI, de solution de continuité.

La révolution est contenue dans tous ces pays. Dans d'autres pourtant, elle passe à travers les mailles de ce qu'on peut appeler le premier barrage. En Yougoslavie, la lutte de libération se double très vite d'une guerre civile. Derrière les Partisans animés par le PCY se regroupent prolétaires et paysans pauvres ; l'appareil de l'Etat est brisé dans les campagnes et les zones libérées. La peur qu'inspire à Staline l'apparition en Yougoslavie d'une situation de dualité de pouvoirs grosse d'une rupture avec le gouvernement royal en exil et son protecteur britannique n'est autre que la crainte de la révolution. Les communistes yougoslaves ont basculé pour survivre, entraînés par les masses qu'ils avaient eux-mêmes suscitées et entraînés au combat. Ils vont finalement rester maîtres du terrain, malgré les injonctions de Staline qui leur reproche de l'avoir « poignardé dans le dos » et qui, jusqu'au dernier moment, a soutenu les *tchetniki* de Mikhaïlovitch et les unités de l'armée royale. A Yalta, les Alliés, inquiets, tentent encore une dernière fois de réconcilier les forces antagonistes et de les tourner contre le peuple : mais le gouvernement Tito-Choubatchitch issu de la conférence interalliée se révèle une fiction dans cette situation de guerre civile, et le ministre du roi laisse finalement place entière au chef des Partisans.

Par rapport à la Grèce où se développe rapidement une situation semblable et où les formations militaires de l'EAM, contrôlées au bout du compte par le PC grec, sont maîtresses du pays au départ de l'armée allemande, la réaction mondiale est plus efficace, malgré l'énormité des difficultés. Personnellement contrôlés par Winston Churchill, la reprise en mains et le désarmement des unités partisans vont déchaîner sur la Grèce une véritable contre-révolution que les dirigeants de l'EAM, sous la pression du colonel Popov, envoyé de Staline, et de la direction du PCG, dirigent à la fois contre leurs propres troupes et contre les trotskystes. Churchill, encore lui, dénonce à la Chambre des Communes ce qu'il appelle « le trotskysme hideux » qui triomphe à Athènes : clin d'oeil complice à Staline pour se garder les mains libres, mais avec aussi du caractère révolutionnaire de ce mouvement qu'il a provoqué, comme M. Thiers en 1871, au moment choisi par lui pour frapper le coup décisif.

Et pour en revenir à la formule de Trotsky sur la nécessité, pour ses camarades, de savoir s'insérer dans le mouvement de masses en lutte contre l'oppression nationale et sociale, il est des coïncidences qu'il faut absolument relever. Quand l'armée anglaise du général Scobie, appuyée sur les formations répressives spécialisées de « collaborateurs » de l'ancien occupant allemand, écrase les résistants de l'EAM, les dirigeants du PC grec font assassiner les trotskystes par dizaines dans les villes et notamment Athènes. Au moment de la capitulation définitive des dirigeants staliniens du mouvement des Partisans avec l'accord de Varkitsa, le PC grec dénonce publiquement le chef partisan Aris Velouchiotis qui est alors assassiné par les formations de droite au service du gouvernement britannique. Les trotskystes et cet homme, qui fut le symbole de la résistance à l'oppression nationale et sociale du peuple grec sous la forme de la lutte armée, connaissent donc le même sort, au même moment, de la part de la même coalition contre-révolutionnaire... et sans avoir été ni alliés ni subjectivement proches. Il semble que cela ne puisse pas relever du hasard.

Je le dis très franchement. Je n'ai pas été du tout convaincu par le zèle iconoclaste de notre jeune ami Horn et je demeure persuadé qu'une intégration, sous une forme ou sous une autre, des organisations trotskystes à une « Résistance » qui était également une « Union sacrée », eût entraîné des conséquences plus dramatiques encore qu'isolement et impuissance pour les organisations trotskystes et sans les protéger mieux, au bout du compte, que ne l'avait fait en Espagne pour le POUM son adhésion à la politique de Front populaire.

Mais je n'ai pas été convaincu non plus par les excuses après coup invoquées par les spartacistes et même d'une certaine façon par Rodolphe Prager qui nous a fourni tant de documents précieux par ailleurs. Il faut dire qui, en 1940, avait raison et qui avait tort. Pour moi, Trotsky avait parfaitement raison de dénoncer dans le « pacifisme » le principal danger sur le plan de la

netteté du comportement révolutionnaire. Il avait vu très clairement que cette guerre ouvrait une époque de militarisation et impliquait une politique militaire que ses camarades n'ont vue que trop tard, quand ils l'ont vue, et à laquelle ils étaient de toute façon étrangers et hostiles, en partie au moins parce que, depuis le temps de l'Opposition de gauche, ils s'étaient voulu conservateurs des traditions et de la politique bolchevique et les défendaient avec vaillance et constance sans prendre garde aux changements de la réalité que Trotsky avait commencé à signaler dans ses derniers écrits. En d'autres termes, je crois que Trotsky, avec l'énonciation des principes de la PMP en 1940, avait raison et qu'il ne fut pas compris. Je dirais même, au vu des réactions comme des silences actuels, qu'il n'est toujours pas compris.

Comment l'expliquer ? Ce n'est pas tâche facile. Tout se passe en effet comme si le simple fait de constater que le facteur subjectif, l'organisation révolutionnaire, en l'occurrence, la IVe Internationale, n'a pas joué le rôle que les révolutionnaires attendaient et que, Trotsky disparu, elle n'a pu conserver le contact avec sa pensée, son analyse, sa méthode, constituait une remise en cause fondamentale des principes de base des uns et des autres.. Or il est clair que le fait que les révolutionnaires n'aient pas été pendant la Deuxième Guerre mondiale à la hauteur d'une situation difficile ne signifie pas la disparition de la révolution de l'horizon de l'humanité. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il met d'une certaine façon en question le rôle des dirigeants et le mode de fonctionnement d'une organisation menacée par la maladie du sectarisme, dont personne n'est protégé une fois pour toutes.

Je souhaiterais qu'on étudie de plus près la PMP telle qu'elle a été défendue par le SWP et notamment par Cannon. Il faut savoir s'il a fidèlement rendu compte, comme il le disait, de l'analyse de Trotsky ou si, comme l'assurent ses adversaires, il l'a grossièrement déformée en exagérant tous les angles. Il faut examiner parallèlement le réquisitoire dressé contre lui sur ce point par G. Munis. Il est nécessaire de revenir aux textes et d'analyser la pensée de Jean van Heijenoort, exprimée dans ses articles, notamment dans *Fourth International*. Enfin, je pense qu'il est hors de discussion que Felix Morrow, Albert Goldman, Jean van Heijenoort avaient raison contre Cannon et E.R. Frank en 1944 quand ils les accusaient de sous-estimer l'importance des mots d'ordre démocratiques dans la situation de la fin de l'occupation en Europe, et surtout de sous-estimer gravement la capacité contre-révolutionnaire du stalinisme, accrue au centuple par les victoires de l'Armée rouge. Je souhaiterais un examen plus attentif de la politique des Suisses, avant leur incarcération, de celle des Australiens dans un pays terrorisé par la menace d'invasion japonaise et, de façon générale, les problèmes théoriques posés par l'occupation japonaise des colonies asiatiques des puissances coloniales européennes.

Je crois qu'il serait d'un immense intérêt d'étudier de très près l'action dans l'armée des trotskystes britanniques et notamment des membres de la Workers International League dans l'armée britannique. Sam Bornstein et Al Richardson ont mentionné des exemples d'agitation de la WIL dans l'armée britannique en pleine guerre, la propagande menée au Bureau de l'Armée pour les affaires courantes par le militant John Williams, le rôle des « Parlements des forces armées », du Caire, de Cyrénaïque, de Benghazi, la prise de position de la 8e armée, dont l'organe officiel publia le télégramme : « Droit de grève fait partie de ce pour quoi nous combattons » et soutint les trotskystes persécutés pour leur rôle dans les grèves. C'est cette attitude militante courageuse qui explique la célèbre exclamation du trotskyste Ted Grant, « Vive la 8e armée ! Elle est *notre* armée ! », dans une intervention qui exalte son « esprit de rébellion », ce qui n'empêche pas les spartacistes d'y voir une manifestation d'opportunisme défensiste ! De cette expérience aussi nous avons beaucoup à apprendre, si nous obtenons des détails et un plus vaste horizon.

Il faudrait étudier de beaucoup plus près, de façon plus détaillée, l'expérience grecque, la façon dont les militants du PCG se sont incorporés puis mis à la tête des groupes armés spontanément créés. Peut-être découvrirait-on que nombre d'entre eux étaient des « marginaux », anciens exclus comme Velouchiotis, récupéré mais toujours traité en suspect. On aimerait trouver indications et dates sur la constitution de la police politique des stalinien grecs, la tristement célèbre OPLA qui s'occupera à la libération de traquer par priorité trotskystes, mencheviks, libertaires et... opposants communistes. On le fera avec l'idée que son développement ne pouvait qu'être le fruit de la réflexion de responsables qui savaient que l'objectif était d'empêcher l'explosion de la révolution, d'assurer l'extermination des trotskystes et la domestication de leurs propres rangs.

Quand les mythes de l'histoire de la lutte des Partisans en Yougoslavie feront place à plus de transparence historique sur l'histoire de la guerre et de la libération nationale du peuple yougoslave, il sera sans aucun doute possible d'étudier en détail le lien entre le mouvement populaire et le parti de Tito, moins simple qu'on ne l'a généralement cru. La lecture du récit dur et souvent cynique de Milovan Djilas pose des questions intéressantes. Ne pressent-on pas, dans le soulèvement populaire au Montenegro à l'été 1941, si mal accueilli par les dirigeants du parti, un mouvement populaire spontané que l'appareil a « accompagné » avec son réflexe stalinien de terreur et de massacres ? Mais n'est-ce pas aussi ce « soulèvement » et la coloration qu'il a donnée, qu'il l'ait ou non voulu, au mouvement des Partisans, qui a donné à ce dernier son caractère de groupement de combattants d'une guerre civile au moins autant que d'une libération nationale, dont ses dirigeants ont tenté jusqu'au bout de se défaire ?

Enfin, la thèse de Serge Lambert ne fait — et c'est son immense mérite — que poser le problème de la révolution contenue en Italie et il faut l'approfondir en dépit de toutes les difficultés matérielles que rencontre en ce domaine le chercheur.

A cette étape de la réflexion, je suis tout à fait tenté de dire qu'il y a là une plaie qui ronge la position des organisations trotskystes et de tous ceux qui se réclament de la IVe Internationale sous une forme ou sous une autre : l'occultation d'un fragment du passé, l'oblitération de la politique de guerre, l'absence d'intérêt pour le hiatus inavoué entre la pratique des trotskystes et les prévisions de Trotsky, pourrait être une maladie grave si elle était délibérément maintenue un demi-siècle plus tard. Aucune organisation révolutionnaire ne peut grandir avec un cadavre dans le placard, la dissimulation d'une partie de sa vérité, surtout quand il s'agit de la politique qu'elle a menée dans un moment historique d'une si grande importance. Et c'est entre autres pourquoi j'insiste pour la poursuite ou l'engagement de cette discussion qui n'a rien d'académique et que nous avons pourtant la chance de pouvoir mener dans le calme et avec toutes les garanties de libre expression puisqu'elle peut l'être sans que chaque organisation s'y implique ès-qualités, toutes pouvant se réserver pourtant la possibilité de tirer profit de la lumière faite..

Je souhaite que les *Cahiers Léon Trotsky* continuent d'en être l'un des véhicules : cela justifierait déjà presque à soi seul leur existence et les efforts qui leur sont consacrés. Mais bien entendu je souhaite que cette discussion en soit une. Et il faut pour cela que prennent fin les procès d'intention, les dénonciations, les incantations, les amalgames, les prédictions, bref, toute la poudre que l'on jette aux yeux quand on ne veut pas parler du fond. Et puis ce serait peut-être le commencement d'une bonne habitude ? Merci d'avance.

Ernest Rayner

Les internationalistes du « troisième camp » en France pendant la seconde guerre mondiale

Les pages qui suivent décrivent succinctement les activités des noyaux internationalistes du « troisième camp » en France, pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous n'avons connaissance d'aucune étude exhaustive sur ce sujet. Jean Rabaut¹ consacre quelques lignes condescendantes (mais non dénuées d'erreurs) aux internationalistes, tandis que Craipeau² en parle plus longuement et sans animosité, mais confond, par exemple le groupe Laroche (G.R.P.-U.C.I.) avec le C.R. (voir plus loin). En conséquence, ce petit chapitre d'histoire révolutionnaire est assez peu connu, même dans les sphères d'extrême-gauche. Cet article se propose de remédier partiellement à un tel état de fait en attendant que les spécialistes obtiennent de pouvoir faire des recherches dans les archives privées et publiques et d'interroger les survivants. Il fallait manifestement exclure les groupes trotskystes de cette étude. Avec assurément bien des nuances talmudiques, les trotskystes n'ont jamais cessé pendant toute la durée de la guerre de clamer fièrement leur soutien à l'Etat ouvrier et de chanter les exploits de son armée, ainsi que le rôle révolutionnaire qu'il était susceptible de jouer. Avant, pendant et après la guerre, les trotskystes ont sans arrêt donné des conseils, fait des suggestions, lancé des appels pour la création d'un front uni, promis leur soutien, conditionnel ou total, à la classe dirigeante russe et à son agence française, le Parti communiste. A l'intérieur de ce cadre idéologique, les trotskystes, cela doit être dit, sont restés sur le terrain de la lutte des classes pendant cinq années au cours desquelles ils ont déployé

1. Jean Rabaut, *Tout est possible*, Paris 1974.

2. Yvan Craipeau, *Contre vents et marées. Les révolutionnaires pendant la deuxième guerre mondiale*, Paris 1977, *La Libération confisquée*, Paris 1978.

une activité illégale constante et audacieuse. Ils ont le grand mérite d'avoir lancé un travail de fraternisation et de propagande parmi les soldats allemands. Il n'est pas dans nos intentions de nous étendre davantage sur les trotskystes, sur les activités desquels nous avons à présent de nombreux documents, y compris les reproductions photographiques de leur presse clandestine. Il suffit de dire que les divergences entre les trotskystes et la gauche dite « ultra » étaient et demeurent néanmoins incontournables. La période de guerre ne peut être traitée indépendamment, et nous la ferons précéder d'une courte histoire des courants politiques entre les deux guerres, au risque, il ne faut pas le nier, de tomber dans des généralisations abusives : vingt années d'histoire sociale ne peuvent être sans dommages résumées en quelques pages. Les références sont aussi peu nombreuses que possible.

Il a été impossible de localiser les tout premiers écrits de la Gauche internationale (les bordiguistes) publiés pendant la guerre. Etant donné que ce courant politique tout à fait spécifique est tout juste connu aux Etats-Unis, nous jugeons utile de lui accorder plus de place que ne justifie le rôle qu'il a joué pendant la guerre.

En 1914, l'« Union sacrée » — expression signifiant l'abandon de la lutte des classes et la participation des organisations socialistes à l'effort de guerre — apparaît dès le début de la Première Guerre mondiale. Après juillet 1935, les derniers masques tombent et l'Union sacrée devient une réalité, quatre ans avant la Deuxième Guerre mondiale. En 1914, on invoque la nécessité de combattre le militarisme prussien. En 1935, on utilise l'antifascisme pour conduire la classe ouvrière à de nouveaux massacres. Qu'est-il arrivé aux organisations de la classe ouvrière qui, depuis 1918, ont juré de s'opposer à un autre conflit ?

Le Parti socialiste S.F.I.O.

Parti de professeurs, de fonctionnaires et petits artisans plus que parti prolétarien, le P.S. peut cependant revendiquer l'électorat ouvrier dans certaines régions. Au congrès de Tours (1920), où la majorité s'est constituée en Parti communiste, ces social-démocrates détenaient un tiers des mandats. Aidés par la crise permanente au sein du P.C., ils ont vite fait de reprendre le terrain perdu et ont pris le dessus sur les partisans de Moscou. Grâce à l'ancienneté de leur tradition et à leur alliance avec le parti radical, ils ont une assez belle représentation parlementaire.

A Tours, sous la pression des militants de base, que la guerre et la révolution russe font pencher beaucoup plus à gauche, les socialistes trouvent des excuses pour expliquer le passé et font des promesses pour l'avenir. En fait, ils n'ont rien appris, rien oublié. Le parti est l'aile gauche du radicalisme bourgeois : libre de tout engagement dans un programme ou une stratégie révolutionnaires, et libre aussi de toute responsabilité dans l'Etat bourgeois, le P.S. manoeuvre sur une ligne du juste milieu ; accordant ou refusant son soutien à d'éphémères coalitions gouvernementales. Souvarine décrit le parti comme divisé entre réformistes sans réformes et révolutionnaires sans révolution. L'appareil du parti est assez robuste pour tolérer une aile gauche qui apporte une vie — combien nécessaire — à la vieille organisation. La plupart du temps, le P.S. vote contre les crédits militaires, mais personne ne doute de l'empressement de ce parti à remplir, comme en 1914, ses obligations patriotiques quand on le lui demandera.

Le Parti communiste (S.F.I.C.)

Dès sa naissance, en 1921, le P.C. est une formation hétérogène où des pacifistes petits-bourgeois peuvent côtoyer des syndicalistes révolutionnaires. Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas pleinement les implications de leur adhésion au Comintern qui, en l'espace de quelques années, modèle le parti pour en faire l'instrument docile de Moscou. Le secrétaire général Frossard quitte le parti en janvier 1923 lorsque l'aile droite est expulsée. Le parti a déjà perdu la moitié de ses adhérents, mais la bolchevisation progresse. En 1924, amis et partisans de Trotsky sont exclus ou partent d'eux-mêmes. Puis les derniers vestiges de l'ancienne organisation socialiste disparaissent ; la priorité est donnée à la formation de cellules dans les usines, tandis que le nombre des permanents croît en même temps que leur autorité.

Le parti se bat vaillamment contre l'occupation de la Ruhr et, plus tard, contre la guerre dans le Rif. La répression contribue à resserrer les rangs mais pas la direction. En 1926, le bolchevisateur Treint, suspect de zinoviévisme, est éliminé, tandis que la « troisième période » commence : c'est le moment du « classe contre classe » et des violentes attaques contre le P.S. Aventurisme et sectarisme entraînent un second déclin formidable du P.C. qui compte à peine 30 000 membres au début de 1934, mais détient toujours des places fortes dans la ceinture rouge de Paris.

En 1931 commence l'ascension de Maurice Thorez, à côté duquel le Comintern a placé un collège occulte de surveillance dirigé par le Tchecoslovaque Fried (Clément), lequel, jusqu'à la guerre, ne quittera pas Thorez. Thorez va

régner sur le P.C. français jusqu'à sa mort en 1964. sous sa direction, le P.C. va opérer le grand revirement préconisé par le Comintern et passer d'une vigoureuse propagande antimilitariste à une politique de défense nationale. A la fin de 1934, le P.C. enregistre une augmentation modeste du nombre de ses adhérents, laquelle devient vertigineuse entre 1936 et 1938.

Les Oppositions communistes

Le prestige de Trotsky est grand en France au moment de la fondation du P.C., presque égal à celui de Lénine. Trotsky connaît le pays et a connu pendant la guerre les premiers internationalistes : Rosmer, Monatte, etc. Lorsque la campagne contre lui en Russie s'étend à la France par l'intermédiaire du Comintern, il trouve des gens pour le soutenir. Mais le parti français n'a qu'une vision déformée de ce qui se passe en Russie et Trotsky lui-même n'encourage pas ses amis à organiser clairement et nettement le combat contre l'Internationale. Muselés par l'appareil, déjà puissant, du parti, les amis de Trotsky ne peuvent former une opposition cohérente et ou bien quittent d'eux-mêmes le parti ou bien en sont exclus. Monatte, Rosmer, Souvarine, Paz et d'autres trouvent un soutien auprès de petits groupes de militants. Mais, s'ils sont solidaires de Trotsky pour s'opposer aux attaques de Moscou, ils ne partagent pas toutes ses opinions sur la crise russe, la régénération du Comintern ou la valeur éternelle de l'expérience bolchevique.

En 1929, « le Vieux » peut s'appuyer enfin sur un groupe de disciples fidèles qui publient *La Vérité* et fondent la Ligue communiste. En dépit de leur prodigieuse activité, ils n'arrivent pas à regrouper les nombreux communistes qui, à un moment ou à un autre, rompent avec le P.C., et continuent à n'être qu'un petit groupe en proie à des conflits personnels et politiques. En fait, on assiste à une prolifération des groupes d'opposition. Souvent ces groupes comptent des personnalités exceptionnelles, mais en marge du parti, qui n'est lui-même formé que d'une infime partie de la classe ouvrière ; ils sont isolés ; les divergences latentes se précisent ; vers 1930, des groupes voient le jour, qui dénoncent l'U.R.S.S. comme capitaliste d'Etat et Trotsky comme un bureaucrate exilé...

De 1934 à la Guerre

Décrit comme arriéré, malthusien, coupable de pratiques usuraires, le capitalisme français a été frappé durement par la dépression mondiale et la classe ouvrière est en butte à des réductions de salaires et au chômage. Le mouvement

syndical est sans force, divisé, inefficace et farouchement combattu par les employeurs. Des scandales financiers secouent le pays tandis que les hommes politiques jouent leur partition dans des formations ministérielles éphémères. Une partie de la bourgeoisie soutient les groupes de droite qui réclament à grands cris « un gouvernement fort » et propre ». Le fascisme l'a emporté en Italie et en Allemagne. Quel sera le prochain pays ? Les partis ouvriers et leurs syndicats sont à couteaux tirés et désavouent les militants qui, ça et là, réclament un « rapprochement ».

La crise politique atteint son point culminant le 6 février 1934, lorsque les ligues de droite sont à deux doigts de prendre d'assaut la Chambre des Députés. Réelle ou non, la menace fasciste secoue la gauche. Un appel à la grève générale est lancé et des manifestations de socialistes et de communistes se joignent et fraternisent. Mais les directions restent figées sur leurs positions. Le signal décisif de changement viendra de Moscou. En dépit des rodomontades du Comintern, la puissance de Hitler s'accroît et Staline s'aperçoit du danger qu'elle représente pour l'U.R.S.S. Il en revient à l'ancienne stratégie tsariste : une alliance avec la France, susceptible d'obliger l'Allemagne à combattre sur deux fronts à la fois. Le Comintern abandonne sa tactique « classe contre classe » et lance un puissant mouvement antifasciste. Mais auparavant le P.C. français doit briser son isolement. En mai 1934, *la Pravda* évoque en termes favorables une alliance socialo-communiste contre le fascisme. Le P.C. comprend à demi mot et défend cette idée. En juin, P.S. et P.C. signent un pacte d'unité d'action et le P.C. fait même allusion à la possibilité d'une fusion. « Social-traître » hier encore, le naïf Léon Blum est stupéfait de ce retournement et de cet étalage de bonnes intentions, mais il n'est pas au bout de sa surprise. En octobre, c'est le parti radical que les staliniens cherchent à séduire et Thorez prépare le terrain du futur Front populaire. C'est une autre démarche de Moscou qui va accélérer le processus.

En mars 1935, la France et la Russie signent un traité d'alliance défensive. Il ne conduira pas à une collaboration militaire et sera de plus en plus attaqué par la plus grande partie de la classe dirigeante française qui préférerait un accord avec Hitler et Mussolini. Pour que ce traité ait une signification pour les deux partis, il faut que la classe ouvrière donne son adhésion à une politique de défense nationale et c'est Staline qui se charge de l'obtenir. On fait paraître un communiqué :

« Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France pour maintenir ses forces armées au niveau requis par sa sécurité ».

Le P.C. se conforme immédiatement à cette nouvelle position et la révélation toute neuve de son patriotisme scelle l'alliance avec le parti radical. Le Front populaire (P.S., P.C., parti radical et les syndicats) est né. Grâce à la bonne volonté inépuisable des staliniens, le programme est du goût des radi-

caux, car il comporte nombre des platitudes que ces derniers mettent en avant de loin en loin depuis des décennies, et en revanche peu de revendications précises. Il promet de raccourcir la durée de la semaine de travail sans diminution de salaire, ainsi que diverses mesures faisant espérer à la classe ouvrière rétablissement de son pouvoir d'achat. L'industrie de guerre sera nationalisée et la Banque de France réformée. L'économie sera stimulée et rendue plus équitable par une fiscalité adaptée. Naturellement, le Front populaire veut « la paix avec la sécurité ». Les besoins des minorités (femmes, peuples coloniaux) sont oubliés.

Ce New Deal à la française ne met pas en péril le droit de propriété, pas plus qu'il ne porte atteinte au fonctionnement du capitalisme, mais la droite française, dans sa bêtise, sabotera cette ultime tentative de moderniser le capitalisme français.

Les élections de mai 1936 donnent une majorité impressionnante (378 députés contre 220) au Front populaire. Le P.S. devient le parti français le plus fort, mais le P.C. le suit de près dans le vote populaire. Trop longtemps compromis par la droite, le parti radical est le grand perdant de ces élections ; pourtant, avec 116 députés il peut (et ne s'en privera pas) soumettre à un chantage ses partenaires du Front populaire. Blum, qui sera le chef du nouveau gouvernement, attend pour prendre ses fonctions, tandis que les capitalistes organisent l'évasion de leurs capitaux.

Les syndicats ont fusionné et la classe ouvrière est impatiente. Les grèves commencent spontanément à la mi-mai autour de Paris, s'étendent rapidement et deviennent un raz-de-marée gigantesque, qui entraîne des millions de travailleurs, dont la plupart ne sont pas encore syndiqués. En province, les patrons sont horrifiés lorsque leurs ouvriers, obéissants depuis toujours, plantent le drapeau rouge au sommet de leurs usines et, la plupart du temps, les occupent. Même de grandes fermes se trouvent occupées par des ouvriers agricoles, réveillant chez les grands propriétaires la peur du vieil épouvantail, la confiscation de la terre. Insensibles à tout appel au bon sens, les grévistes menacent en fait l'alliance fragile sur laquelle repose le Front populaire. La Droite prévoit la soviétisation de la France quand Blum, enfin aux commandes, convoque en hâte les représentants des travailleurs et ceux du patronat. On parvient à un accord général sur les salaires, bien que nombre d'usines poursuivent la grève pour obtenir plus. Fébrilement (et l'opposition étant purement symbolique), l'Assemblée vote une série de lois sociales : droit aux négociations collectives, semaine de 40 heures sans perte de salaire, congés payés et légalisation des délégués du personnel, toutes mesures subordonnées à l'évacuation des usines occupées et la reprise du travail. Le gouvernement, les partis et les syndicats unissent leurs efforts et avec succès, bien que quelques grèves persistent jusqu'en juillet.

Le 9 juin 1936, Trotsky écrit : « La Révolution française a commencé ». En juillet, il constate que « les travailleurs ont exercé une magnifique pression sur la classe dirigeante, mais se sont arrêtés en route », et il prédit une seconde vague. Elle n'aura pas lieu.

En 1937, la classe ouvrière a déjà perdu les avantages économiques obtenus en juin 36. En dépit d'une dévaluation, l'économie s'est détériorée et la droite est rejointe par le parti radical pour faire obstruction aux projets financiers de Blum qui démissionne et voit lui succéder des gouvernements de plus en plus conservateurs. Le Front populaire a vécu. Les syndicats sont le reflet des divergences grandissantes entre socialistes et communistes, sur la guerre civile d'Espagne d'abord, sur la politique étrangère ensuite, dans la mesure où la droite et une partie des socialistes sont pour une entente avec Hitler. La guerre se profile à l'horizon. Les grèves de 1938 sont un échec. Le P.C. s'accroche à sa politique de collaboration de classe, dans l'espoir de sauver l'alliance avec la Russie. Lorsque, à contrecœur, la France entrera en guerre en 1939, la classe ouvrière sera un peu plus désorientée encore par un autre « tournant » stalinien, lorsque le P.C. (après le pacte germano-soviétique), découvre que la guerre est une guerre impérialiste et est mis hors-la-loi par le gouvernement.

Il est intéressant de remarquer que c'est la même assemblée qui, en juin 36, a voté les nouvelles lois sociales (mise au pied du mur par les travailleurs), qui, en juillet 1940, consacre Pétain et enterre la III^e République. Les communistes ayant été mis hors-la-loi, il n'y a, dans les deux chambres, que 80 opposants.

En juin 36, l'action des travailleurs a contraint la bourgeoisie à concéder, en l'espace de quelques jours, plus de réformes qu'au cours du dernier demi-siècle. Comme Blum l'a reconnu en le déplorant, les occupations d'usine étaient une infraction à la légalité, mais les travailleurs n'allèrent pas plus loin et restèrent dans les limites définies à la fois par les partis et les syndicats auxquels ils avaient adhéré en masse sans remettre en question leurs directions. Les comités locaux du Front populaire ne se composaient que de délégués d'organisations diverses et n'étaient pas des embryons d'un contre-pouvoir. Les travailleurs apparemment croyaient que l'on pouvait vaincre le fascisme en abandonnant la lutte des classes, en s'alliant aux éléments éclairés de la classe dirigeante.

Il est courant d'incriminer « les dirigeants corrompus et traîtres » des partis ouvriers et de perpétuer la fiction séduisante d'une classe ouvrière révolutionnaire drapée d'une mission historique mais constamment dupée et trahie par les dirigeants qu'elle s'est librement choisis. A vrai dire, le P.C. était si habitué à suivre la même ligne que Moscou, qu'il était capable de se laisser aller à des débordements de propagande patriotique éhontée (qui embarrassaient

même les social-démocrates) sans que personne, en son sein, n'émette d'objection. Mais la classe ouvrière avait abandonné le P.C. pendant la « troisième période », la signature du pacte Hitler-Staline. En 1935 et dans le cours des années suivantes, le P.C. se renforça avec une extrême rapidité. Les masses répondirent avec enthousiasme à l'exhumation par le P.C. des vieux restes de tradition jacobine. La triste vérité est que l'internationalisme et la conscience de classe n'étaient que superficiels dans les classes laborieuses, sauf en ce qui concerne une petite minorité que nous allons examiner à présent.

Les révolutionnaires de 1934 à la fin de la guerre

Le ralliement des staliniens à la défense nationale et à la collaboration de classe du Front populaire provoquent des réactions de colère et des condamnations dans les groupes ou tendances à la gauche des partis ouvriers traditionnels. En dépit de profondes différences, elles arrivent parfois à participer à des actions communes qui sont loin d'être pleinement satisfaisantes (groupes pour la lutte des classes dans les syndicats, rassemblement contre la guerre, contre les procès de Moscou, contre la répression en Espagne républicaine etc) mais une entente plus poussée est impensable entre marxistes et anarchistes, par exemple, sans parler de l'éternel problème de la défense de l'U.R.S.S. Ils différencient aussi dans leur analyse de la situation : le Front populaire était-il déjà une défaite pour la classe ouvrière, ou s'agissait-il d'un mouvement révolutionnaire trahi par les partis ouvriers ?

Les grèves, les gauchistes ne les inspirent pas, pas plus qu'ils ne sont capables de pousser le mouvement plus loin. Lorsque les ouvriers perdent de leur confiance dans les partis ouvriers, ils restent passifs ou suivent la droite. Ils n'écoutent pas les gauchistes. Rabaut estime que, pendant la durée du Front populaire, les gauchistes étaient moins de 10 000, chiffre qui paraît raisonnable³. Ils sont trop peu nombreux, trop divisés, pour affecter le cours des événements, et, lorsque la guerre éclatera en 1939, ils seront encore moins nombreux et leur désarroi sera encore plus grand qu'en 1936.

On peut diviser les gauchistes en trois catégories :

1. les anarchistes,
2. les organisations émanant du courant communiste : les trotskystes, la Gauche communiste internationale (les bordiguistes) et l'Union communiste,
3. la Gauche socialiste (le P.S.O.P.).

³. Rabaut, *op.cit* p. 377.

L'Union communiste et le P.S.O.P. disparaissent après le début de la guerre. Les bordiguistes, avec deux nouveaux groupes, le G.R.P.-U.C.I. et les R.K.D.-C.R., préserveront les traditions internationalistes de lutte contre tout impérialisme, pendant la durée de la guerre.

Les Anarchistes

En dépit de leur défiance vis-vis d'un mouvement marxiste, beaucoup d'anarchistes se sont sentis attirés par la révolution russe. Les bolcheviks avaient dénoncé la guerre impérialiste et leur mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » était compatible avec les convictions des anarchistes. De plus, pendant la guerre, il y avait eu quelques contacts entre ces anarchistes et des militants socialistes opposés au conflit. Sans attendre « l'évolution » des gros bataillons du P.S. et de la C.G.T., un parti communiste éphémère (avec quelques « soviets ») fut fondé à Paris en 1919 avec une participation anarchiste. Après Cronstadt, la rupture est totale et désormais les anarchistes considèrent la Russie communiste comme le système par excellence d'exploitation et de domination par l'« Etat » haï.

Entre les deux guerres, le mouvement anarchiste français subit plusieurs tentatives d'unification suivies de nouvelles scissions. On peut distinguer deux grands courants : d'un côté, les « platformistes » (d'après une plate-forme élaborée par Makhno et Archinov), qui prônent une claire définition des buts, de la stratégie et de la tactique des anarchistes, et penchent pour une organisation structurée avec une discipline réduite ; et de l'autre, les « synthésistes », qui acceptent seulement une fédération lâche de groupes autonomes aux opinions les plus diverses. A aucun moment le conflit ne se trouve résolu (bien que les divisions passées et présentes parmi les anarchistes ne reflètent pas forcément ces problèmes).

En 1937, l'organisation la plus importante est l'Union anarchiste avec son hebdomadaire *Le Libertaire* (fondé en 1895). Beaucoup plus petite est la F.A.F. (Fédération anarchiste de langue française) ; sa publication *Terre libre* est très critique vis-à-vis de ce qu'elle considère comme la trahison des principes anarchistes par la direction de la C.N.T.-F.A.I. en Espagne. Quelques anarcho-syndicalistes ont choisi l'isolement dans une minuscule fédération syndicale, la C.G.T.-S.R. (confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire) affiliée à l'A.I.T. D'autres anarchistes militent dans le mouvement pacifiste ou d'autres groupes formés autour d'un seul thème (contrôle des naissances, « amour libre », etc.) Etant donné l'instabilité des groupes anarchistes et leurs multiples affiliations, il est impossible de faire la distinction entre les militants sérieux et les simples « lecteurs de la presse ».

Toutes tendances confondues, les anarchistes ont une audience dispersée mais assez importante dans toute la France.

Le mouvement anarchiste s'exprime par bien des voix, et, sur la question de la guerre, on trouve des divergences entre « pacifistes intégraux » (la paix à n'importe quel prix) et pacifistes révolutionnaires, mais ils ont en commun le refus de participer à la guerre qui s'annonce ou de prendre parti. En 1939, le mouvement essaie de définir son attitude. La guerre est imminente et les forces révolutionnaires sont trop faibles pour y faire obstacle, l'arrêter, la transformer en guerre civile contre les classes dirigeantes. Un militant bien connu, Frémont, trouve qu'ils devraient essayer de survivre et de rester en contact, même si une propagande cohérente est impossible. Ainsi, ils pourront reprendre leurs activités plus tard. Un autre militant bien connu, Prudhommeaux, constate en substance que le recul général depuis 1936 ne laisse aucune possibilité aux anarchistes de combattre efficacement pour leur propre cause. « Quant à mourir pour les capitalistes [...], trop des nôtres sont morts en Espagne ou ailleurs ». Aucune mesure concrète n'est prise pour assurer la continuation du mouvement ⁴.

Lorsque la guerre éclate, *Le Libertaire* n'est pas interdit mais il cesse de paraître, peu désireux de cautionner par sa parution une censure rigoureuse. Les militants suivent leurs inclinations personnelles : certains quittent la France, d'autres répondent à l'appel et quelques-uns refusent d'obtempérer, et passeront des années dans des cachots militaires. La France « en guerre pour la démocratie » met en place un vaste système de répression dont Vichy et les nazis hériteront et qu'ils perfectionneront : quelques anarchistes vont rejoindre les staliniens et les antifascistes étrangers dans les camps de concentration. Après l'armistice franco-allemand, la France est divisée en deux zones et les communications sont difficiles jusqu'à l'occupation totale par les nazis en novembre 1942.

En 1941-1942, des discussions ont lieu entre quelques militants à Paris et, au milieu de l'année 1943, sous couvert d'un pique-nique, quelques trente à trente-cinq anarchistes se rencontrent pour tenter de se regrouper ; les choses progressent très lentement. Ce n'est pas avant 1944 qu'un bulletin interne, *Le Lien*, et quelques tracts sont imprimés.

Au cours de la période 42-43, un militant infatigable, Saulières (Arru), amorce un regroupement anarchiste dans le Sud de la France, où résident aussi beaucoup d'anarchistes espagnols. Des contacts sont établis avec Voline et ses amis marseillais et avec d'autres personnes de la région entre Toulouse et Marseille. Un mini-congrès se tient à Toulouse en 1943 avec une douzaine de participants. Arru fait paraître un numéro d'une revue, *La Raison*, une brochure et plusieurs tracts. N'oublions pas une affiche au style cru, en 150 exemplaires, qui, sous le titre de « Mort aux vaches », invite la population à « botter le cul »

4. J.Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, II, p. 37.

de tous les belligérants, qu'ils soient porteurs de la svastika, de l'étoile rouge, de l'ordre de la jarretière, de la croix de Lorraine ou de la francisque.

Après le départ des nazis, un autre mini-congrès se tient à Agen en octobre 1944, prélude au premier congrès d'octobre 1945 de la fédération anarchiste reconstituée. *Le Libertaire* reparait en décembre 1944.

Les textes émanant d'Arru et de sa fantomatique « Fédération internationale syndicaliste révolutionnaire », bien que très différents, par le style et le contenu, des textes publiés par les groupes internationalistes, se placent néanmoins dans une opposition totale à tous les belligérants et invitent la classe ouvrière à compter uniquement sur sa propre action. Mais c'est en vain que l'on cherchera des analyses de la situation, des perspectives, une définition précise de l'attitude du mouvement, dans les textes anarchistes disponibles d'avant cette période ultime de la guerre. Les contradictions abondent : l'un des opuscules proclame « A bas la guerre ! » tandis que le premier numéro du *Libertaire* explique que « le combat contre l'hitlérisme n'est pas terminé et doit être poursuivi ». C'est un militant d'un groupe clandestin qui fournit peut-être l'explication des difficultés rencontrées par les anarchistes pour s'entendre sur des problèmes concrets :

« Les anarchistes se sont toujours sentis plus à l'aise dans le flou d'une société future et lointaine qu'à s'attarder sur les réalités banales du présent ».

Il paraît difficile d'évaluer objectivement le rôle des anarchistes. Le premier numéro du *Libertaire* s'auto-félicite :

« Le journal et le mouvement ne se sont jamais compromis [...]. Nous avons publié *Le Lien* [...] Nos militants ont mené une lutte héroïque contre le nazisme mais, en tant que mouvement, nous ne pouvions aller à la Résistance officielle » ⁵.

Beaucoup plus tard, alors qu'apparemment tous les détails sur l'action d'Arru seront connus, le ton du *Libertaire* devient lyrique lorsqu'il affirme que ceux qui déclarent que le mouvement n'était pas prêt ni apte à mener une action clandestine, Arru apporte un démenti formel. Par ailleurs, Craipeau, pendant cinq ans l'un des animateurs de la résistance trotskyste a des mots sévères pour parler de la façon dont les anarchistes se justifient dans le premier numéro du *Libertaire* :

« Ainsi, parce que les réactionnaires voulaient bâillonner « la voix de la Raison », les anarchistes trouvaient naturel de se taire et se bornaient à faire circuler entre eux un bulletin intérieur. Leur mouvement se garde de toute compromission avec la résistance bourgeoise, mais quand ses militants « en tant qu'individus » veulent combattre dans les rangs de cette résistance, ils le font individuellement dans les rangs de cette résistance. C'est un mouvement révolutionnaire pour temps calme » ⁶.

5. *Le Libertaire*, n°51; novembre 1984.

6. Craipeau, *La Libération confisquée*, p. 82.

Entre les clameurs triomphantes du *Libertaire* et la condamnation sans appel de Craipeau (qui, fort probablement, n'avait pas connaissance des exploits d'Arru), on sent la nécessité d'un jugement prudent. Des témoignages et des renseignements sur des centaines d'anarchistes pendant la guerre, sont disponibles.

En bref, quelques anarchistes, volontairement ou pas, n'ont pas bougé et ont attendu des temps meilleurs tout en gardant les mains propres ; d'autres se sont comportés comme les militants isolés d'autres courants. Sans s'intégrer à la Résistance officielle, ils ont bel et bien fait de la résistance et parfois accompli un travail de solidarité admirable. Moins nombreux sont ceux, semble-t-il, qui ont grossi les rangs de la Résistance officielle, mais sans en tirer d'avantage personnel. De toute évidence, de nombreux anarchistes étaient prêts et aptes à affronter les risques d'un combat dans l'illégalité, mais très peu s'engagèrent dans une activité pouvant être considérée comme anarchiste. Les activités estimables d'Arru et de ses quelques amis ne masquent pas l'effondrement du mouvement. C'est son hétérogénéité, son manque de cohésion et d'organisation (déplorée ad nauseam par beaucoup d'anarchistes), son absence de perspectives qui l'empêchèrent de jouer un rôle pendant la guerre.

(Les Trotskystes : Nous avons supprimé ici la page consacrée par E. Rayner aux trotskystes, dans la mesure où il s'agit, comme il le dit lui-même d'un résumé et où nous publions par ailleurs une étude spéciale.)

L'Union communiste

En 1933, une conférence pour « l'unification » rassemble les délégués d'une douzaine de groupes d'opposants communistes et des militants isolés. Les trotskystes et les bordiguistes sont là. C'est un échec de plus, mais, par la suite, un mini-regroupement donne naissance à l'Union communiste qui vivra jusqu'à la guerre avec son organe L'Internationale. Chazé explique l'importance des tâches théoriques auxquelles l'organisation naissante fut confrontée : « En ce qui concerne la nature et le rôle contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S., nous avons au moins dix ans de retard sur nos camarades hollandais (communistes des conseils) et sur ceux de la Gauche allemande. Nous étions également en retard sur l'institutionnalisation et l'intégration des syndicats. Même chose quant au rôle du parti révolutionnaire. Nous fîmes face aux problèmes. »⁷.

⁷. Chazé, *Chronique de la Révolution espagnole. Union communiste 1934-1939*

L'U.C. dénonce les manoeuvres bureaucratiques des trotskystes et ce qu'elle considère comme leur manque de clarté politique : le passage d'attitudes démagogiques à l'entrée dans la social-démocratie, la surestimation des possibilités révolutionnaires, la propagation d'illusions dans la classe ouvrière sur le rôle révolutionnaire potentiel du P.S. et du P.C., etc.. L'U.C. dénonce le Front populaire et en fait l'équivalent du Front national

En 1935, l'U.C. est opposée à toute défense de l'U.R.S.S.

La guerre, avec la mobilisation, l'arrestation ou la fuite des militants étrangers, qui s'ensuivent, amène l'effondrement du groupe qui, à son apogée, ne comptait certainement pas plus de 40 membres. Davoust (Chazé) est arrêté, puis déporté. Il survivra à Sachsenhausen et reprendra son activité dans l'avant-garde, mais l'U.C. ne sera pas reconstituée.

La Gauche socialiste et le P.S.O.P.

En 1935, l'aile gauche du P.S. se soude autour de Marceau Pivert. Prenant le contre-pied du programme du Front populaire, il propose un programme de nationalisations massives, de milices populaires, de gestion du secteur public par les syndicats et de comités populaires, la liberté pour les colonies, etc. Le Front populaire doit servir seulement de prélude à une transformation socialiste de la société et, après la victoire électorale, Pivert soutient que « tout est possible ». Blum et Thorez répondent que non. Blum explique qu'il a été élu pour exercer le pouvoir, pas pour le conquérir.

Les pivertistes organisent leur tendance, comme un petit parti à l'intérieur du P.S. Ils condamnent la collaboration de classe, attaquent la défense nationale (que Blum renforce), soutiennent le P.O.U.M., dénoncent les procès de Moscou et rejoignent parfois anarchistes et trotskystes pour des actions spécifiques.

Les relations entre Pivert et les trotskystes varient, mais, insensible aux roucoules comme aux injures, Pivert continue de s'accrocher au P.S. et au Front populaire.

En 1937, au sommet de son influence, la Gauche révolutionnaire ne maîtrise que 16 % des mandats au congrès socialiste et, par conséquent, ne peut influencer le cours des événements. Les pivertistes font bientôt figure d'anomalie dans le parti et, en dépit de leurs concessions en bonne et due forme à la discipline, les sanctions tombent sur les groupes de jeunesse, puis sur la Fédération de la Seine, Pivert et ses amis. Les pivertistes se résignent et quittent le parti au congrès de Royan en 1938. Ils forment le Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.).

La formation du parti tombe mal. La guerre menace et la classe laborieuse est en plein recul. Le P.S.O.P. ne récupère pas tous les partisans de la Gauche révolutionnaire et, au mieux, compte peut-être 10 000 membres. Ce nombre va diminuer, mais il est encore impressionnant pour les petits groupes trotskystes, lesquels, accueillis sans enthousiasme, entrent dans le parti en 1939. Au P.S.O.P. coexistent des pacifistes intégraux, des social-démocrates impénitents, des trotskystes et des militants qui essaient de cheminer entre réformisme et bolchevisme. La discussion est néanmoins libre et un long débat s'instaure sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la guerre qui vient. Beaucoup de militants sentent confusément que la guerre risque d'être différente de la précédente et de ne pas permettre l'application ou la répétition de la même tactique et des mêmes attitudes. Finalement, un accord se réalise sur la réaffirmation des positions traditionnelles héritées de la social-démocratie d'avant 1914.

Pivert est en Amérique lorsque la guerre éclate. Les trotskystes réclament immédiatement la formation d'une organisation clandestine et, mis en minorité, reprennent leur indépendance, bien qu'encore divisés. Quelques militants tentent pendant un certain temps de conserver au P.S.O.P. une façade légale, mais ils abandonnent bientôt. Le parti se désintègre et les militants se dispersent.

Pendant la guerre, on peut trouver quelques ex-membres du P.S.O.P. (et aussi quelques ex-anarchistes et syndicalistes) dans des groupes et publications qu'on peut considérer comme l'aile gauche de la Résistance : à Paris, *Notre Révolution*, qui devient ultérieurement *Nos Combats* et finalement *Libertés* ; dans le midi, *L'Insurgé* et *Libérer et Fédérer*, qui fusionnent plus tard. En dépit de désaccords, ces publications ont beaucoup de points communs : elles évitent la langue chauvine des staliniens et des gaullistes, adoptent un style populiste et affirment se battre pour un avenir socialiste. La guerre est certes impérialiste, mais l'ennemi n° 1 est le fascisme et il doit en toute priorité être vaincu par la classe ouvrière dans le cadre de la lutte menée par les Alliés. La victoire sur le fascisme amènera la fin du « capitalisme moribond ». *Libérer et Fédérer* s'engage à obéir à de Gaulle en tant que chef militaire, mais souhaite garder son indépendance. En fait, qu'ils le veuillent ou non, ces groupes ont un pied dans la Résistance officielle et ne vont pas plus loin dans la définition de leur orientation politique... *L'Insurgé* dissout son mouvement à la Libération. Marceau Pivert réintègre le parti socialiste après la guerre.

La Gauche communiste internationale

On connaît davantage ce courant politique sous le nom de « bordiguiste », du nom de son principal théoricien, Amadeo Bordiga. Déjà militant de la Jeunesse socialiste italienne avant 1914, Bordiga devient l'éditeur de l'*Avan-*

guardia en 1917. Il apporte son soutien aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal avant de prendre fait et cause, dès le départ, pour la révolution russe. En 1918, il plaide pour l'exclusion des réformistes du P.S.I. qui, toutes tendances confondues, adhère à la IIIe Internationale en 1919. Il lance *Il Soviet* en 1920 et fait campagne contre la participation aux élections, position qu'il défend sans succès au 2e congrès du Comintern (juillet 1930). En janvier 1921, au congrès de Livourne, le centre, dirigé par Serrati, refuse d'éliminer l'aile réformiste, et c'est la scission. La tendance Bordiga, alliée à l'*Ordine nuovo* de Turin, dirigé par Gramsci, fonde le parti communiste d'Italie avec Bordiga comme secrétaire. En mars 1922, le IIe congrès du P.C. d'I. adopte les célèbres Thèses de Rome qui définissent le rôle et la nature du parti et sont encore considérées comme un document fondamental par le courant bordiguiste. Mais le Comintern a déjà adopté la stratégie du front uni à son IIIe congrès en 1921 et, contre Bordiga, il donne son appui au groupe Gramsci, dont Togliatti est le second, et qui obtient la direction du parti en 1923. Les bordiguistes sont écrasés au IIIe congrès, qui se tient en exil à Lyon en 1926. Faisant figure de dissident solitaire, Bordiga assiste à une réunion de l'exécutif élargi du Comintern en février 1926 et sera exclu du parti en 1930.

La position bordiguiste sur le parti explique les divergences et, plus tard, la rupture avec le Comintern. Sans aucun doute, la victoire des bolcheviks a renforcé la vénération des bordiguistes pour le parti, mais leur conception est originale et peu redevable au « léninisme » qui resta pratiquement inconnu en Europe occidentale et en Amérique avant le début des années vingt. L'analyse qui suit est loin de rendre compte de la complexité d'une théorie que son apparente rigidité laisse mal supposer.

Avant, pendant et après la révolution, la mission historique du prolétariat est incarnée par le parti dont le programme est solidement ancré dans la théorie marxiste. « La vision d'une action collective dirigée vers les buts généraux qui concernent la classe tout entière et impliquent le renversement total du système social, ne saurait être claire que pour une minorité d'avant-garde » (*Parti et Classe*, 1921). La classe n'existe que dans la mesure où l'existence du parti est possible, même sous la forme d'une petite minorité, conception résumée dans la formule : « Le parti est la classe et la classe est le parti ». Seul le triomphe du communisme intégral, avec la disparition des classes, rendra caduc le parti qui pourra alors se fondre dans la classe ouvrière devenue communiste. Il est réactionnaire et erroné de penser que les soviets pourraient se substituer au parti. En dernier ressort, la dictature du prolétariat ne peut être que la dictature du parti.

Le programme communiste se distingue par son caractère immuable, son opposition irréductible à toutes les formes de domination du Capital. La défense du programme est le premier devoir du parti. Il ne courra pas après une popularité artificielle en émasculant ses principes. On adhère au parti en tant qu'individu parce qu'on est d'accord avec les idées du parti. Il ne peut y avoir

qu'une seule organisation pour défendre le programme de la révolution. Le parti refuse d'infiltrer d'autres organisations, condamne la formation de blocs ou de coalitions avec elles.

En Italie, les bordiguistes refusent ainsi le front uni avec les socialistes. Au mieux, ils acceptent ce front sur le plan syndical. Plus tard, ils s'opposent à la fusion avec les socialistes (préconisée par le Comintern, mais refusée par les socialistes) et même avec les *terzini*, l'aile gauche du parti socialiste, exclue de ce dernier. L'avènement du fascisme ne modifie pas l'attitude des bordiguistes pour qui fascisme et démocratie ne sont que des masques différents du pouvoir bourgeois auquel on ne peut opposer que la dictature du prolétariat.

La Gauche italienne combat avec obstination au sein du Comintern (sous contrôle russe), critique ses interventions dans la vie des partis, et, par-dessus tout, propose que les problèmes de l'Etat russe soient discutés par l'Internationale. Après leur défaite en 1926, les bordiguistes se constituent officiellement en Fraction de gauche du P.C. d'I. à Pantin. Par la suite, en 1935, cette organisation, prenant une forme nouvelle, devient la Fraction italienne de la Gauche communiste internationale, ce qui signifiait — un peu tard selon certains — la rupture avec la IIIe Internationale. Pendant une courte période, un rapprochement s'opère avec Trotsky et son opposition internationale, qui sera suivi par une rupture totale en 1933. Les bordiguistes n'acceptent que les thèses des deux premiers congrès de la IIIe Internationale — non sans réserves —, tandis que les trotskystes considèrent les thèses des quatre premiers congrès comme des documents fondamentaux.

En 1933, la Fraction commence à publier *Bilan* (plus tard *Octobre*) en français. Dans les tout débuts de la guerre civile espagnole, la Fraction a défini sa position : le prolétariat espagnol a été incapable de former son parti de classe, n'a pas établi sa dictature, et, au nom du combat antifasciste, a laissé ce pouvoir bourgeois intact. La guerre est impérialiste et les fractions de la G.C.I. appellent tous les travailleurs à désertier, à fraterniser et à transformer la guerre en guerre civile contre le Capital.

L'Union communiste, la *Révolution prolétarienne* et quelques anarchistes ont bien conscience du rôle contre-révolutionnaire des staliniens, qui culminera dans la persécution des révolutionnaires et les attaques contre les collectivisations. Ils critiquent — parfois sévèrement — ce qu'ils considèrent comme les capitulations du P.O.U.M. et de la C.N.T.-F.A.I., mais ils ne suivent pas les bordiguistes qui, selon eux, appliquent mécaniquement à l'Espagne des mots d'ordre hérités de la Première Guerre mondiale. Les bordiguistes ne sont pas unanimes sur ce point : une scission a lieu dans la Fraction italienne et dans un petit groupe belge proche des bordiguistes.

Les bordiguistes s'opposent à la défense de l'Etat russe, qu'ils estiment faire partie du consortium impérialiste. Leurs critères sont essentiellement politiques : comme le parti russe et son Comintern ont abandonné le programme révolutionnaire, la Russie ne peut être socialiste. Une analyse de la société russe manque cruellement : la bureaucratie est tantôt considérée comme un simple instrument du capitalisme international et tantôt comme ballotée entre le prolétariat et de mystérieuses classes sociales d'autrefois. Ceci explique peut-être l'appellation archaïque de « centrisme » qui est appliquée au stalinisme, même après l'Espagne.

Intransigeants pendant la guerre d'Espagne, les bordiguistes n'ont aucune hésitation lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une guerre impérialiste de plus, qui devrait être transformée en guerre civile contre toutes les bourgeoisies. La Fraction doit continuer à oeuvrer pour la formation d'un parti révolutionnaire. La scission causée par la question espagnole (un regroupement se fera officieusement) et la guerre, a dispersé les militants. Un petit noyau se forme autour de Perrone (Vercesi), l'un des maîtres à penser de la Fraction, qui survit, en ces temps de guerre, isolé à Bruxelles. A Marseille, un petit groupe de bordiguistes italiens et de jeunes recrues françaises réunies autour de Marc (Chyryk), vétéran des oppositions communistes, forment la Fraction française de la G.C.I. Quelques textes sont rédigés. Finalement, la Fraction se transporte à Paris et noue des contacts avec les Italiens qui ne sont pas rentrés en Italie après la chute de Mussolini. Quelques numéros de *L'Etincelle* sont publiés alors que la guerre approche de sa fin.

En 1945, c'est d'Italie que vient le vent. Les bordiguistes, qui ont construit leur organisation pendant la période de clandestinité, tiennent un congrès à Turin. Leur Parti communiste internationaliste est la seule organisation révolutionnaire du monde qui ait une audience, restreinte, mais sérieuse (plusieurs milliers de membres), un hebdomadaire (*Battaglia Comunista*), une revue théorique (*Prometeo*) et quelques publications en province.

Bien que les Italiens ne puissent lui fournir aucune aide substantielle, la Fraction française acquiert un certain prestige et une nouvelle vitalité. Parmi ses adhérents on trouve entre autres des vétérans de l'ancienne Union communiste comme Davoust (Chazé) et Lastéradé et le petit groupe « Contre le Courant », produit d'une scission au sein du R.K.D.-C.R. La fraction française publie *L'Internationaliste* et des contacts sont établis avec plusieurs usines, en particulier Renault où des membres de la Fraction jouent un rôle dans la grève de 1947. Ces efforts donnent peu de résultats et les problèmes théoriques refont surface : en 1950, la majorité des membres français considèrent que le bordiguisme est atteint de sclérose et rejoignent le groupe *Socialisme ou Barbarie*.

Sévèrement décimée, la Fraction française commence alors une nouvelle traversée du désert, mais c'est une autre histoire ⁸.

En 1944, plusieurs membres fondateurs de la Fraction — (Chyryk)-Marc et Salama-Mouso — la quittent pour former la Gauche communiste de France, qui publie *l'Internationalisme*, organe de recherche et de discussion. Ils estiment que la formation du parti communiste internationaliste en Italie est prématurée et opportuniste ⁹. L'activité de la Fraction française est jugée sans principes et fausse.

Les Communistes révolutionnaires allemands et français (R.K.D. et C.R.)

Le groupe, connu pendant la guerre sous le nom de Revolutionären Kommunisten Deutschlands, fait à l'origine partie du mouvement trotskyste autrichien et est reconnu en 1938 comme la section autrichienne de la IVe Internationale (R.K.D.). Contraint à l'exil par la répression, le R.K.D. entre rapidement en conflit avec le mouvement trotskyste et ses délégués votent contre la proclamation officielle de la IVe Internationale en septembre 1938. Bien que continuant à être d'accord avec l'analyse trotskyste de l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier dégénéré, ils divergent de Trotsky sur l'attitude en cas de guerre dans les pays qui pourraient prêter leur aide à la Russie. Ils préconisent un défaitisme révolutionnaire dans tous ces pays et se rapprochent des positions de l'American Revolutionary Workers League (le « groupe Oehler ») qui, en septembre 1939, publie ses « Quatorze points » comme base préalable à un nouveau regroupement international ¹⁰.

En 1941, le R.K.D. devient les R.K.D. et se sépare du trotskysme. Les R.K.D. définissent l'U.R.S.S. comme un pays capitaliste et s'opposent catégoriquement à sa défense. Ils attaquent le trotskysme comme un courant foncièrement centriste qui rejette le bolchevisme « pur » de l'époque de Lénine. Après la défaite de la France, les R.K.D. s'installent dans le Midi de la France et déploient une activité remarquable, publiant régulièrement le *R.K. Bulletin* (17 numéros jusqu'en 1943) et puis *Spartakus*, dont le premier numéro (mai 1943) contient un appel aux travailleurs du monde à briser leurs chaînes et à fonder la république internationale des conseils d'ouvriers et de soldats :

8. *Internationalisme*, n° 23, juin 1947.

9. Le CERMTRI, 88 rue St-Denis, 75001 Paris a publié dans ses *Cahiers* n°10 et 11 une bibliographie sur les RKD et CR de 1936 à 1945.

10. Dans *International News*, septembre 1939.

« Nous ne sommes ni social-démocrates, ni staliniens, ni trotskystes. Les questions de prestige ne nous intéressent pas. Nous sommes des communistes, des spartakistes révolutionnaires ».

En plus de cette production impressionnante, il faut ajouter *Fraternisation prolétarienne*, organe des communistes révolutionnaires de France (dont l'organisation n'existait pas encore) et un certain nombre d'autres opuscules et textes théoriques. Les bases de contacts avec des soldats allemands sont lancées et des liaisons sont établies avec la résistance révolutionnaire française.

Bien qu'aguerris aux activités clandestines, les R.K.D. ne sont pas à l'abri de la répression. En 1942, trois femmes sont arrêtées et condamnées à des peines de 14 mois, 3 ans et 15 ans, respectivement. L'une d'elles, déportée en Allemagne, survivra. Une autre reprend ses activités clandestines à l'expiration de sa peine. La troisième, Mélanie Berger, est libérée par les R.K.D. qui utilisent à cette fin de faux papiers allemands. Deux autres membres des R.K.D., Ignaz Duhl et Artur Streicher, sont arrêtés et assassinés par la Gestapo. Karl Fischer-Emile, arrêté en 1944, sort vivant de Buchenwald mais est ensuite kidnappé en Autriche par la police russe, en 1947, et passe huit ans en Sibérie. Ces exemples ne sont pas exhaustifs.

Meurtris, mais non détruits, les R.K.D. déménagent fréquemment : Montauban, Marseille, Grenoble, Lyon. Au printemps de 1944, l'organisation transfère ses activités à Paris.

Même les personnes qui ont participé aux activités des R.K.D. ne peuvent être considérées comme des sources autorisées pour juger de l'importance de leur recrutement qu'on évalue, sans garantie aucune, à une douzaine de militants (parmi lesquels quelques Français) à la libération de Paris. L'organisation est dirigée par un Autrichien, Scheuer (Armand) qui, sans aucun doute, connaît à fond le travail clandestin. Un cloisonnement strict est maintenu par le groupe. Les membres ne sont pas toujours bien informés de l'influence exacte d'une organisation qui ne crache pas sur la propagande. Les R.K.D. sont experts dans l'art d'établir et d'exploiter liaisons et contacts, maniant tour à tour flatterie ou dénonciation virulente. En octobre 1942, appelant à la formation d'une nouvelle Internationale authentique, ils adressent une lettre au groupe trotskyste de *La Seule Voie*, déclarant que la répression anti-trotskyste a écarté l'un des obstacles qui empêchaient d'avancer dans la voie de cette réalisation. Cette ouverture plutôt malheureuse provoque une réponse indignée de *La Seule Voie* : « Vous vous êtes trompés d'adresse, camarades ! ». Des contacts individuels se révèlent plus fructueux et les R.K.D. exercent une certaine influence sur de jeunes trotskystes de Toulouse, Lyon et Paris.

En avril 1944, trois organisations trotskystes françaises, le P.O.I., le C.C.I. et le groupe Octobre, fusionnent et forment le Parti communiste internationaliste. La petite Union communiste de Korner-Barta, éditeur de *Lutte de Classe*,

refuse de s'y rallier. Les R.K.D. dénoncent violemment la proclamation commune des trois groupes :

« Cet appel, au lieu de dénoncer les déviations pro-fascistes anglophiles et prostalinienne qui abondent dans les articles et bulletins des P.O.I. et C.C.I. (*La Seule Voie*), trompe sciemment la classe ouvrière en prétendant que les dits groupes n'ont jamais cessé de dénoncer cette guerre comme impérialiste ».

Néanmoins, une organisation plus large signifie des possibilités de travail politique plus importantes et les nouvelles recrues françaises des R.K.D. se constituent en fraction à l'intérieur du nouveau parti.

En août 1944, pendant la libération de Paris, les R.K.D. et les C.R. français, pour la première et dernière fois, jouent un rôle dans un véritable mouvement ouvrier : des militants C.R. prennent la tête du comité de grève à la grande usine Renault. L'euphorie règne : à la cafetaria, les C.R., des trotskystes orthodoxes — qui entrent en scène avec quelque retard — et deux typographes du G.R.P.-U.C.I. (qui doivent composer l'affiche du comité) fraternisent, tandis qu'un stalinien, perché sur une table, fait allusion à des « éléments irresponsables ». La réaction des staliniens ne se fait pas attendre. Un militant C.R. est malmené. Renault retombe sous la coupe des staliniens, mais les gauchistes y restent présents et vont jouer un rôle dans la grève de 1948 déclenchée au mépris des directives de la C.G.T. stalinienne.

En octobre 1944, la tendance C.R. fait une déclaration au congrès du P.C.I. et quitte ce parti. Le groupe français, Organisation communiste révolutionnaire, compte alors peut-être 40 membres et publie une abondante littérature, seul ou conjointement aux R.K.D. : *Rassemblement communiste révolutionnaire*, également *Pouvoir ouvrier*, pour les C.R., *Vierte Kommunistische Internationale* pour les R.K.D., et *L'Internationale*, organe de la Commission internationale créée par les C.R. et les R.K.D. Mais, tandis que se dissipe pour chacun l'illusion qu'une vague révolutionnaire va submerger l'Europe, le besoin de tracer des perspectives à long terme se fait sentir ; il faut discuter des bases théoriques. On s'interroge sur Cronstadt, la Nep, Brest-Litovsk et, en fin de compte, le léninisme lui-même. Le rôle de guide de l'ancienne direction des R.K.D. est contesté. La tension grandit et les défections se multiplient. Quelques militants rejoignent la Gauche communiste internationale (bordiguiste) tandis que d'autres créent une nouvelle organisation qui ne dure pas, C.R.-Contre le Courant (Pouvoir ouvrier) et bientôt rejoignent également les bordiguistes. Les chefs des R.K.D. se rapprochent des anarchistes. Le reste de l'organisation se disperse en 1946.

Indépendamment de tout jugement politique, le travail étonnant accompli dans des circonstances difficiles et dangereuses par cette poignée de militants autrichiens et allemands R.K.D. inspire le respect.

Groupe des révolutionnaires prolétariens-Union des communistes internationalistes (G.R.P.-U.C.I.)

A la fin de l'année 1941, des militants isolés, d'origine diverse, se rencontrent pour renouer des contacts anciens et prendre une décision. Il faut remarquer qu'à cette époque, bordiguistes et R.K.D. se trouvaient dans le Midi de la France. Un accord général se fait sur la nature impérialiste de la guerre et sur la définition de la Russie comme un système capitaliste d'Etat.

Les membres viennent de groupes trotskystes, anarchistes, et de divers groupes d'opposition allemands, et représentent plusieurs nationalités. En fait, certaines discussions se font en allemand, les Français étant minoritaires.

En 1943, le G.R.P. fait paraître un manifeste qui affirme que la guerre impérialiste devrait être transformée en guerre civile contre tous les gouvernements capitalistes, le but final étant la république internationale des conseils ouvriers. Comme mesure pour l'immédiat, le manifeste préconise la propagande et la fraternisation avec les soldats et les ouvriers allemands, la lutte contre la déportation de travailleurs en Allemagne, organisée par le gouvernement de Vichy et les nazis, et la formation de groupes révolutionnaires dans les usines, premier pas vers la constitution de milices ouvrières et de comités d'usine. Après avoir rendu hommage à Trotsky, le manifeste déclare que la IVE Internationale a été incapable d'unifier les trotskystes et l'est par conséquent encore plus de regrouper tous les révolutionnaires. Les méthodes bureaucratiques l'ont vidée de toute vie réelle et son attachement dogmatique à l'expérience russe est un obstacle à tout progrès théorique. Il faut édifier une véritable Internationale.

En raison de sa composition sociale et des nationalités qui s'y côtoient, le groupe est vulnérable et particulièrement démuné de moyens matériels. De façon tout à fait légitime, ses ambitions sont modestes. Des contacts sont établis avec quelques jeunes trotskystes et beaucoup plus tard les R.K.D. et avec un groupe anarchiste qui s'est récemment constitué en vue d'une action concertée. Ces deux derniers contacts n'apportent rien.

A la libération de Paris, le groupe essaie de se procurer quelque argent et du matériel, mais n'y parvient pas. Des opuscules bilingues sont distribués — plus par désir de faire un geste que dans l'illusion qu'ils auront un effet quelconque. En 1944, faisant une concession aux jeunes adhérents français qui ont

encore un attachement sentimental à la tradition trotskyste, le G.R.P. devient l'Union des communistes internationalistes pour la IVe Internationale.

Les publications du G.R.P.-U.C.I. sont bien connues pour la médiocrité de leur impression. Jusqu'à janvier 1945, le groupe fit paraître 16 numéros du *Réveil prolétarien* et 5 ou 6 d'une revue théorique, *La Flamme*. Dans les deux derniers numéros (imprimés de façon honnête en 1946) ; l'évolution du groupe vers les positions des communistes des conseils apparaît nettement.

Après la Libération de Paris, un travail de pénétration limitée chez les Jeunesses socialistes apporte un sang nouveau dans le groupe et la possibilité de nouveaux contacts. Mais le G.R.P.-U.C.I. — c'est aussi le cas des autres organisations — est mal préparé à assimiler ces nouveaux sympathisants qui, sans aucun doute, sont motivés par une saine réaction contre la collaboration de classe mais qui sont politiquement inexpérimentés et enclins à se décourager facilement par l'atmosphère raréfiée du groupe et son absence de possibilité d'expression. Quelques membres quittent le groupe, certains, des étrangers, quittent la France, pas tellement à cause de réelles divergences que par désir d'explorer d'autres possibilités. Le groupe entre dans le déclin et cesse de fonctionner en 1947. Il a rempli un rôle utile pendant la guerre et il convient de remarquer qu'en dépit d'évolutions différentes, les anciens membres du groupe semblent avoir maintenu entre eux des contacts amicaux.

Conclusions

Cette étude ne tente d'expliquer que l'arrière-plan historique et les actions des trois groupes qui ont adopté une attitude sans équivoque pendant la guerre, les R.K.D.-C.R., le G.R.P.-U.C.I. et la Gauche communiste internationale (les bordiguistes). Comme ils n'étaient pas tourmentés, à l'exemple des trotskystes, par les problèmes de stratégie et de tactique occasionnés par la participation de l'U.R.S.S. au conflit, ils différaient peu, dans leur analyse de la guerre. Il ne s'agit pas de savoir ici si les R.K.D. ou le G.R.P. ont su ou non juger correctement la situation italienne ou de ressasser les vieux arguments sur d'éternels problèmes théoriques. Nous avons jugé nécessaire de le mentionner le courant anarchiste, à la fois pour mettre l'accent sur l'effondrement d'un mouvement et pour prendre note des efforts des militants qui, au moins, ont tenté de ramasser les morceaux.

Avec beaucoup de nuances, les trois groupes cités ci-dessus étaient très optimistes, tout comme l'étaient les trotskystes, quant aux possibilités révolutionnaires du conflit. Leurs espoirs seront impitoyablement anéantis : les

faibles tentatives d'actions ouvrières autonomes, ici ou là, eurent vite fait de disparaître avec la restauration du pouvoir d'Etat encouragée par les stalinien et les réformistes.

L'analyse de l'U.R.S.S. faite par l'ultra-gauche s'est confirmée tandis que les analyses trop élaborées des trotskystes s'effondraient. La bureaucratie n'a pas succombé à la pression capitaliste, ni à la révolution prolétarienne. Elle a protégé et étendu son pouvoir et s'est mise à participer à la lutte pour la domination du monde. Le rôle contre-révolutionnaire de l'Etat russe et de ses agences à l'étranger, les partis communistes, a de nouveau été démontré quand les révélations sur les purges et le Goulag ont montré au grand jour la barbarie du système.

La guerre et l'après-guerre ont montré que la société bureaucratique n'était pas une aberration limitée à la Russie. On trouve des sociétés bureaucratiques dans la moitié du monde, qui fournissent aux trotskystes autant d'exemples d'Etats ouvriers tordus et déformés de naissance. C'est là l'événement le plus important du siècle, la preuve irréfutable que l'élimination du capitalisme privé sans une organisation démocratique de la société engendre de nouvelles formes de domination et d'exploitation.

Cette brève histoire de l'ultra-gauche n'est pas une justification a posteriori ; il serait toutefois bon de dissiper un certain nombre de malentendus.

Bien que ne contestant pas le caractère impérialiste de la guerre, certains ont accusé les internationalistes de fournir une aide directe aux nazis en ne subordonnant pas tout à la nécessité du combat antifasciste. C'est là un point très grave et la complexité du problème a été révélée lors de discussions variées qui eurent lieu avant la guerre.

Les internationalistes trouvaient encore, alors, leur inspiration dans la grande tradition de Liebknecht et Luxemburg, de Zimmerwald et dans les mots d'ordre hérités de cette période : « L'ennemi est dans notre pays », c'est notre propre bourgeoisie et nous devons « transformer la guerre capitaliste en guerre civile, au prix de la défaite de notre bourgeoisie » etc. Mais il y avait des doutes.

A l'exception de la Russie, la Première Guerre mondiale s'abattit sur des Etats dont les systèmes sociaux se ressemblaient beaucoup et dont les organisations socialistes étaient affaiblies et démoralisées, certes, mais non détruites. Dans chaque pays il existait un noyau révolutionnaire, modérément réprimé seulement, dont la croissance était facilitée par la stagnation des fronts. Même si elle n'a pas débouché sur la révolution en Europe occidentale, la paix a modifié les frontières et elle n'a pas fait disparaître les organisations ouvrières. En 1939, la situation était différente. Même sans prévoir le *Blitzkrieg* allemand, qui pouvait dire si la guerre allait durer assez longtemps pour permettre au prolétariat — écrasé ici, sous la botte fasciste, et démoralisé là, par les stalinien

et les réformistes — d'accéder à la conscience révolutionnaire ? Une victoire rapide des puissances de l'Axe pouvait plonger l'Europe dans la nuit pour de nombreuses années. Même la stratégie de Trotsky était loin d'être simple et faisait des différences entre les fascistes et les pays démocratiques, et tenait compte de leurs liens éventuels avec l'U.R.S.S..

Les trotskystes américains et britanniques, dont les pays n'ont pas été envahis, dont les bourgeoisies étaient alliées à l'U.R.S.S. et qui jouissaient d'un minimum de légalité — ont dû faire face concrètement à ces problèmes (la façon dont ils l'ont fait sort du cadre de cet article).

La rapidité de la victoire allemande en France a apporté une réponse partielle à ces problèmes en ce qui concernait les internationalistes. Dans la mesure où la bourgeoisie française, avec suffisamment de duplicité, a su sauvegarder son avenir, a épaulé les nazis, le combat contre Vichy et les nazis devenait le même combat. Mais la guerre a continué et a laissé intact le problème de l'attitude à avoir vis-à-vis de la Résistance. L'ultra-gauche et les trotskystes ont gardé une indépendance totale et ont combattu Vichy et les nazis dans le cadre de leurs perspectives globales respectives.

L'ultra-gauche n'était qu'un grain de sable dans la tempête et ne pouvait se fixer que des tâches modestes. En dépit de sa faiblesse, elle a jugé nécessaire de maintenir son organisation pour sauvegarder et développer la théorie, regrouper les militants et dénoncer les mensonges et illusions diffusés par les diverses forces impérialistes. L'ultra-gauche a pris parti pour la défense des intérêts prolétariens contre le Capital français ou allemand, a préconisé le sabotage de l'effort de guerre nazi et la résistance à la loi allemande et vichyssoise. Des milliers de déserteurs ont été exécutés. Le travail limité, mais efficace des trotskystes parmi les soldats allemands a montré qu'ils n'étaient pas rebelles à la propagande. C'était là une attitude anti-nazie mais fondée sur des considérations de classe, sans aucune concession à la collaboration de classe ni au chauvinisme des staliniens et des gaullistes.

Un certain nombre de personnes bien intentionnées ont laissé entendre que l'ultra-gauche, de même que les trotskystes, auraient dû infiltrer la Résistance afin de l'influencer de l'intérieur. La faiblesse de l'ultra-gauche excluait toute possibilité d'un tel tournant pour ses militants. Plus nombreux, les trotskystes ont finalement choisi de concentrer leurs militants dans les usines. Mais l'objection, au fond, est d'ordre politique.

Même avec les meilleures intentions, l'activité clandestine n'incite pas au débat de longue durée ni à la politique démocratique, au-delà de la phase des discussions en petit comité. La Résistance n'était pas un forum politique. Pour se faire connaître et respecter à l'intérieur d'un cercle forcément restreint, un militant infiltré aurait été forcé d'obéir à des ordres et d'accomplir les tâches qui lui auraient été prescrites — en d'autres termes, il aurait été perdu pour sa propre organisation et pour ses propres idées. Sans parler des soupçons mani-

festés par les staliniens à l'intérieur des organisations qu'ils contrôlaient. Dans un milieu plus propice, vers la fin de l'occupation allemande, les trotskystes gagnèrent estime et influence dans un certain nombre d'usines, mais parce qu'on reconnaissait en eux les syndicalistes les meilleurs et les plus militants. Lorsqu'ils déployèrent leur drapeau, les ouvriers n'affluèrent pas aux portes du P.C.I. A la fin de la guerre, en dépit de quelques nouvelles adhésions, les trois groupes d'ultra-gauche exerçaient peut-être leur influence sur quelques centaines de personnes au total. De toute évidence, les conditions de survie avaient été difficiles : sur la vie de la plupart de ses militants pesait, à des degrés divers, une menace (ils étaient juifs, étrangers, réfractaires au S.T.O., évadés de prison) et ce dans un pays où même ceux qui vivaient en toute légalité souffraient de nombreuses privations. Ils devaient se procurer de l'argent, des faux papiers, des tickets d'alimentation et un logement sûr. Le matériel d'impression était difficile à obtenir.

Alors qu'ils devaient déjà se mesurer aux diverses forces de police françaises et allemandes, les internationalistes redoutèrent les staliniens et se méfiaient de la Résistance. En fait, ils étaient terriblement isolés et vulnérables. Les anarchistes, bien qu'inefficaces, avaient du moins des racines et des traditions dans la société française, et les trotskystes, par leur histoire mouvementée, s'étaient au moins constitué un cercle de contacts et de sympathisants. L'ultra-gauche ne bénéficiait même pas de ce milieu restreint.

Mais les conditions matérielles qui étaient les siennes n'expliquent pas tout et sont elles-mêmes en partie le reflet d'un isolement politique. Les internationalistes étaient en opposition totale avec les diverses idéologies qui réclamaient l'engagement sous leur bannière, de ceux qui, parmi les Français, ne s'étaient pas réfugiés dans la passivité de l'opportunisme. Les internationalistes ne pouvaient que supporter avec patience, témoigner et travailler pour l'avenir.

Les crimes staliniens

L'accord ne s'est pas encore fait chez les historiens sur le nombre d'exécutions sommaires qui ont eu lieu en France en 1944 et les chiffres avancés sont de 5 000 à 10 000 au plus comme le prétendent les partisans de Vichy. Il ne fait aucun doute que les partisans staliniens ont liquidé bon nombre d'ennemis politiques dans les secteurs qu'ils contrôlaient. Après avoir vu les staliniens à l'ouvrage en Espagne et ailleurs, on était en droit de craindre un règne de terreur à l'encontre des révolutionnaires.

En fait, des révolutionnaires ont bel et bien été assassinés par les staliniens, mais le nombre exact en est inconnu et, dans le climat politique de

l'époque, une instruction complète de ces crimes était impossible. En octobre 1943, cinq trotskystes se trouvaient parmi les 90 détenus de la prison du Puy. Libérés par une descente de partisans quatre d'entre eux, Sadek, Reboul, Salini et le militant italien Pietro Tresso (Blasco) disparurent après leur libération. A Paris, un jeune militant de l'Union communiste, Mathieu Bucholz, fut kidnappé, torturé et exécuté en septembre 1944. D'autres trotskystes furent assassinés à Paris et dans les provinces, tout comme quelques anarchistes et militants du P.O.U.M. dans le Midi où opéraient des staliniens espagnols ¹¹.

Malgré tout, ces crimes ne représentent pas « un règne de terreur ». Dans le climat de désorganisation totale de la Libération, la liquidation des dirigeants trotskystes aurait été facile pour les équipes de tueurs du P.C. qui avaient accompli des exploits autrement plus difficiles. Au contraire, un historien fait mention de la libération, par le stalinien Marrane, d'un groupe de trotskystes arrêtés à Paris ¹². Cela donne à entendre que les exécutions étaient dues à des initiatives locales et que le P.C. avait à l'époque d'autres priorités.

Gerd-Rainer Horn

Le trotskysme et l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale

L'histoire des mouvements révolutionnaires antistaliniens demeure un secteur d'intérêt secondaire pratiquement dans toutes les disciplines académiques. En un sens, ce n'est pas surprenant car c'est seulement au cours des vingt dernières années que l'histoire des mouvements communistes en général, les plus influents, a commencé à sortir de l'étroit carcan où l'enfermait l'idéologie de la guerre froide. Mais, avec la prolifération des études sérieuses sur la Gauche majoritaire, on peut s'attendre à ce que les courants moins en vue et qui ont rencontré moins de succès, à l'intérieur du mouvement ouvrier, commencent également à faire l'objet de recherches.

Ce n'est bien entendu qu'à l'intérieur du cadre européen que l'on peut, sans difficulté, reléguer des tendances comme le maoïsme, le castrisme, ou le trotskysme à une place négligeable. Une vision moins « eurocentriste » devra nécessairement tenir compte de l'importance de ces courants de pensée. En dehors du monde communiste, le plus grand parti communiste, jusqu'à sa suppression brutale en 1965, fut le P.C. maoïste indonésien ¹. Le trotskysme fut la force de gauche prédominante à Ceylan des années 30 aux années 50 et 60 au moins. Et il est impossible de comprendre l'histoire fascinante de la gauche la-

11. R. Dazy, *Fusillez ces chiens enragés*, Paris 1981.

12. H. Denis, *Le Comité parisien de Libération*, cité par P. Novick, *The Resistance versus Vichy*, 1968. Cette affaire n'est nulle part corroborée dans la littérature trotskyste ou ailleurs.

1. Cette étude a été proposée aux *Cahiers Léon Trotsky* par Gerd Rainer Horn, étudiant allemand aux Etats-Unis. Elle a été traduite de l'américain par Janine Bauduin. Nous avons respecté tous ses développements malgré une tendance à prononcer des sentences qui n'est pas dans la tradition de notre revue. L'essentiel est qu'il s'agisse d'un travail sérieux qui peut nourrir une discussion riche. Nous avons dû en revanche, pour des raisons de place, raccourcir sérieusement les notes. A propos de ces dernières, il nous a parfois paru nécessaire d'introduire quelques réponses ou remarques à propos de mise en cause ou de points de méthode, en indiquant qu'elles venaient de la revue par le sigle NDLR.

En ce qui concerne les références aux textes de Trotsky, nous avons utilisé les citations et renvoyé aux *Oeuvres* en français dont il semble que G.R. Horn ne connaisse pas l'existence, mais que notre lecteur français trouvera plus facilement. (NDLR)

tino-américaine d'après-guerre sans une connaissance approfondie des courants politiques situés à gauche du stalinisme et de la social-démocratie.

Cependant, même dans le contexte européen, les forces de l'extrême gauche n'ont pas été aussi marginales que l'historiographie existante voudrait bien le faire croire. Pour prendre un exemple relativement récent, la tumultueuse année 68 et ses suites ne peuvent se comprendre correctement si l'on ne donne pas toute son attention à ce qui s'est passé à gauche des partis ouvriers traditionnels. De même, l'Espagne des années 30 demeure une énigme pour les historiens qui ne sont pas prêts à aborder la politique révolutionnaire non communiste et qui n'ont pas le bagage nécessaire pour ce faire.

À l'intérieur de l'extrême gauche européenne, le trotskysme occupe une place assez exceptionnelle. En-dehors du stalinisme et de la social-démocratie, c'est, à l'intérieur du mouvement ouvrier marxiste, la tendance qui existe de façon continue depuis le plus longtemps. Il survit aux ravages de l'histoire européenne depuis soixante ans, à l'heure qu'il est, tandis que d'autres courants se sont désintégrés après une durée de vie beaucoup plus courte, comme ce fut le cas du Bureau de Londres ou du maoïsme de la « troisième période » après la mort de Mao. Cependant, en même temps, il n'est jamais parvenu à devenir la force toute puissante à gauche, pas plus qu'il n'a même réussi à influencer au moins une partie importante de la classe ouvrière dans un pays européen. Ce phénomène de « marginalité persistante » serait à soi seul un sujet d'étude intéressant.

Pourtant des particularités plus importantes justifient que l'on se penche de plus près sur le trotskysme européen. L'un de ces facteurs est l'importance du rôle des trotskystes dans l'histoire de la pensée au XXe siècle. Les analyses trotskystes du régime soviétique, du fascisme, de la stratégie révolutionnaire dans le « tiers monde » colonial et post-colonial et les contributions trotskystes aux débats plus récents concernant les nouveaux mouvements sociaux comme le féminisme ou les mouvements pour l'auto-détermination des peuples, en Irlande au au Pays basque, par exemple, ne sont que quelques-unes de ses contributions qui sont de plus en plus reconnues pour leur valeur intrinsèque.

Un autre argument en faveur de l'étude du trotskysme est l'influence qu'il a exercée dans la formation intellectuelle de personnages marquants du paysage politique, social et culturel. Des individus aussi divers que ce médiateur actuel de la politique étrangère allemande qu'est Hans Juergen Wischnewski, de même que des gens comme André Malraux et John Lennon furent soit membres soit sympathisants de la IVe Internationale à un stade de leur itinéraire intellectuel qui est celui, souvent crucial, de leur formation.

Finalement, on ne peut nier à quel point il y a eu continuité entre les personnes qui ont été à la tête des partis communistes du début et celles qui ont mené l'Opposition de gauche internationale². Il en va de même pratiquement

2. Pour des raisons stylistiques, j'utiliserai indifféremment les termes : Opposition internationale de gauche, Quatrième Internationale etc. bien que la Quatrième Internationale en tant que telle ne fût

pour tous les autres pays d'Europe. Et certaines de ces personnalités, comme Khristian Rakovsky, Henk Sneevliet, Andreu Nin ou Alfred Rosmer avaient occupé des postes importants non seulement dans les partis communistes de leurs pays respectifs, mais également dans le communisme mondial où ils étaient des personnages de premier plan (et parfois dans la socialisme d'avant la première guerre mondiale).

Naturellement, un certain nombre d'historiens ou de politologues ont fait quelques tentatives pour s'attaquer à ce phénomène de la vie politique du XXe siècle. Mais, pour l'essentiel, ces efforts se sont concentrés sur le personnage de Léon Trotsky et, devrait-on ajouter, la qualité de ces ouvrages biographiques est souvent peu en rapport avec leur profusion. La trilogie d'Isaac Deutscher demeure inégalée quant à la profondeur et la qualité de l'analyse. Même au sein du groupe croissant de chercheurs qui s'intéressent à des aspects particuliers de la pensée et de la pratique trotskyste, les auteurs ont souvent tendance à souligner la contribution personnelle de Léon Trotsky aux dépens du mouvement qu'il a aidé à créer³. On trouve néanmoins à présent, toutes proportions gardées, une abondante littérature sur la IVe Internationale en tant que telle, en particulier en Europe latine.

La plupart des ouvrages sur la IVe Internationale, publiés ou inédits, se concentrent sur une expérience nationale particulière. Leur défaut majeur est, pour ainsi dire, une tendance caractéristique à se contenter de rassembler des faits, ce qui aboutit à relativement peu d'analyses critiques et pratiquement une identification virtuelle avec les individus que le travail de l'auteur a exhumés et sauvés de l'oubli historique⁴. Très peu de tentatives ont été faites pour esquisser une histoire générale du mouvement trotskyste. Les efforts accomplis dans cette direction ont, jusqu'à présent au moins, été des entreprises superficielles, mal documentées ; au pire, elles sont le produit de préoccupations étroitement sectaires⁵.

Ce manque de prise critique sur la pratique trotskyste est particulièrement mal venu du fait de la tension entre l'extrême importance du trotskysme en tant que courant de pensée spécifique ayant fréquemment rayonné bien au-delà du

pas fondée avant 1938 et que l'appellation officielle du mouvement ait changé à plusieurs reprises (NDA). Nous acceptons le choix de Horn, tout en affirmant qu'il s'agit d'un choix méthodologique et non stylistique comme il le pense. (NDLR)

3. Voir par exemple les ouvrages remarquables de Leonardo Rapone, *Trotsky e il Fascismo* (Latetza 1978), Richard B. Day, *Leon Trotsky and the Politics of Economic Isolation* (Cambridge 1973) et Geoff Hodgson, *Trotsky and Fatalistic Marxism* (Nottingham, 1975). Pour un mélange réussi d'études, voir les deux volumes d'actes du colloque organisé en octobre 1980 par la Fondation Feltrinelli, *Pensiero e Azione Politica di Lev Trocki* (Florence 1982)

4. L'unique exception est selon moi celle de l'historien catalan Pelai Pagès dans *El Movimiento Trotskista en Espana* (1930-1935), Barcelona, 1977 et l'article « Le Mouvement trotskyste pendant la guerre civile d'Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n°10, 1982, pp. 47-65.

5. Voir par exemple Jean-Jacques Marie, *Trotsky, le Trotskysme et la Quatrième Internationale* (Paris 1980), Pierre Frank, « The Fourth International » dans *The Long March of the Trotskyists* (Londres 1979) et Guenter Bartsch, *Trotskismus als eigentlicher Sowjetkommunismus* (Berlin, 1977).

cercle étroit des adhérents, et le manque de résultats pratiques correspondants, dans l'Europe des soixante dernières années. Ainsi, c'est dans le sens d'une évaluation critique de la stratégie et de la tactique de la IVe Internationale que devra s'orienter la recherche future, si elle veut commencer à résoudre cette énigme et en tirer les conclusions nécessaires.

Je me propose d'examiner dans cet article les zigzags du trotskysme pendant une période cruciale pour la gauche européenne : la deuxième guerre mondiale. Dans l'intervalle entre 1939 et 1945, l'Europe n'a pas seulement été un champ de bataille pour les puissances alliées et celles de l'Axe ; elle fut aussi le lieu d'où partirent d'immenses mouvements sociaux. De plus, les luttes sociales des années de guerre plantèrent le décor pour la poussée ouvrière d'après-guerre.

Dès avant septembre 1939, la IVe Internationale avait connu une évolution tumultueuse, avec son combat contre la montée du fascisme en Allemagne, la période des Fronts populaires et la guerre civile espagnole. Et comme un coup d'oeil même rapide aux progrès (ou au manque de progrès) des forces de la IVe Internationale le montre, il n'existait aucune raison d'être optimiste. Il est probablement correct de dire que, dans la majorité des pays européens, quand la deuxième guerre mondiale éclata, les sections de la IVe Internationale existantes étaient plutôt plus petites que plus grandes qu'au moment le plus favorable pour elle des dix années précédentes. En tout cas, ces groupes solidaires de l'Opposition de gauche allemande, qui avaient joui d'un soutien de masse non négligeable (le Leninbund allemand au début, l'Izquierda comunista de Espana, le R.S.A.P. néerlandais et les Archiomarxistes grecs), avaient alors déjà rompu avec la discipline de fer de l'Internationale ⁶.

La deuxième guerre mondiale était donc une chance de vérifier les idées trotskystes dans un environnement favorable à des changements sociaux de première importance. Cette mise à l'épreuve devait être particulièrement décisive puisqu'elle suivait de près les occasions manquées de la décennie précédente.

Ma tâche principale sera d'indiquer les grandes lignes de la stratégie et de la tactique de la IVe Internationale pendant la deuxième guerre mondiale et de mettre en lumière quelques-unes des raisons profondes pour lesquelles le trotskysme n'a pas non plus réussi à croître sensiblement au cours de cette période historique. Une autre de mes préoccupations sera de faire ressortir qu'il y avait en fait des différences considérables de points de vue entre les diverses sections ou parties de celles-ci, à l'intérieur de la IVe Internationale. Cette diversité interne est un aspect qui, en général, ne trouve pas la place qui lui revient, dans l'historiographie existante, bien que ce soit une caractéristique essentielle, tout particulièrement quand on la considère dans le contexte des autres forces révolutionnaires de gauche ou qu'on les compare à elle.⁷

6. Ces ruptures n'ont été jusqu'à présent analysées que dans leur contexte national.

7. La politique des forces révolutionnaires socialistes de gauche et généralement non trotskystes a été étudiée avec encore moins de sérieux que celle des trotskystes.

Une remarque sur les sources : en-dehors des documents réunis fort utilement par Rodolphe Prager⁸, j'ai eu accès à des pièces essentielles appartenant aux sections française, américaine, espagnole et allemande de la IVe Internationale. Cela m'a donné un choix de matériaux qui est loin d'être le meilleur, sans compter que, même dans ce cas, je n'ai pu faire usage des procès-verbaux de débats internes ou d'éléments similaires. Je crois néanmoins que cet ensemble, combiné à une bonne connaissance d'ouvrages secondaires appropriés, constitue une base de départ suffisamment solide pour une évaluation critique du trotskysme pendant la deuxième guerre mondiale.

La IVe Internationale avait précédé la guerre mondiale d'un peu de temps. L'annonce de la conflagration qui se préparait fut l'un des thèmes principaux de l'argumentation trotskyste au cours des années 30. Ainsi, lorsque les hostilités commencèrent, les sections de l'Internationale étaient déjà relativement bien préparées pour faire face au changement de nature de leurs tâches.

Le texte principal exposant la ligne, « La Guerre et la IVe Internationale », fut rédigé au début de 1934. Cette résolution définissait, la guerre comme imminente, second tour d'un conflit opposant entre elles les puissances impérialistes, sans se préoccuper de l'alignement possible de certains états et en dépit du fait que des épisodes secondaires et imprévus, comme l'invasion de petits états neutres, avaient toutes les chances de se produire. La résolution du Secrétariat international rejetait explicitement toute hypothèse selon laquelle la guerre qui s'annonçait pourrait revêtir la forme d'une guerre du « fascisme contre la démocratie ». Elle envisageait seulement deux scénarios dans lesquels la confrontation militaire serait d'une nature fondamentalement différente : celui de guerres anticoloniales de libération (bien que la résolution ne s'occupât ici que de l'Asie) et celui d'actions de défense de l'Union soviétique. Ces conflits ne changeraient pas la définition générale donnée de la guerre dans son ensemble : celle de guerre impérialiste. Mais ces deux exceptions étaient considérées comme suffisamment importantes pour être classées séparément et justifier une action de la IVe Internationale.

En-dehors des efforts que les trotskystes prévoyaient de faire pour aider les luttes anticoloniales et défendre l'Union soviétique, la IVe Internationale résolut de s'opposer à l'effort de guerre des deux partis opposés, même dans le cas vraisemblable où l'Union soviétique serait alliée à l'un des camps impérialistes. Le seul point qui ait varié concernait le choix des méthodes concrètes à adopter dans les activités d'opposition à la guerre. « Par exemple, il serait absurde et criminel, en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi de munitions américaines à l'U.R.S.S. Mais le prolétariat d'un pays combattant l'U.R.S.S. devrait absolument recourir à de telles actions : grèves, sabotage, etc. »⁹ La résolution de 1934 sur « La Guerre

8. Rodolphe Prager ed., *Les Congrès de la Quatrième Internationale* (Paris 1981), vol 2, « L'Internationale dans la guerre ».

9. « La Guerre et la IVe Internationale », 10 juin 1934, *Oeuvres* 4, pp. 48-85, ici, p.68. Il y eut sur cette question un éclat que Trotsky apaisa avec les partisans du « défaitisme révolutionnaire » ; la

et la IVe Internationale » se terminait par la note d'usage d'optimisme révolutionnaire.

« Même si, au début d'une nouvelle guerre, les révolutionnaires authentiques devaient se retrouver en minorité infime, nous ne pouvons un seul instant douter que, cette fois, le passage des masses sur le chemin de la révolution se produirait plus rapidement, de façon plus décisive et plus acharnée que pendant la première guerre impérialiste »¹⁰.

S'il n'était nullement irréaliste de supposer que la guerre était susceptible de conduire à des bouleversements sociaux capitaux, aucune discussion réelle ne vint expliquer pourquoi cette seconde guerre impérialiste serait tellement plus favorable aux partisans de la révolution sociale.

Entre 1934 et 1939, peu de changements sont sensibles dans la façon dont la IVe Internationale voit la guerre qui vient. Le changement fréquent d'alignement des forces à l'intérieur des futurs camps militaires ne fit que durcir les trotskystes dans leur opposition à la participation dans un camp ou dans l'autre.

Et si besoin était d'une confirmation que le conflit qui allait suivre ne serait pas la lutte d'Etats démocratiques contre des régimes fascistes, l'exemple de la guerre civile espagnole vint corroborer leur analyse. Examinant la farce de la Non-Intervention, Léon Trotsky écrivait dans un article d'août 1937 intitulé « Au Seuil d'une nouvelle Guerre » :

« En ce qui concerne la lutte des « démocraties » contre le fascisme, considérons plutôt les Pyrénées au lieu de deviner l'avenir »¹¹.

Le premier document important sur la ligne devant la guerre fut adopté à la Conférence d'Alarme de mai 1940 à New York. Le « Manifeste de la IVe Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution mondiale du prolétariat » réaffirmait essentiellement la ligne qui avait été celle de la IVe Internationale jusqu'à cette date. On y trouve toutefois quelques précisions et une omission... L'omission c'est celle de la référence antérieure aux procédés d'opposition à la guerre différents d'un pays allié à l'Union soviétique ou non. L'abandon inexplicable de cette distinction était probablement dû au fait que le Manifeste fut rédigé alors que le pacte Hitler-Staline était en pleine vigueur.

Trois précisions de taille étaient apportées par rapport au texte de 1934. D'abord le document invitait les trotskystes à ne pas se contenter de recourir à des mots d'ordre dans leur travail de lutte contre la guerre. Il conseillait aux révolutionnaires de ne pas éviter la question de la militarisation, mais au contraire de s'adapter aux tâches concrètes du moment et même d'aller jusqu'à

discussion rebondit en 1938 à la suite d'un article de Rudolf Klement (NDLR). Voir également Georges Vereken, *La Guépéou dans le Mouvement trotskyste*, Paris 1977 (NDA).

10. *Ibidem*, p. 85.

11. L. Trotsky, « Devant une nouvelle guerre mondiale », 9 août 1937, *Oeuvres*, 14., p. 237.

réclamer des « écoles militaires spéciales »¹² sous contrôle syndical pour permettre de réduire les pertes absurdes qui se produiraient sur le front. Ce n'était pas néanmoins supposé impliquer un soutien politique à l'un ou l'autre côté dans son effort de guerre en tant que tel.

En second lieu, le manifeste en venait à ce qui intéressait les peuples des colonies dans leur combat contre leurs seigneurs, qu'ils soient « fascistes » ou « démocrates ». En troisième lieu, il lui fallait trouver une réponse au fait que, après huit mois de guerre, l'expansionnisme nazi qu'apparemment rien n'arrêterait, commençait à devenir un trait spécifique de cette seconde guerre impérialiste. Les auteurs de ce manifeste répondaient à cette opinion en insistant sur la nature capitaliste inchangée du fascisme :

« Naturellement, il existe une différence entre les régimes politiques bourgeois dans la société bourgeoise exactement comme il existe une différence de confort entre les wagons de classes différentes dans un train. Mais quand le train plonge dans un abîme, la distinction entre la démocratie décadente et le fascisme meurtrier disparaît devant l'effondrement de l'ensemble du système capitaliste »¹³.

Tels étaient donc les éléments de programme, l'outillage dont disposait le trotskysme face à la deuxième guerre mondiale.

Au moment de conclure cette description de l'attitude trotskyste à l'égard de la deuxième guerre mondiale avant et après le début du conflit, il est instructif de citer un passage d'un article de Trotsky daté d'août 1940 :

« La ligne de conduite marxiste dans la guerre n'est pas fondée sur des considérations morales et sentimentales abstraites, mais sur une appréciation sociale d'un régime dans son rapport réciproque avec les autres régimes [...] »

Des facteurs secondaires comme l'indépendance nationale de la Finlande ou de la Norvège, la défense de la démocratie, etc., bien qu'importants en eux-mêmes, sont maintenant entrelacés dans la lutte de forces mondiales infiniment plus puissantes et leur sont entièrement subordonnés. Il faut écarter ces facteurs secondaires et déterminer notre politique conformément aux facteurs fondamentaux »¹⁴.

Trois mois après la Conférence d'Alarme, Trotsky était assassiné à Mexico par un agent de Staline.

Les cinq années suivantes devaient permettre de vérifier sur le terrain la justesse de ces directives et de ces prédictions. En ce qui concerne le refus des

12. L. Trotsky, « Manifeste sur la Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale » (mai 1940), *Oeuvres*, 24, pp. 27-75, ici p. 75. Contrairement à ce que semble penser notre ami Horn qui parle d'auteurs au pluriel, ce manifeste a été entièrement dicté par le seul Trotsky (NDRL).

13. *Ibidem*, p. 74.

14. L. Trotsky, « Bilan de l'Expérience finlandaise », *Défense du Marxisme*, p. 254.

trotskyistes de prendre parti dans « la guerre de la démocratie contre le fascisme », les événements des premières années de guerre eurent tendance à confirmer leurs prévisions. Il y avait peu de chances que la complaisance de la bourgeoisie française envers les envahisseurs dans les premiers jours du régime de Vichy, fasse croire à la volonté réelle d'un quelconque état-major général de défendre la démocratie bourgeoise. La conquête de l'Europe de l'Est et des Balkans par les nazis a sans nul doute mis un terme à l'indépendance de la plupart des pays de cette partie du monde, mais, presque sans exception, ces pays avaient déjà abandonné la plupart des garanties traditionnellement associées aux libertés et aux droits démocratiques des années d'avant l'Occupation. Et les premiers résultats de la reconquête alliée de l'Afrique du Nord et de l'Italie, ne firent qu'ébranler davantage la croyance en la démocratie atlantique. L'opportunisme politique de l'amiral Darlan (un des derniers membres de l'élite dirigeante de Vichy à abandonner le navire en perdition lorsque les Alliés débarquèrent en Afrique du Nord) et de son homologue italien, le maréchal Badoglio, confirma les pronostics de la IVe Internationale¹⁵.

Mais les limites de l'orthodoxie trotskyste commencèrent à coûter cher lorsque ses partisans continuèrent à mettre les deux camps belligérants sur le même plan, y compris après qu'il fût devenu de plus en plus clair que des changements fondamentaux s'étaient produits dans le régime politique des territoires libérés de la domination nazie, tandis que les puissances alliées continuaient à accumuler les succès militaires. Et, ce qui est plus grave, comme nous le verrons plus loin, le refus de la IVe Internationale de s'adapter à des événements et à des occasions politiques qu'elle n'avait pas prévues, son absence d'engagement dans les divers mouvements de résistance nationale et son manque d'intérêt pour eux, condamna le trotskysme à l'impuissance politique, non seulement pendant la durée des hostilités militaires mais aussi quand se produisit la poussée ouvrière d'après-guerre.

Néanmoins un certain nombre de caractéristiques sans aucun doute positives faisaient nettement apparaître le trotskysme comme un courant potentiellement viable à l'intérieur du mouvement ouvrier de l'Europe occupée et non occupée. Pendant toute la durée de la guerre, les publications de la IVe Internationale restèrent uniformément attachées aux principes de l'internationalisme prolétarien et ne manquèrent jamais de rejeter tout ce qui pouvait s'apparenter au chauvinisme. Pour prendre l'exemple du journal français clandestin *La Vérité*, dès son quatrième numéro, à l'automne 1940, il portait en manchette la

15. La carrière de l'amiral Darlan conduisit l'un des commentateurs les plus lucides du mouvement trotskyste pendant la guerre, Jean van Heijenoort, à faire le commentaire suivant : « Darlan, comme le lecteur ne peut manquer de s'en souvenir, était le chef des forces navales françaises, nommé par Daladier. Lors de la débâcle [...] ce « démocrate » ne songea qu'à conclure un pacte avec Hitler, se rallia à Pétain, devint « chef du gouvernement » à Vichy et « dauphin » de Pétain. Pour trouver plus facilement un langage commun avec Hitler, il soumit la France à un régime de terreur. A présent, cet ancien démocrate devenu fasciste est devenu un démocrate ancien fasciste et oeuvre, en Afrique du Nord.. à « libérer » la France » : Marc Loris (Jean van Heijenoort), « North Africa : A Lesson in Democracy », *Fourth International* n°3, 1942, p. 360.

devise suivante : « Nous sommes les amis du peuple allemand, c'est pourquoi nous combattons l'hitlérisme »¹⁶.

Le même internationalisme inébranlable imprégnait leurs positions à la fin de la guerre. Tandis que le journal du Parti communiste, *L'Humanité*, pendant la libération de Paris, arborait en première page de gros titres racoleurs comme « Mort aux Boches et aux traîtres »¹⁷, « Pas un Boche ne doit sortir vivant de Paris insurgé »¹⁸ ou « A chacun son Boche »¹⁹, *La Vérité* usait d'une approche tout à fait différente. Son édition spéciale de deux pages du 11 août 1944 par exemple se terminait par un appel trilingue à l'action qui s'adressait au peuple de Paris mais aussi aux Alliés et aux soldats allemands. La partie en anglais en appelait essentiellement aux troupes alliées pour qu'elles refusent de servir de briseurs de grève si une vague de grèves éclatait après la libération. La partie en allemand appelait les soldats allemands à participer à la libération de Paris, à désarmer leurs officiers et à rejoindre les rangs des milices ouvrières parisiennes²⁰.

La IVe Internationale condamna de même carrément toute idée de culpabilité « collective » allemande. Ses forces protestèrent vigoureusement contre l'arrosage répété par bombes des grands centres urbains allemands et, après la guerre, contre l'expulsion massive des nationaux allemands des provinces orientales allemandes par l'Armée rouge victorieuse²¹.

Pour les trotskystes de toute l'Europe occupée, la fraternisation fut l'activité essentielle à laquelle ils se livrèrent auprès des forces militaires de l'Axe. Si l'on cite de véritables résultats pratiques, quelques succès remportés dans la France occupée montrent que cette orientation n'était pas condamnée dès le départ. En 1943, des trotskystes bretons avaient fait quelques percées dans l'armée allemande stationnée dans le port de Brest. A l'aide de leurs recrues des forces d'occupation, ils réussirent à publier plusieurs numéros de *Zeitung für Soldat und Arbeiter im Westen* (Journal pour Soldat et Ouvrier d'Occident) lequel, d'après ce qu'en rapportent ceux qui y participèrent, était lu, non seulement en France occupée, mais parvint à pénétrer aussi en Italie et en Allemagne²². Les efforts d'organisation des trotskystes français contraints

16. *La Vérité*, 15 octobre 1940.

17. *L'Humanité*, 22 août 1944.

18. *L'Humanité*, 23 août 1944.

19. *L'Humanité*, 24 août 1944.

20. « Hitler s'effondre », *La Vérité*, 11 août 1944.

21. Voir la résolution de décembre 1943, « Au secours du prolétariat allemand », dans Prager, *op.cit.*, pp. 181-182, et le « Manifeste : solidarité internationale avec le prolétariat allemand », de décembre 1945, *ibidem*, pp. 336-341.

22. Voir les réimpressions de ces journaux dans les fac-similés de *La Vérité*, Paris 1978, pp. 183-198. On trouvera d'autres récits de cette entreprise dans les livres de Paul et Clara Thalmann, *Combats pour la Liberté*, Quimperlé, 1983, André Calvès, *Sans Boutes ni Médailles*, Paris 1986, et d'Yvan Craipeau, *Contre Vents et Marées*, Paris 1977.

au service du travail en Allemagne nazie, se rattachent aussi à cette orientation internationale et en sont un aspect mineur.²³

Ce qui a distingué les tentatives trotskystes de déstabilisation des « forces ennemies » de celles des formations rivales de gauche, c'est leur désir d'inculquer des sentiments révolutionnaires aux soldats « ennemis ». D'autres forces de gauche adressèrent aussi des publications et des tracts aux forces d'occupation, mais il était souvent pratiquement impossible de les distinguer de la littérature destinée à démoraliser l'adversaire, émanant de n'importe quel haut-commandement, dans n'importe quelle guerre²⁴. Et naturellement, l'efficacité de ce « travail militaire » était facilement sapée par le chauvinisme qui imprégnait la propagande générale des mouvements de résistance.

D'autres différences sont encore patentées entre la stratégie et la tactique des trotskystes et celles de leurs concurrents de gauche (supérieurs en nombre) qui a fait la spécificité essentielle du trotskysme pendant la deuxième guerre mondiale, c'est probablement son refus inébranlable de différer les revendications sociales tant que durerait l'effort de guerre pour la « défense de la démocratie » et « le combat contre l'oppression nazie ». Dans l'Europe occupée, même les revendications les plus immédiates avaient vite tendance à faire figure de défis aux forces de l'Axe et souvent se confondaient avec le conflit général avec les autorités étrangères. La volonté de ne pas placer la lutte de classes au second rang devint un sujet de discordance particulièrement aigu après la Libération, en Europe continentale et dans les parties non occupées de l'Europe où existaient, dans la légalité ou la semi-légalité, des sections de la IVe Internationale, c'est-à-dire en Grande-Bretagne, en Irlande et en Suisse. Même en Europe non occupée, un lourd tribut devait souvent être payé par ceux qui persistaient à se faire les avocats de l'antimilitarisme et d'une politique révolutionnaire. En 1942, six dirigeants trotskystes suisses furent condamnés à des peines de prison parce qu'ils avaient refusé de se soumettre à des lois condamnant essentiellement la propagande communiste et antimilitariste²⁵. En Grande-Bretagne, quatre trotskystes furent emprisonnés en 1944 pour avoir été « instigateurs, aides et complices » d'une grève d'apprentis des chantiers de la Tyne qui avaient demandé à être exemptés du travail obligatoire de déminage. Ils eurent ainsi l'honneur d'être les premières victimes des lois tories anti-grèves, votées en 1927 à la suite de la Grève générale et qui se trouvaient à présent appliquées par le dirigeant travailliste Ernest Bevin²⁶. Des trotskystes irlandais, tombant sous le coup du Special Powers Act (Loi sur les

23. Quelques informations sur ces entreprises très risquées dans J.P. Cassard, *Les Trotskystes en France pendant la Deuxième guerre mondiale* (1939-1946), Paris, n.d. pp. 113-114.

24. Voir Yvan Craipeau, *Contre Vents...*, pp. 124-126, pour l'aspect français de la question.

25. David Vogelsanger, *Der Trotzkismus in der Schweiz 1930-1942*, Université de Zurich, 1979, pp. 134-135.

26. « The Month in Review » et J.B. Stuart (pseudonyme de Sam Gordon, NDLR), « A Brief Report on England », *Fourth International* n° 5 (juin 1944), de même que « The Month in Review », *Fourth International* n° 5, juillet 1944.

Pouvoirs spéciaux), furent emprisonnés dans l'Ulster²⁷. L'un des dirigeants du mouvement trotskyste clandestin pendant la deuxième guerre mondiale, Michel Pablo, avait probablement raison quand il écrivit en 1958 : « Les seuls procès publics qui furent tentés pendant la guerre, et les seules condamnations à mort ou à la prison de dirigeants et de militants révolutionnaires accusés de s'opposer à la guerre impérialiste, dans les deux camps, eurent les trotskystes pour victimes »²⁸. Si les caractéristiques du trotskysme, mentionnées ci-dessus, pendant la deuxième guerre mondiale, soulignent la continuité qui existait avec les traditions internationalistes antérieures du mouvement ouvrier, ce seul fait n'était pas une baguette magique promettant l'accès facile à de plus larges cercles de militants. Ces vertus d'ordre général devaient s'inscrire dans une orientation cohérente et réaliste vers les possibilités existantes de travail dans les masses. Un point d'achoppement incontestable était la faiblesse numérique du mouvement trotskyste. Mais, comme les internationalistes de la Première guerre mondiale l'avaient sans aucun doute prouvé, c'était là un type d'obstacle à la croissance qu'il n'était pas impossible de surmonter.

La thèse que j'entends défendre est que la IVe Internationale n'a pas su prendre en considération de façon satisfaisante les changements qui se produisaient pendant la deuxième guerre mondiale et ce dans trois domaines principaux. Ces trois domaines, où elle n'a pas été à la hauteur, sont :

1. son refus permanent de revenir sur son idée que la caractéristique la plus importante de la guerre était son aspect de guerre inter-impérialiste,
2. sa quasi-indifférence à la lutte de résistance nationale aux puissances de l'Axe,
3. son catastrophisme révolutionnaire à la fin de la guerre, son pessimisme et son indifférence concomitante aux revendications démocratiques.

Leur refus d'adapter leur orientation stratégique aux revendications de la période a condamné les trotskystes à assister en spectateurs à de gigantesques mobilisations de masses dans les dernières années de la guerre. En dépit de leur défense louable de l'internationalisme, leur manque de souplesse a eu pour résultat fondamental le « splendide isolement » dont ils souffrent aujourd'hui encore.

A cet égard, il est extrêmement instructif de constater que, particulièrement dans ces trois domaines où ils ont manqué le coche, d'importantes différences d'opinion sont apparues dans les rangs de la IVe Internationale. Il est en outre significatif que, dans l'historiographie, souvent hautement partisane, du

27. « A letter from Ulster », *F.I.* n° 4 (avril 1943).

28. Michel Pablo, « La Quatrième Internationale », dans *Towards a History of the Fourth International* (N.Y. 1953)

trotskyisme pendant la deuxième guerre mondiale, ces différences soient fréquemment passées sous silence. Lorsque par hasard elles ont été prises en considération, elles ont tendance à être soit sous-estimées soit exagérément gonflées, ce qui, dans les deux cas, empêche d'étudier valablement l'incapacité du trotskysme à saisir les occasions qui s'offraient dans les dernières années de la deuxième guerre mondiale.

I — Si l'on peut trouver bien des arguments pour défendre l'orientation générale de la IV^e Internationale, immédiatement après septembre 1939, il est hautement improbable que le principe directeur de sa stratégie et de sa tactique tout au long des six années (sa classification des hostilités dans la catégorie des conflits essentiellement « interimpérialistes ») ait pu demeurer juste pendant tout ce temps. Sans vouloir contester la nature inter-impérialiste du conflit, il faut bien souligner que, dans l'esprit des masses, qui faisaient la guerre et qui en souffraient, cette dernière était perçue en termes radicalement différents. De plus, l'assimilation courante du conflit à une « guerre contre le fascisme » n'était pas seulement le reflet d'une habile manipulation idéologique à laquelle se seraient livrées les classes dirigeantes respectives, mais assurément un aspect tout à fait authentique de ces années-là. Même le texte essentiel qui énonçait le programme de la IV^e Internationale, le Programme de transition, pose en principe qu'il fallait que les révolutionnaires, dans leur effort pour éveiller la conscience des « masses dans le processus de leur lutte quotidienne », prennent appui dans leur agitation, sur les « conditions actuelles et la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière ».

En choisissant revendications et mots d'ordre appropriés, il leur fallait s'assurer que ceux-ci avaient « conservé quelque force de vie »²⁹. Nul doute que le combat contre le fascisme avait cette « force de vie » requise.

Les hésitations manifestées par la IV^e Internationale au sujet des aspirations « démocratiques » des Alliés, doivent beaucoup au scepticisme, parfaitement légitime, qu'elle nourrissait à l'égard des intentions réelles des Alliés pour l'après-guerre. Dans la résolution de novembre 1940, « La France sous Hitler et Pétain », par exemple, l'auteur, Jean van Heijenoort, refuse de croire qu'un règlement effectué par les Alliés après-guerre différerait qualitativement du statu quo : « Le général de Gaulle lutte contre »l'esclavage« à la tête de gouverneurs de colonies, c'est-à-dire de négriers. Dans ses appels, ce chef », tout comme Pétain, utilise le « nous » de majesté. La défense de la démocratie est entre de bonnes mains. Si l'Angleterre devait installer de Gaulle en France demain, son régime ne se distinguerait pas le moins du monde de celui du gouvernement bonapartiste de Pétain »³⁰. Comme nous y avons fait brièvement allusion plus haut, la première expérience de « libération » en Afrique du Nord

29. L. Trotsky, *L'Agonie du Capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, Paris 1969, p. 11.

30. « France under Hitler and Pétain », *F.J.*, n°1, 1940, p. 180.

et en Italie par le commandement de Darlan et de Badoglio ne contribua guère à ébranler cette conviction.

Mais, la guerre s'éternisant, il devint de plus en plus évident³¹ que le Pacte Atlantique ne demeurerait pas lettre morte, du moins en ce qui concerne la scène européenne. C'est là, je crois, que la IV^e Internationale a perdu le contact avec la réalité. On pourrait produire de nombreux exemples de cette conviction persistante qu'il n'y avait pas de différences qualitatives entre les deux camps (en ce qui concerne la nature des règlements politiques d'après-guerre imposés par les vainqueurs). Je me limiterai à un unique exemple, symbolique.

Voici ce que le comité exécutif européen (C.E.E.) avait à dire, en janvier 1945 encore dans sa résolution politique principale : « Le Mûrissement de la Révolution en Europe et les Tâches immédiates de la IV^e Internationale » :

« Une période démocratique » transitoire d'une durée relative et qui pourrait se prolonger jusqu'au triomphe décisif soit de la révolution socialiste, soit, une fois de plus, du fascisme, se révèle impossible. Des manoeuvres « démocratiques » ne sont pas toutes à exclure [...]. Mais en aucun cas ces possibilités ne dépasseront le stade de la solution factice extrêmement limitée dans le temps »³².

Cette perspective souleva, de façon presque inévitable, des protestations à l'intérieur du mouvement trotskyste. Et l'on est en droit de croire que Trotsky lui-même, dans les derniers mois et semaines de sa vie, était en train d'examiner de plus près la nature de la guerre et le rôle que la « lutte pour la démocratie » était susceptible d'y jouer³³. Mais ses formulations — faites dans un contexte bien particulier : il voulait donner corps aux revendications de formation des officiers sous contrôle ouvrier³⁴ — étaient au mieux ambiguës et, tout bien pesé, ne s'écartaient pas de la ligne générale.

Ses disciples américains purent cependant plus à loisir pousser plus loin la discussion. S'ils ne cessèrent jamais de s'opposer à la guerre pour des raisons politiques, un grand nombre de leurs théories sur la « politique (dite) militaire » impliquaient nettement une distinction entre les deux camps et certains allèrent même plus loin. James P. Cannon, l'un des fondateurs et dirigeants du Parti communiste américain, dressait le 28 septembre 1940 le constat suivant :

31. Je n'ai pas l'intention de me laisser aller à des hypothèses quant à sa date précise, et je ne crois d'ailleurs pas que cela soit vraiment utile de déterminer un tel repère.(NDA). Nous pensons au contraire que la politique alliée — disons schématiquement de passage d'une politique d'administration directe du type AMGOT à un système reconnaissant des « gouvernements provinciaux » — a été élaborée et déterminée en réponse à un mouvement de masses dont les dates sont bien connues : la datation éclairerait l'hypothèse de Horn (NDLR)

32. « Le Mûrissement de la situation révolutionnaire en Europe et les tâches immédiates de la IV^e Internationale », *F.J.* n° 6, 1945, p. 172 Pour un exemple anglais, voir « Résolution sur la Guerre et la politique militaire », *F.J.* n° 5, mai 1944

33. L. Trotsky, « Combattre le Pacifisme », 13 août 1940, *OEuvres* 24, pp. 302-303.

34. L. Trotsky, « L'Auto-défense ouvrière », 25 octobre 1939, *OEuvres*, 22, pp.122-12 et « Discussions avec les visiteurs américains de Trotsky », *OEuvres*, 24, pp. 129-138.

« A maintes reprises dans le passé, nous avons été relativement désavantagés ; la démagogie dont les social-démocrates usaient contre nous était dans une certaine mesure efficace. Ils disaient : « Vous n'avez aucune réponse à donner à la question de savoir comment combattre contre Hitler, comment empêcher Hitler de s'emparer de la France, de la Belgique, etc ». [...] Nous répondions alors de façon générale : « Les travailleurs renverseront d'abord la bourgeoisie de leur pays, puis ils s'occuperont de l'envahisseur. C'était là un bon programme, mais les travailleurs n'ont pas fait la révolution à temps. A présent, les deux tâches doivent être jointes et menées à bien simultanément »³⁵.

Les trotskystes suisses adoptèrent la même position dès 1938. Ils déclarèrent qu'une guerre entre la Suisse d'un côté et une ou plusieurs grandes puissances de l'autre ne serait plus une guerre impérialiste, mais une guerre pour la défense de l'indépendance nationale et des droits démocratiques. Néanmoins, tout à fait comme les camarades qui pensaient comme eux, les révolutionnaires suisses exprimaient des doutes sur la volonté réelle de la bourgeoisie suisse et de son armée de combattre « véritablement » le fascisme et ils prédisaient une capitulation à la Pétain. En conséquence, les trotskystes suisses soutenaient que, pour le moment, il fallait continuer à s'opposer à l'armée suisse et aux préparatifs de défense de la Suisse³⁶.

D'autres cependant, dans les rangs de la IVe Internationale, firent en fait plus que plaider conditionnellement pour la participation à la guerre. L'un de ces groupes fut le Kampfbund autrichien dirigé par Josef Frey, l'un des chefs de file de la révolution autrichienne de 1918-1919 et du parti communiste autrichien à ses débuts. Fin 1937, le Kampfbund abandonna sa ligne antérieure de défaitisme révolutionnaire et adopta une « tactique de guerre composite »³⁷. D'après la discussion telle qu'elle apparaît dans des textes de deuxième main³⁸, on n'a pas une idée très claire sur ce qu'implique cette « tactique de guerre composite », mais le Kampfbund, de toute évidence, rejeta l'idée de ne pas participer à la prochaine guerre sans pour autant abandonner sa tactique de lutte des classes à l'intérieur. Dans ces textes, ce qui reste obscur, c'est simplement la question de savoir s'il a appelé à participer à la guerre du côté de toutes les

35. James P. Cannon, *The Socialist Workers Party in World War II* (N.Y. 1975), p. 98. On trouvera une critique de la politique de guerre du S.W.P. dans une publication de la section espagnole au Mexique : *El Socialist Workers Party y la Guerra imperialista* (México 1945).

36. Vogelsanger, *op.cit.*, pp. 106-108

37. A la fin des années 30, le Kampfbund ne faisait plus partie, techniquement, de la IVe Internationale, mais il en était membre à part entière au début des années 30 et, à la fin de la guerre, ses membres rejoignirent l'association internationale... Je crois donc naturel d'inclure le Kampfbund dans cette discussion.(NDA). C'est en 1934, dans la clandestinité, que fut fondé le Kampfbund für die Befreiung der Arbeiterklasse (Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière). Frey devait émigrer en Suisse en 1938 (NDLR).

38. Je n'ai pas eu accès aux sources originales se rapportant à cette question.

puissances alliées à l'Union soviétique ou de toutes les forces luttant contre le fascisme de l'Axe³⁹.

Une tendance minoritaire du trotskysme suisse d'avant-guerre, animée essentiellement par des exilés allemands parmi lesquels le membre de l'Ecole de Francfort, Fritz Belleville, opta pour la « révolutionnaire Landesverteidigung » (défense révolutionnaire du pays)⁴⁰ dès 1933. Si, de nouveau, toutes les implications de ces positions sont loin d'être tout à fait claires, ces désaccords étaient suffisamment forts pour justifier leur exclusion des rangs de la section suisse laquelle, à cette époque, défendait encore la position orthodoxe du « défaitisme révolutionnaire »⁴¹.

En novembre 1938, un « groupe de bolcheviks-léninistes » palestinien rédigea un document qui réaffirmait que la première guerre mondiale avait été « intégralement impérialiste » mais poursuivait en disant que la guerre prochaine serait fondamentalement différente en raison des « changements radicaux » introduits par le fascisme. Ils déclaraient : « Il existe une énorme différence entre le rôle historique de la monarchie à l'époque de la montée du capitalisme et le rôle du fascisme », et les trotskystes palestiniens concluaient en conséquence que le défaitisme révolutionnaire serait inapproprié dans ce nouveau contexte⁴².

Finalement, une brève et intéressante déviation par rapport à l'orthodoxie se produisit dans la section française à la fin de 1944, pendant la dernière contre-offensive allemande à laquelle on a donné le nom de son chef le maréchal von Rundstedt. Confrontée à la possibilité du retour de l'occupation nazie dans certaines régions de la Belgique voisine, la majorité de la direction du parti français préconisa l'envoi de détachements ouvriers pour aider à repousser l'envahisseur. Un « écart » semblable s'était produit quelques mois auparavant lorsque quelques trotskystes avaient apporté leur appui militaire à la libération par les Alliés de la région de Lorient dans l'Ouest de la France⁴³.

Pendant et avant la deuxième guerre mondiale, donc, les tentatives de modifier la ligne du « défaitisme révolutionnaire » se répétèrent chez les militants de la IVe Internationale. Dans la majorité des cas cependant, l'« orthodoxie léniniste » l'emporta et la IVe Internationale a été à juste titre associée, depuis, à

39. Fritz Keller, « Le Trotskysme en Autriche de 1934 à 1945 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980, pp. 127-128, Winfried Wagner, « Trotzkismus in Oesterreich », Salzburg, 1976, pp. 150-152, Fritz Keller, *Gegen den Strom*, Vienne, 1978, pp. 170-172.

40. « Défense révolutionnaire de son pays ».

41. Vogelsanger, pp. 103-104 ; Belleville continua à jouer un rôle en marge du parti ; il était présent à la conférence nationale qui se tint en 1938 juste avant le nouveau tournant de la section suisse (Vogelsanger, p.106).

42. On trouve d'importants extraits de ce document dans L. Trotsky, « Un pas vers le social-patriotisme », 7 mars 1939, *Oeuvres*, 20, pp. 215-222.

43. Yvan Craipeau, *La Libération confisquée*, 1978, pp. 111-112.

la politique d'opposition, pendant toute la durée de la guerre, à l'effort de guerre.

II — Au début de la deuxième guerre mondiale, l'attitude trotskyste sur la question nationale en Europe était imprégnée des leçons de la première guerre mondiale au cours de laquelle les mouvements de résistance dirigés contre l'occupation étrangère avaient joué, au mieux, un rôle marginal. Prenant son inspiration dans la tradition internationaliste léniniste, la IV^e Internationale avait invariablement défendu le droit à l'autodétermination nationale de tous les peuples. Mais, dans le contexte de la menace de guerre impérialiste, les auteurs des divers écrits prédirent que la question nationale ne serait qu'un facteur secondaire, semblable à celui qu'avait constitué, par exemple, l'opposition serbe à l'empire austro-hongrois pendant la première guerre mondiale. La résolution de 1934 sur « La Guerre et la IV^e Internationale » se bornait à appeler à une transformation socialiste de l'Europe qu'elle présentait comme la panacée universelle⁴⁴. Comme pratiquement tous leurs contemporains, les trotskystes européens ne s'attendaient pas à une occupation prolongée de vastes étendues de territoires étrangers par l'un ou l'autre camp d'alliés impérialistes.

Un groupe de membres de la IV^e Internationale qui restèrent, de ce point de vue, fidèles pendant toute la guerre, est la section espagnole qui avait son quartier général au Mexique. En novembre 1943, par exemple, le poète surréaliste français Benjamin Péret, qui vécut au Mexique de 1941 à 1948, écrivit dans les pages de *Contra la Corriente* : « De nos jours, la libération nationale s'accomplit par le biais de la lutte des classes »⁴⁵. Et Péret n'attribuait absolument « aucun esprit révolutionnaire »⁴⁶ aux forces de la résistance française.

Péret ne faisait qu'exprimer le sentiment de ses camarades espagnols. Le principal théoricien de ce groupe, G. Munis, décrétait quant à lui que

« la place des révolutionnaires est dans les usines, les champs, la déportation en Allemagne, là où les masses doivent trouver la solution à leur situation personnelle [...] Les guérillas, outre qu'elles constituent un moyen d'action réactionnaire, tentent d'écarter de la lutte des classes les éléments les plus militants »⁴⁷.

44. « La Guerre et la IV^e Internationale », *op. cit.* pp. 55-57. et le chapitre « La défense des petits Etats neutres » qui s'oppose à une politique de défense nationale de façon parfois pittoresque : « Seul un triste petit-bourgeois sans espoir, sorti d'un misérable village suisse comme Robert Grimm peut sérieusement penser que la guerre mondiale dans laquelle il est entraîné se mène pour l'indépendance de la Suisse » (*ibidem*, p. 59).

45. Peralta (Benjamin Péret) « Liberacion nacional por la Revolucion socialista », *Contra la Corriente*, novembre 1943, p. 17.

46. *Ibidem*, p. 16.

47. Grandizo Munis, « Observations on the Guerillas » (Remarques sur les guérillas), *F.I.* n° 5, 1944, p. 344.

Munis poussait son raisonnement jusqu'à sa conclusion logique lorsqu'il assurait que si les combattants de la résistance réussissaient « à agir à plus grande échelle, les guérillas se transformeraient en armée et cette armée en un instrument des puissances qui les soutenaient », par exemple Tito et Mikhaïlovitch »⁴⁸. Les mouvements de résistance antifascistes étaient ainsi doublement condamnés : ou bien ils se livraient à des manœuvres de diversion négligeables, ou bien, s'ils surmontaient leur isolement initial, ils faisaient le jeu des puissances alliées :

« Il n'est permis à aucun révolutionnaire d'appartenir à une organisation de guérilla, à moins qu'il ne lui soit absolument impossible de vivre et d'accomplir son travail politique dans le contexte social où se déroule la lutte de classes »⁴⁹.

Pendant toute la guerre, on afficha des idées de ce genre parmi les trotskystes français. Le mouvement français était gravement divisé au début de la guerre, à la suite de querelles antérieures, et la controverse sur la « question nationale », comme on en vint à l'appeler, est l'une des raisons pour lesquelles il fallut attendre jusqu'au début de l'année 1944 pour que puisse s'opérer une unification partielle de ses forces. Tandis que les désaccords sur l'attitude à avoir envers la résistance nationale allaient de pair, jusqu'à un certain point, avec les divisions sur les questions d'organisation, d'autres complications ne manquaient pas. Dans l'un de ces groupes, une autre ligne de partage venait de la frontière entre la France occupée et la France de Vichy, la zone Sud qui s'opposait résolument aux déviations « nationalistes ». Marcel Baufrière, qui fut plus tard l'un des hommes-clés du travail de fraternisation en Bretagne et qui, après son arrestation, anima avec des camarades autrichiens et belges une cellule trotskyste dans le camp de concentration de Buchenwald, se souvint, des années plus tard, que, lorsqu'il fit une tournée d'organisation dans la zone Sud, au nom de la direction parisienne du parti, on le traita de « social-patriote » et de « révisionniste »⁵⁰.

Incontestablement, la toute première réaction de certains trotskystes français à la conquête allemande de la France n'a pas été dénuée de certaines concessions à la vague de sentiment patriotique qui a submergé le pays. Le rapport de 1940 sur « la Question nationale en France et les Etats-Unis socialistes d'Europe » dépeint nettement la France comme une « nation opprimée » et, en dépit de son titre, s'intéresse presque exclusivement aux besoins immédiats et aux façons de faciliter l'infiltration du « mouvement de patriotisme populaire ». Il accorde une grande attention à l'action commune avec « la fraction de la bourgeoisie qui se considère avant tout comme française » et le catalogue

48. *Ibidem*.

49. Grandizo Munis, « Independencia Nacional y Revolucion Proletaria Bajo El Terror Nazi en Europa », *Contra la Corriente*, février 1944, p. 15.

50. Jean Rabaut, *Tout est possible*, Paris 1974, p. 341.

des mots d'ordre énumérés comporte des exemples comme « A bas le pillage des ressources françaises » ou « Le Peuple de France veut une France unie »⁵¹.

Cependant, à mesure qu'on avançait dans la guerre, les trotskystes français, non seulement mettaient une sourdine à leurs discours patriotiques, mais perdaient aussi un peu de leurs bonnes prédispositions à l'égard du mouvement de résistance nationale en tant que tel. Yvan Craipeau, l'un des dirigeants qui fut au centre du mouvement trotskyste pendant toutes les années de guerre, précise que, mise à part une tentative malheureuse pour former un maquis trotskyste en Haute-Savoie, les trotskystes s'engagèrent peu en fait dans le mouvement des partisans⁵².

Une résolution de décembre 1943 émanant du secrétariat européen provisoire, qui s'adressait à toutes les sections européennes, appelait à une active participation à ces luttes et préconisait la formation de fractions militaires semi-clandestines au sein des grandes organisations de résistance. Mais, de nouveau, les trotskystes européens dans leur ensemble semblent s'être tenus à l'écart de la lutte militaire contre l'occupant. Dans ce contexte, il est significatif que la conférence européenne clandestine de la IV^e Internationale, qui se tint en février 1944 dans un tout petit village normand, ait (tout en condamnant « avec la plus grande vigueur » le rejet total réclamé par certains de prendre en compte les « exigences nationales ») réservé le plus gros de ses critiques à ceux qui « représentent une déviation social-patriotique qui doit une fois pour toutes être ouvertement condamnée et rejetée comme incompatible avec le programme général et l'idéologie de la IV^e Internationale »⁵³.

Le groupe de la IV^e Internationale⁵⁴ qui alla le plus loin sur la scène européenne dans la reconnaissance de l'importance du combat national, fut la sec-

51. « Rapport : la Question nationale en France et les Etats-unis socialistes d'Europe », Prager, op. cit., pp. 92-102.

52. Yvan Craipeau, *Contre Vents...*, pp. 90 sq, on peut aussi se reporter à Calvès, pp. 81 sq, Craipeau, *Contre Vents...*, p. 202 et *La Libération*, p. 22.

53. « Les Mouvements de Partisans », Prager, op.cit. pp. 178-181.

54. « Thèses sur la Situation dans le Mouvement ouvrier et les Perspectives de développement de la IV^e Internationale », Prager, pp. 243 et 242. J'ai utilisé pour cette analyse Jacqueline Pluet-Despatin, *Les Trotskystes et la Guerre 1940-1944* (Paris, 1980) et Michel Dreyfus, « Les Trotskystes français et la Question nationale pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 103 (juillet 1976), pp. 13-26. Il faudrait aussi étudier l'expérience trotskyste dans d'autres pays. Ernest Mandel écrit que « les trotskystes belges furent sûrement ceux qui, dans la clandestinité, eurent la position pratiquement la plus correcte et qui firent le moins d'erreurs ». Sous l'inspiration d'Abram Léon, leur « formule stratégique » était de « soutenir et de stimuler tous les mouvements de masse d'ouvriers ou de paysans pauvres contre la surexploitation et l'oppression nationale engendrées par l'Occupation et de combattre pour les transformer en un mouvement pour la révolution socialiste... » (Ernest Mandel, *Revolutionary Marxism Today*, Londres, 1979, p. 168.

Dans sa brève biographie d'Abram Léon, Mandel fait valoir aussi « qu'il n'y eut pas un seul événement en Belgique depuis 1941 pour lequel notre parti fût resté sur la touche », « A Biographical Sketch of Abram Leon, dans Abram Leon » ; *The Jewish Question*, N.Y. 1970, p.22.

tion allemande en exil dont la publication *Unser Wort* parvint à pénétrer en Allemagne hitlérienne jusqu'à l'arrêt de sa parution en 1941⁵⁵. Même avant septembre 1939, *Unser Wort* afficha une indifférence inhabituelle aux notions établies et à l'orthodoxie. Par exemple, le trotskyste tchèque, ancien dirigeant du P.C.T., Josef Guttmann, concluait, un jour seulement après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne :

« Depuis hier, la plus grande Allemagne a une question nationale [...] Et ainsi la future révolution allemande gagne un nouvel allié : les populations opprimées par l'impérialisme allemand, qui combattent pour leur autodétermination »⁵⁶.

En général, les révolutionnaires allemands n'eurent aucune mauvaise conscience à coopérer avec les mouvements de masses pour lutter contre les forces d'occupation, quels qu'aient pu être leurs dirigeants et leur diversité sociale.

Dans leurs « Trois Thèses sur la situation européenne et nos tâches politiques », d'octobre 1941, ils reconnaissaient que, dans le regroupement de forces qui apparaissait, « aux côtés des travailleurs et des paysans, etc., on trouve des étudiants, des journalistes, des universitaires, des officiers, des prêtres, des négociants. Et sans distinction, ils comptent parmi les victimes de la répression allemande. Plus la guerre durera, plus le fascisme allemand apparaîtra comme l'ennemi principal aux populations exploitées et asservies »⁵⁷.

Voici ce qu'en octobre 1944, ils avaient à dire sur le rôle de l'autodétermination nationale :

« L'exemple français, le mouvement polonais, les événements des Balkans, de Norvège, etc. ont apporté la démonstration irréfutable que le mouvement tout entier aurait pour axe la question nationale »⁵⁸.

Alors que la guerre battait son plein, certains membres de l'IKD (Internationale Kommunisten Deutschlands) allèrent individuellement trop loin : Walter Held, par exemple, estima que « pendant la prochaine période historique, l'Europe sera fasciste »⁵⁹. Pourtant d'autres chefs de file des IKD s'opposèrent à ce point de vue pessimiste précisément en prenant pour base leur analyse lucide de la question nationale. Benjamin Suhl réagit au document de Held — qui avait pour titre sinistre « L'Europe sous le talon de fer » :

55. Sur l'importance de ce journal pour les membres de la section allemande restés en Allemagne, voir Oskar Hippe, *Und unsere Fahne ist rot* (1979, pp. 164 sq). Il s'agit de la fascinante autobiographie d'un militant trotskyste allemand.

56. Jan Buchar (Josef Guttmann), « Das Ende der Tschechoslovakei » *Unser Wort*, mai 1939. L'article fut écrit le 16 mars 1939.

57. « Three Theses on the European Situation and the Political Tasks », *F.J.* n° 3 (1942), p. 371.

58. « The S.W.P. and European Revolution », *New International*, 10 (1940), p. 412.

59. Walter Held, « Europa unter der eisernen Feise », *Unser Wort*, avril 1941, p. 2.

« Hitler a conquis presque totalement l'Europe, mais en même temps, il a uni toutes les classes de tous les peuples opprimés contre lui. La période historique à venir en Europe aura donc du mal à être celle de la tyrannie du fascisme allemand. L'Europe fasciste doit se transformer en arène des révolutions nationales qui, à leur tour, donneront naissance à une fédération européenne socialiste »⁶⁰.

Ce qui limitait essentiellement leur analyse de la question nationale, c'était leur insistance sur la nécessité d'un « stade intermédiaire qui, au fond, équivaut à une révolution démocratique »⁶¹, idée dont les partisans yougoslaves et albanais montrèrent qu'elle était inutilement restrictive. Mais les écrits des IKD sont également loin de manifester « la dégénérescence tragique d'un groupe démoralisé par des années d'exil », comme le soutient Pierre Frank, longtemps l'un des dirigeants de la IV^e Internationale⁶². Comme le paragraphe suivant sur le débat concernant les aspirations démocratiques à la fin de la deuxième guerre mondiale le montrera également, la position des IKD avait au moins le mérite de tenir compte des conditions concrètes et ils assuraient prophétiquement dans la dernière phrase de leurs « Trois Thèses » : « Une attitude abstraite envers la révolution ne peut mener à rien qu'à une autre défaite »⁶³. La plupart des trotskystes européens ont accordé infiniment moins d'importance aux mouvements de résistance nationale et même lorsqu'ils leur ont rendu hommage du bout des lèvres, cela n'a pas débouché sur des efforts concrets pour le maquis.

Avant de passer à la discussion de leur « catastrophisme révolutionnaire », je veux brièvement mettre en lumière certaines des contradictions d'une contribution théorique particulièrement lucide, celle de Jean van Heijenoort — qui résida à New York pendant la plus grande partie de la guerre — au débat sur la question nationale.

Van Heijenoort se moquait d'abord de ceux qui avançaient l'idée qu'il fallait mettre en veilleuse les revendications d'autodétermination nationale pour la durée de la guerre. Il donnait comme exemples la Bohême et la Moravie, qui avaient été intégrées au Reich avant la guerre :

« Il aurait donc fallu que nous soyons pour la liberté nationale des Tchèques, que nous abandonnions cette revendication au moment de la déclaration de guerre et que nous la reprenions au moment où la paix serait conclue »⁶⁴.

Van Heijenoort évitait aussi le pessimisme excessif de ses camarades allemands en constatant que :

60. Baum (Benjamin Suhl), « Hitler Siege », *Unser Wort*, juin 1941, p. 1.

61. « Three Theses », p. 372.

62. P. Frank, *op. cit.*, p. 64. Georg Jungclas, dans son *Aus der Geschichte der deutschen Sektion der IV Internationale (1972)* utilise presque les mêmes termes pour caractériser les IKD ; voir pp. 2 et 3.

63. *Three Theses...* p. 372.

64. Marc Loris (Jean van Heijenoort), « The National question in Europe », *Fourth International*, n° 3, 1942, p. 266.

« dès que le poids de l'oppression se relâche un peu, la lutte nationale soulève aussitôt la question sociale. L'exemple de la Yougoslavie démontre, bien que de façon limitée, le caractère extrêmement instable du mouvement de résistance nationale en Europe de nos jours et la façon dont il mène immédiatement à la lutte des classes »⁶⁵.

Ensuite, van Heijenoort se laisse prendre au piège de ses propres contradictions :

« Si demain Hitler attaque la Suède ou la Suisse, nous ne donnerons pas notre appui aux gouvernements norvégien, yougoslave, grec, car un tel soutien ne peut absolument rien apporter au socialisme ou même à la démocratie. Mais si, en cas de défaite militaire, quand l'Etat bourgeois est réduit à néant, un mouvement populaire national de résistance à l'oppression allemande apparaissait, alors nous le soutiendrions car un tel mouvement ouvre objectivement la route qui mène à la révolution »⁶⁶.

Ainsi, même dans le cas où des trotskystes, individuellement, étaient capables, à un certain point de vue, de s'adapter avec succès à l'actualité et à ses changements, leur refus quasi général de prendre parti dans la guerre principale qui se déroulait les conduisit à de pénibles contorsions théoriques⁶⁷.

65. Marc Loris (Jean van Heijenoort), « Revolutionary Tasks under the Nazi boot », *F.I.* n° 3, 1942, p. 337. Cet article constituait la deuxième partie de son étude.

66. Marc Loris « The National Question », pp. 266-267.

67. Il faut reconnaître à Pierre Broué le mérite d'avoir attiré l'attention sur cet article pénétrant de van Heijenoort dans « Trotsky et les Trotskystes face à la Deuxième Guerre mondiale », *Cahiers Léon Trotsky* n° 23, 1985, pp. 35-60. Mais Broué lui-même est peu désireux d'aller plus loin que van Heijenoort qui avait été longtemps collaborateur de Trotsky et, dans son étude de la Résistance grecque, il est pris au piège de contradictions similaires. Broué met en lumière des épisodes peu connus du mouvement de résistance grec, comme son opposition massive aux buts réactionnaires visés par les Alliés au moyen de la guerre, concernant le régime grec d'après-guerre : soit le désarmement, suite à l'arrêt des hostilités, de 20 000 membres de l'« Armée de Libération populaire » grecque et de la Marine de Libération populaire par les troupes grecques et britanniques « loyales » et leur incarcération dans des camps de concentration en Libye et en Erythrée. Broué utilise cet exemple pour montrer qu'avec une vision politique plus intelligente pendant la deuxième guerre mondiale, les trotskystes européens auraient pu utiliser le ferment existant pour promouvoir une politique révolutionnaire. Mais il semble oublier que ces brigades militaires, que l'organisation sous commandement allié avait intégrées dans ses rangs, étaient constituées à la base de combattants résistants volontaires. Nulle part, Broué ou van Heijenoort ne se font les avocats de l'enrôlement volontaire dans les formations militaires alliées. Et l'on ne peut profiter d'un mouvement dans lequel on refuse de jouer un rôle. Ainsi, si l'exemple grec est très instructif et vaut la peine d'être étudié, il souligne l'importance d'un engagement actif des révolutionnaires européens dans l'effort de guerre (NDA). Il semble y avoir ici un malentendu. Pierre Broué nous a communiqué sur ce point la note suivante : « Mon intention n'était nullement de mesurer le degré d'intelligence de tel ou tel pendant la guerre, mais seulement d'essayer de déceler quel avait été le mouvement naturel de l'état d'esprit des masses. L'exemple grec montre que Trotsky avait raison de dire que les masses voulaient combattre Hitler, mais « pas à la Pétain ». Je ne comprends pas par ailleurs si Hom parle ici de l'armée grecque du Moyen Orient, foyer de ces mutineries pour le combat, armée régulière avec des volontaires mais aussi des gens mobilisés (ce qui rend absurde la formule selon laquelle « on ne peut profiter d'un mouvement dans lequel on refuse de jouer un rôle », interdisant par exemple tout « rôle » dans l'armée) ou, au contraire, des formations résistantes de l'intérieur que le commandement allié a si longtemps combattu pour se les subordonner — ce qui était un véritable enjeu de la lutte des

III — Le sujet des espérances de la IVe Internationale quant à une crise révolutionnaire qui se produirait à la fin de la guerre, est intimement lié à la façon qu'elle a de traiter les aspirations démocratiques, transitoires et socialistes dans son travail d'agitation au jour le jour. Les différences à cet égard n'apparaissent pas clairement avec toutes leurs implications avant la période qui vint immédiatement après la Libération.

Et, pour se faire une idée complète du concept trotskyste de « révolution », il ne faudrait pas se contenter d'étudier la théorie et la pratique trotskystes uniquement dans les années 40. C'est néanmoins pendant cette décennie cruciale qu'apparut cet ensemble complexe de problèmes et qu'il joua un rôle clé dans la façon dont le trotskysme s'est défini et a été reçu. Il sera donc impossible de ne pas inclure ces questions dans notre étude. Je me limiterai toutefois à un bref résumé des débats qui se rapportent à notre propos.

Le *Manifeste* de 1940 donna le ton aux jugements optimistes portés par les trotskystes européens. Sans donner à son optimisme révolutionnaire les fondements solides d'une analyse matérialiste, le *Manifeste* se contentait de déclarer :

« Naturellement, tel ou tel soulèvement peut et même doit se terminer par une défaite due à l'absence de maturité de la direction révolutionnaire. Mais il ne s'agit pas d'un soulèvement unique. Il s'agit d'une époque révolutionnaire entière. Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, de soulèvements, de brefs intervalles de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements »⁶⁸.

Le « Manifeste de la IVe Internationale », du secrétariat européen, « sur la dissolution de l'Internationale communiste », (juin 1943) est un exemple très illustrant de la façon dont cette ligne générale fut suivie pendant les années de guerre, bien que, en toute impartialité, il faut bien le reconnaître, les accents pathétiques de ce passage soient assez extraordinaires :

« Une fois encore, du vaste océan des souffrances de l'humanité en guerre va jaillir l'esprit invincible du prolétariat, décidé à achever cette fois la tâche commencée avec la révolution d'Octobre. Les travailleurs, relevant la tête, rejeteront comme des vêtements dont on se dépouille, leurs comportements d'esclaves et oseront construire un monde nouveau. Dans la lutte, les grandes masses trouveront en elles des réserves inépuisables de courage et d'héroïsme révolutionnaire infinis. Alors, en ces temps plus proches que beaucoup d'entre vous ne l'imaginent, les cadres de la IVe Internationale se transforment-

classes. Il y a certes là des contradictions, mais chacun saisit l'importance de ces contradictions pour le développement historique » (NDLR).

68. « Manifeste » (mai 1940), *Œuvres*, 24, p. 70.

ront rapidement en de grands partis de masse qui prendront la tête de dizaines et de centaines de millions d'hommes, dans le conflit final »⁶⁹.

Ces vues étaient partagées par la plupart des membres de la IVe Internationale, bien que, vers la fin de la guerre, lorsque l'expérience italienne et française rendit manifeste qu'il y avait des limites à ce que l'on pouvait espérer pour l'immédiat, on insistât davantage sur la nécessité de donner un répit provisoire à la bourgeoisie européenne⁷⁰. Et cette foi aveugle en apparence connut toujours des degrés divers. Une comparaison entre les « Thèses sur la liquidation de la Deuxième guerre mondiale et la montée révolutionnaire » de la conférence européenne de 1944⁷¹ avec la résolution des trotskystes américains de 1944 sur « La Révolution européenne et les tâches du parti révolutionnaire »⁷², montre que les premières s'appuyaient un peu moins sur des mots d'ordre abstraits comme par exemple les « Etats-unis socialistes d'Europe » et insistaient davantage sur les revendications immédiates et les revendications démocratiques.

On retrouve les débuts d'une opposition organisée à cette vision de l'avenir dès la deuxième moitié de l'année 1943, en ce qui concerne le trotskysme américain du moins⁷³. Des personnages-clés comme Felix Morrow et Jean van Heijenoort, qui avaient toujours suivi de près les problèmes européens, ne pouvaient s'empêcher de remarquer que, malgré la décomposition des forces de l'Axe à laquelle on assistait, les événements prédits ne se produisaient pas :

« Nous devons accorder toute son importance au fait indéniable que des portions considérables des masses italiennes ont accueilli les troupes américaines avec enthousiasme »⁷⁴,

écrivait Felix Morrow en décembre 1943.

« Après l'effondrement du fascisme, ces masses devront peut-être traverser un certain nombre d'expériences avant de comprendre que leurs besoins ne peuvent être satisfaits dans le cadre de la république démocratique. Un autre facteur, qui favorise le réveil des illusions démocratiques est l'intensification du sentiment national en Europe,

69. *Fourth International* n° 6, 1943 p. 199.

70. Voir ci-dessus la citation de la résolution de janvier 1945 sur « Le Mûrissement... ». Dans le même ordre d'idées, voir la brochure d'octobre 1943 de la Workers International League britannique, *The World Revolution and the Tasks of British Working Class* (Londres 1943). Elle assure : « En l'absence de partis trotskystes expérimentés, avec des racines et des traditions dans les masses, les premières étapes des luttes révolutionnaires en Europe aboutiront très vraisemblablement à une période de kerenskysme ou de Front populaire. »

71. *Fourth International* n° 6, mars 1945.

72. *Ibidem*, n° 5, décembre 1944.

73. L'impossibilité d'avoir accès aux documents appropriés pour le trotskysme européen nous a, à soi seule, obligé à centrer ce paragraphe sur les débats américains à propos de cette question.

74. Felix Morrow, « The First Phases of the Coming European Revolution » (Premières phases de la révolution européenne qui vient), *F.I.*, n° 5, 1944, p. 374. Cet article fut écrit en décembre 1943.

résultat de l'occupation nazie ; les masses des pays « libérés » risquent pendant quelque temps d'avoir le sentiment que des gouvernements comme celui de de Gaulle, par exemple, sont bien « à nous »⁷⁵. Et surtout, le capitalisme américain, la nouvelle force dominante, jouit « de ressources infiniment plus vastes » (comparées à celles de l'Allemagne nazie) qui ne manqueront pas « d'avoir des conséquences politiques »⁷⁶ car elles permettront l'installation de régimes démocratiques bourgeois dans l'Europe d'après-guerre. Même Morrow et ses camarades continuaient à croire que la période d'après-guerre serait une période de crises et de révolutions durables, mais ils avaient cette qualité qu'ils intégraient la réalité vécue à leur vision politique. »

Il en allait de même pour les membres allemands des IKD. Ceux-ci s'étaient en effet rendus compte du rôle que joueraient les revendications démocratiques dans la « révolution à venir », longtemps avant que n'éclate, dans les rangs trotskystes, la controverse sur cette question qui y sévit dans les dernières années de la guerre. Ils devaient probablement cette lucidité aux longues années pendant lesquelles, après 1933, ils avaient tenté de faire du travail de masses.

Dans leurs thèses sur « Le Travail politique en Allemagne » de 1937, ils reconnaissent que le mouvement ouvrier allemand a subi une sévère défaite et que, avant que l'on puisse envisager sérieusement une transformation socialiste de la société,

« les efforts de la classe ouvrière doivent se concentrer sur la création des conditions préalables les plus élémentaires, leur permettant d'apparaître à nouveau comme une force politique [...] Dans ces conditions, les revendications démocratiques (liberté de la presse, de réunion et d'association) jouent un rôle essentiel dans la politique de l'avant-garde et du nouveau parti [...]. Les efforts pour limiter les activités des cadres révolutionnaires clandestins au « travail en usine », ou pour se concentrer sur lui, sont le signe d'une impuissance politique et du manque d'une vision politique »⁷⁷.

Les trotskystes allemands ne cessèrent de défendre ce point de vue pendant toute la guerre et, dans le texte de 1944, « Le S.W.P. et la Révolution européenne », ils donnaient en termes non équivoques leur vision des possibilités révolutionnaires et faisaient la critique de l'organisation-soeur américaine. S'en prenant à la phraséologie de cette dernière, le texte insiste :

« Nous préférons déclarer honnêtement dès le départ : en raison de conditions historiques défavorables et des effets désastreux de la guerre, le parti est malheureusement très peu « existant », et surtout il n'existe pas un seul « parti » (révolutionnaire) digne de ce nom. Dites-le franchement : où y en a-t-il un ? Plus d'une année s'est effondrée depuis l'écroulement du fascisme italien. Une autre année passera (nous le prédi-

75. *Ibidem*, p. 372.

76. *Ibidem*, p. 374.

77. « Thesen zur politischen Arbeit in Deutschland », *Unser Wort*, janvier 1938.

sons ici) et nous entendrons les mêmes formules « indestructibles ». Mais nous prendra-t-on ne serait-ce qu'un peu au sérieux ? Arriverons-nous à comprendre où se situe réellement notre travail ? »⁷⁸.

Puis le groupe basé à Londres attirait l'attention sur le besoin vital de recourir aux revendications démocratiques dans le travail d'agitation quotidien.

« Pour dire les choses brutalement : il faut que la population tout entière ait les oreilles positivement rebattues des revendications ou des principes du « Pacte atlantique ». Ces revendications mises en avant hypocritement par le Pacte atlantique font partie de notre propre Programme de transition. Nous ne pouvons jouer à cache-cache avec elles [...] Nous n'avons pas de meilleur moyen pour faire avancer l'idée des différences de classe et pour faire reculer les autres tendances, que de poursuivre inlassablement les tâches démocratiques »⁷⁹.

On ne tint pas compte de leurs avertissements. Au printemps de 1946, le premier congrès international d'après-guerre de la IV^e Internationale vota l'exclusion des IKD⁸⁰. Les désaccords au sein de la section américaine se firent plus sérieux après la victoire et gagnèrent les sections européennes. Mais, presque toujours, c'est le « catastrophisme révolutionnaire » qui l'emporta. Du point de vue de l'organisation du mouvement, le résultat était prévisible. Yvan Craipeau, dans ses souvenirs, évoque le premier congrès de la section française après la Libération, en octobre 1944 : à une époque où les partis socialiste et communiste devenaient des organisations de masse, les quarante délégués des régions représentaient, pour toutes les affaires pratiques, la même organisation que sous l'occupation »⁸¹. Le Revolutionary Communist Party de Grande-Bretagne fut sévèrement éprouvé par des dissensions internes sur cette question⁸². Et, à la fin des années 40, la plupart des dissidents, comme Felix Morrow, Yvan Craipeau, Jean van Heijenoort, ne jouaient déjà plus de rôle actif dans la IV^e Internationale⁸³. Ainsi donc, le bilan du trotskysme en Europe pendant la seconde guerre mondiale incite plutôt à la modestie. Tous les mouvements politiques, en particulier ceux dont les aspirations sont révolutionnaires, se fixent pour tâche de gagner les masses à leur effort. C'est essentiellement l'assentiment et la participation populaires à l'accomplissement de leurs buts qui, en fin de compte, doit leur dire s'ils ont réussi. A cet égard, l'expérience des années de guerre fut, pour la IV^e Internationale, un échec évident. Même si l'on dispose de peu d'estimations fiables du nombre d'adhérents pour ces années-là, il est probablement correct de dire qu'aucun groupe trotskyste n'avait

78. *New International*, n° 10, 1944, pp. 414-415, souligné dans l'original.

79. *Ibidem*, p. 414.

80. Wolfgang Alles, *Zur Politik und Geschichte des deutschen Trotskismus ab 1930*, Mannheim, 1978, p. 271 ; Prager, pp. 435-436.

81. Craipeau, *La Libération*, p. 103.

82. John Callaghan, *British Trotskyism*, Oxford 1984, pp. 27-52.

83. Sur cet aspect du « catastrophisme révolutionnaire », voir également Hodgson, p. 37-43 et Peter Jenkins, *Where Trotskyists got lost*, Nottingham, 1977.

dépassé la barre du millier avant la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe. Et, comme nous l'avons signalé dans les paragraphes précédents, son orientation pendant les années d'agitation ouvrière après guerre ne risquait pas d'apporter et n'apporta pas dans les faits les résultats escomptés. Ainsi, ayant été incapables de tirer profit des turbulences des années trente, le trotskysme européen ne réussit pas davantage à briser son isolement à la faveur de la décennie suivante.

Il est bien entendu indéniable que les forces de la IVe Internationale avaient à faire face à des obstacles puissants et apparemment insurmontables. Non seulement les adhérents furent persécutés dans l'un et l'autre des camps impérialistes, mais ils devaient aussi tenir compte de leur plus grand rival à gauche : les partis communistes staliniens. L'élimination physique des trotskystes par ces derniers prit des proportions particulièrement effrayantes en Grèce où les cadres du parti communiste se félicitèrent ouvertement de ces meurtres. Et si l'exclusion d'oppositionnels de gauche ne fut absolument pas une caractéristique générale de la politique stalinienne pendant la deuxième guerre mondiale, la haine profonde à l'égard des opposants trotskystes en vint parfois à affecter la vie même à l'intérieur des camps de concentration nazis où certains groupes de détenus recevaient souvent, des autorités dirigeantes des camps, le droit d'exercer un contrôle limité sur le régime interne⁸⁴. Déduire cependant de ces conditions défavorables que « les succès des trotskystes ne proviennent pas, essentiellement, de fautes tactiques ou autres, mais de leur situation à contre-courant et de l'emprise stalinienne sur les masses », comme le fait Rodolphe Prager⁸⁵ prouve un refus obstiné de regarder en face la réalité. C'est comme si l'on affirmait que les organisations révolutionnaires n'ont eu aucune occasion de développement quantitatif ou qualitatif.

Avant 1939, le trotskysme se caractérisait par une curieuse tension entre des analyses souvent tranchantes et catégoriques de la situation politique mondiale et de ses composantes spécifiques d'une part, et, de l'autre, son inaptitude à traduire des conclusions ainsi atteintes en action politique efficace. Cette source de difficultés n'a pas encore été étudiée de façon satisfaisante. Je ne puis ici faire plus qu'une suggestion, à savoir qu'il est important de s'interroger sur la conception ultra-léniniste et fortement personnalisée du centralisme démocratique qui a inspiré la direction de l'Opposition de gauche et qui a eu pour résultat cet isolement en partie volontaire de la IVe Internationale au début de la Deuxième guerre mondiale.

D'après l'évaluation critique du trotskysme en Europe pendant la Deuxième guerre mondiale que nous venons de faire, il apparaît clairement que

84. Voir les récits romancés de Fritz Keller sur la vie à Buchenwald *In den Gulag von Ost und Westen*, Francfort / Main, 1980, et David Rousset, *Les Jours de notre Mort*, Paris 1947. Sur la persécution plus générale des trotskystes par des organes du parti communiste, voir René Dazy, *Fusillez ces chiens enragés* (Paris 1981).

85. Prager, *op. cit.*, p. 12.

la IVe Internationale, au cours de ces années, réussit moins bien à s'adapter au changement de circonstances qu'avant le début de la guerre et l'assassinat de son chef incontesté. Dans l'ensemble, ses membres n'étaient pas disposés à rompre avec les notions d'orthodoxie établies, ni à réorienter suffisamment leur stratégie et leur tactique.

Il est certain que leur fidélité inébranlable aux principes internationalistes pendant toutes les années de guerre a une autre stature que le recours à la propagande chauvine des autres rivaux conservateurs de gauche⁸⁶. Et leur refus constant de reléguer la lutte de classes à un rang secondaire pour la durée de la guerre ne trouva guère son pareil en cette période de l'Histoire. Mais en général, leur aptitude d'avant-guerre à réagir presque à la seconde aux phénomènes sociaux nouveaux faisait maintenant fréquemment et notablement défaut. Et s'il est vrai que le cheminement de la communication entre les sections de la IVe Internationale cessa en général pendant la durée de la guerre et par conséquent empêcha peut-être les clarifications nécessaires, l'argument, si tant est qu'il prouve quelque chose, prouve le contraire. Car, à la fin des hostilités, lorsque les contacts furent rétablis par-delà les frontières nationales, la plupart des observateurs furent stupéfaits de constater à quel point se ressemblaient les orientations générales de pratiquement toutes les organisations nationales.

En ce qui concerne le régime interne des groupes trotskystes, peu d'éléments indiquent que les années de guerre y aient provoqué de gros changements⁸⁷. La coopération avec d'autres forces d'opposition de gauche socialistes ou communistes grandit dans une certaine mesure⁸⁸, mais ne réussit jamais à dominer le souci qu'il avait déjà avant guerre de la pureté révolutionnaire de ses organisations. Si le trotskysme d'avant-guerre était la continuation du léninisme sans la souplesse de Lénine quant à la structure et au fonctionnement du parti, le trotskysme pendant la Deuxième guerre mondiale fut du léninisme sans Trotsky.

86. De peur qu'on ne me comprenne pas, je ne veux pas contester qu'il y ait eu une grande diversité d'attitudes dans la gauche majoritaire. Mais, en ce qui concerne le rôle des partis communistes, l'invasion de l'Union soviétique marqua pour tous le moment à partir duquel se fit leur adaptation à la langue chauvine d'une grande partie du mouvement de résistance.

87. Bien que seul un examen sérieux des documents internes permettrait de le certifier de manière décisive.

88. Voir l'épisode d'*Arbeiter und Soldat* et l'idée avortée du Secrétariat européen, lors de sa première réunion dans les Ardennes belges, d'organiser une conférence des sections officielles de la IVe Internationale et de groupes dissidents « comprenant le POUM espagnol et le RSAP de Sneevliet » (Prager, p. 114).

Charles Wesley Ervin ¹

Le trotskysme en Inde pendant la guerre

L'Inde était proche dans la stratégie du Comintern car elle était la pierre de taille du Raj, le fondement de l'impérialisme britannique. Nationalisme et lutte de classes y ont flambé à une échelle sans précédent après la Première Guerre mondiale qui avait accru la puissance de la bourgeoisie indienne et son niveau politique. Le Congrès national indien, l'appareil politique de la bourgeoisie indienne, souleva des millions dans sa campagne de Désobéissance civile. A un moment donné, en 1920, un million et demi d'ouvriers étaient en grève. Des révoltes paysannes éclatèrent dans le Bihar et le Bengale. Les Britanniques avaient peur de la révolution, Gandhi aussi, qui mit fin à la campagne après que des paysans eussent mis le feu à un commissariat de police avec des policiers à l'intérieur. Le *Times* avertissait : « Dans les masses ignorantes de l'Inde, une révolution politique deviendrait une révolution sociale en peu de temps » ².

Les premiers efforts du Comintern pour implanter le communisme en Inde furent dirigés de loin par le révolutionnaire hindou M.N. Roy. En 1920, il forma à Tachkent un parti communiste de l'Inde mais, dans le pays lui-même, les progrès furent plus lents. L'Intelligence Service contrôlait tous les gestes et messages du Comintern, confisquant sa littérature, emprisonnant les cadres, etc. Le communisme indien fut durement frappé par le procès de Kanpur (Cawnpore) de la conspiration bolchevique, mais des groupes communistes locaux progressèrent dans la classe ouvrière qui s'éveillait. Les Britanniques frappè-

1. L'article ci-dessus constitue en réalité la première partie du travail de Charles Wesley Ervin, *A History of Trotskyism in India* (Une Histoire du Trotskysme en Inde) qui se poursuit bien au-delà de la fin de la guerre, dans une période que les *Cahiers Léon Trotsky* n'ont pas encore abordée. Cette première partie seule nous intéressait et nous n'avons pas cru devoir reproduire ci-dessous l'introduction générale. Soulignons seulement qu'il s'agit ici de la première tentative sérieuse de rédiger une histoire du trotskysme en Inde, entreprise que nous avons appelée de nos vœux tout en publiant dans notre numéro 21 (mars 1985) un certain nombre de textes et documents précédés de « notes » de notre camarade Broué sur l'histoire des oppositions de S.Tagore et des trotskystes.

2. *Times*, 13 mars 1924.

rent à nouveau les communistes dans le procès de Meerut en 1929. A cette époque, le PCI consistait à peine en une dizaine de cadres avec une vue très rudimentaire du marxisme et du fonctionnement bolchevique.

Au milieu des années 20, la réaction bureaucratique de Staline avait triomphé dans le parti bolchevique et le Comintern changea complètement. La révolution chinoise devint la question brûlante en Orient. Les communistes chinois étaient enterrés jusqu'au cou dans le Guomindang. Staline et Boukharine jouaient tout sur « le camarade Tchiang » tandis que l'Opposition de Trotsky combattait pour que le PC rompe et se libère avant qu'il ne soit trop tard. Roy alla en Chine comme agent de Staline pour maintenir l'alliance PC-Guomindang. Tchiang se tourna contre les communistes et décima le parti. Si Roy était passé à l'Opposition de gauche plutôt qu'à celle de droite, toute l'histoire du trotskysme en Inde aurait été tout à fait différente.

Le Congrès lança son deuxième mouvement de Désobéissance civile en 1930 mais Gandhi freina de nouveau (pacte Gandhi-Irwin en 1931), provoquant un mécontentement généralisé et le développement de la Gauche du Congrès dirigée par Jawaharlal Nehru et Subhas Chandra Bose. Entretemps, la « troisième période » ultra-gauchiste du Comintern (1929-1933) envoya le PCI dans le désert politique. Il tourna le dos à la lutte nationaliste et fonda de petits syndicats scissionnistes, « rouges ». Le Congrès bourgeois avait le champ libre. La Gauche du congrès se radicalisa et grandit. En 1934 fut fondé au sein du Congrès le Parti socialiste du congrès (CSP) tandis que le PCI était mis hors-la-loi.

Le Front populaire en Inde

Avec le virage vers le Front populaire, le PCI redécouvrit les vertus de Gandhi, fit de la bourgeoisie la direction de la révolution et rejoignit le Congrès. Les staliniens conclurent une alliance avec les socialistes du Congrès qui étaient du Congrès d'abord, et « socialistes » en second lieu. Le Front Populaire en Inde prit la forme des « ministères du Congrès » dans sept des onze provinces (1937-1939). Le Congrès entra en fonction tandis que les socialistes du Congrès, les staliniens et autres prêchaient l'unité avec la bourgeoisie au nom du « Front national uni » (réédition du scénario de Staline sur le Guomindang). Le Congrès souleva d'abord de grands espoirs en libérant les prisonniers politiques et en adoptant des lois pour aider les paysans paupérisés et endettés. Mais il ne « brisa pas la Constitution de l'intérieur » comme il l'avait promis et ne protesta même pas contre la promulgation de la draconienne Défense des Règles des Indes, utilisée pour se débarrasser des combattants et militants indépendants.

Les conflits de classe s'aggravaient et les ministères du Congrès se révélèrent nullement différents des intérêts impérialistes qu'ils servaient. Le Congrès intervint contre des grèves à Bombay et Madras. Le puissant prolétariat de Bombay, concentré dans les usines textiles, lança une grève générale. La police abattit des ouvriers à Bombay, Kanpur et Madras. Au Bihar et dans les Provinces-Unies, secouées par l'agitation paysanne, le Congrès vint au secours des seigneurs *zamindari*. Sa politique réactionnaire provoqua une flambée de mécontentement des Musulmans qui fut mise à profit par la Ligue Musulmane féodalo-communaliste.

Les rangs du Congrès se radicalisèrent. Un éminent dirigeant paysan, Swami Sahajanand, un socialiste du Congrès, dénonça dans le Congrès un instrument des grands propriétaires et rompit. Mais les socialistes du Congrès et ses alliés staliniens refusaient de rompre avec la bourgeoisie. Le rapport du CSP avec Gandhi était, quand la pression se faisait sentir, de le soutenir et de capituler. La polarisation au sein du Congrès atteignit son apogée à sa session de 1939, quand Subhas Chandra Bose, chef de la « Gauche du Congrès », fut élu président avec le soutien du CSP et des staliniens. Mais la droite présenta une motion pour que Bose choisisse son Comité de travail en consultation avec Gandhi. Dans la conférence, le CSP resta neutre, laissant le congrès voter contre Bose. Dans l'affrontement, les staliniens capitulèrent également devant l'avocat en robe de lin et appelèrent à une « direction unie guidée par Gandhi »³.

Pendant la période du Front populaire, l'opposition aux staliniens grandit à l'intérieur du CSP. Certains, surtout à droite, craignaient que le CSP ne tombe aux mains des staliniens qui s'étaient développés très vite (de 150 en 1934 à plus de 3 000 en 1939) et qui contrôlaient des organisations entières du CSP. D'autres partageaient les critiques de la Gauche du Labour Party contre la ligne de Front populaire du Comintern, particulièrement le rapprochement avec la Grande-Bretagne. Les procès de Moscou furent également un choc. Un ancien dirigeant du PC rappelait plus tard :

« La gauche du Congrès était très critique quant aux purges qui se déroulaient à Moscou et certains de ses dirigeants étaient profondément écoeurés de la propagande du journal frontiste du PCI, *National Front*, qui dépeignait Trotsky comme un serpent venimeux et un agent du fascisme. Même Nehru, qui avait été l'un des premiers membres du Congrès à populariser la Révolution russe et les réalisations soviétiques, exprima en 1938 sa désapprobation des purges »⁴.

Très peu de socialistes sympathisaient avec Trotsky. Swami Sahajanand, le célèbre dirigeant paysan, le citait. En 1937 le *Congress Socialist* publia un article d'un certain Kamal Biswas paraphrasant l'analyse de Trotsky sur l'URSS. Ce fut une bombe. La direction du PC britannique tira en rafale une

3. P.C. Joshi, dans *National Front*, 19 mars 1939, p. 96.

4. K.Damodaran, « Memoir of an Indian Communist », *New Left Review*, n°93, sept/oct. 1975, p. 38.

réponse calomnieuse ⁵. Les staliniens, bien entendu, traitaient de « trotskyste » toute critique. A Londres, Krishna Menon, dirigeant de l'Indian League et sympathisant du PC en 1937, écrivit à Nehru en exprimant son inquiétude devant le fait que les idées trotskystes semblaient se répandre en Inde ⁶. Menon écrivit également plusieurs lettres à Minoo Masani, fustigeant l'article de Biswas et condamnant Masani pour son indulgence « à l'égard de la propagande de Trotsky dans le parti » ⁷.

Ce ferment à l'intérieur du CSP ne passa pas inaperçu des trotskystes à l'étranger. Pendant des années, le secrétariat international de Trotsky avait cherché sans succès une ouverture en Inde. Les trotskystes américains poursuivaient maintenant avec acharnement des contacts avec les socialistes du Congrès. Yusuf Meherally les rencontra au cours d'une visite aux E.U. en 1938 ⁸. L'expert du SWP sur l'Inde, Sherman Stanley (Stanley Plastrik) commença à correspondre avec Minoo Masani en août 1938. L'année suivante, l'hebdomadaire du CSP, *Congress Socialist* publia diverses contributions de Shachtman et de Stanley ⁹. En juillet 1939, Trotsky écrivit sa « Lettre Ouverte aux Travailleurs de l'Inde » qui tentait d'influencer le CSP ¹⁰.

Les premiers trotskystes en Inde

A la fin des années 30, quelques militants commencèrent à militer au nom du trotskysme et de la IVe Internationale. Au début de la guerre, il y avait des cercles trotskystes à Calcutta, dans les Provinces-Unies (UP) et au Gujarat. Chacun était apparu indépendamment des autres et en majeure partie sans relation avec le mouvement trotskyste international. Le manque de ressources gênait leur croissance. Les premiers groupes étaient très inégaux et hétérogènes, largement conditionnés par les situations locales et leurs arrière-plans respectifs.

Le meilleur et le plus important de ces premiers groupes était la Revolutionary Socialist League du Bengale, formée par Kamalesh Banerji. Le Bengale avait ses propres traditions de gauche qui remontaient à des groupes terroristes

5. Kamal Biswas, « Dictatorship of the proletariat and USSR », *Congress Socialist*, 5 juin 1937, pp. 15-16sq. La réponse du PC britannique : « The USSR and the Dictatorship of the Proletariat », *Congress Socialist*, 17 juillet 1937, pp. 7/8sq.

6. Cité par Partha Sarathi Gupta, « British Labour and the Indian Left », dans B.R.Nanda (ed), *Socialism in India*, NY 1972, p.117.

7. Cité dans Minoo Masani, *Bliss Was It in that Dawn* (New Delhi, 1977, p.77).

8. Le rapport de Shachtman, « On the Question of the Congress Socialist Party », 18 octobre 1938, se trouve dans la collection Shachtman (bobine 3387) à la Tamiment Library de New York.

9. *Congress Socialist*, 22 janvier, 26 mars et 25 juin 1939.

10. Voir Masani, *op.cit.*, p.140. Selon Plastrik, c'est lui qui, tout en servant de secrétaire à Trotsky au Mexique à cette époque, pressa Trotsky d'écrire la « Lettre ouverte », entrevue avec Stanley Plastrik à New York, 7 décembre 1974.

du genre des premiers populistes (l'arrière-plan de M.N. Roy). Le Bengale était la base de Subhas Chandra Bose, et aussi le terrain nourricier de Soumyendranath Tagore, ce « stalinien critique » qui avait lancé sa Communist League comme un PC rival. L'intelligentsia bengali était très radicale, instruite politiquement et raffinée. Né dans une famille riche, Kamalesh Banerji avait rejoint le Congrès et participé à la campagne de Désobéissance civile de 1930-1932 qui lui valut six mois de prison ¹¹. Banerji, un véritable intellectuel bengali avec une personnalité magnétique, reprit de l'activité à l'intérieur du mouvement étudiant bengali où Indra Sen était également politisé.

Bien qu'ils fussent critiques du Front populaire, ils devinrent trotskystes sous l'influence d'Ajit Roy Mukherji, ancien camarade de classe de Banerji ¹². Etudiant en droit à Londres au début des années 30, Roy était devenu sympathisant du PC et adhéra à la Ligue contre l'impérialisme ¹³. Roy voulut discuter du trotskysme avec son ami Bal Krishna Gupta, qui lui fit lire l'*Histoire de la Révolution russe*. Roy fut convaincu par l'appendice sur le « socialisme dans un seul pays », prit contact avec des groupes trotskystes britanniques et finit avec le groupe de C.L.R. James. En 1937, Roy revint à Calcutta et, dans les années qui suivirent, il gagna au trotskysme Banerji et Sen. Puis il revint à Londres. Son plan était que les trotskystes de Calcutta le suivent, acquièrent de l'expérience en militant en Grande-Bretagne, puis reviennent en Inde, mais il y eut la guerre.

A Calcutta, Banerji écrivait pour un mensuel culturel bengali, *Purvasha* (L'Orient), édité par le jeune poète Sanjay Bhattacharya et patronné par le dirigeant socialiste du Congrès Humlayun Kabir ¹⁴. Banerji écrivait aussi pour *Natum Patra* (La Nouvelle Revue) qu'il ne contrôlait pas. Le groupe de Calcutta adopta en 1939 le nom de Revolutionary Socialist League, déjà pris par le groupe de C.L.R. James en Grande-Bretagne. Il était financé par Bal Krishna Gupta, qui revint en Inde au début de la guerre.

Le Bolshevik-Leninist Party of the United Provinces and Bihar avait pour origine le parti communiste. Avec le tournant du Comintern et le Front populaire, les communistes indiens durent ramper pour revenir au Congrès et construire l'aile gauche socialiste du Congrès. Un des rares communistes à protester fut Onkamath Shastri à Bénarès ¹⁵. Il avait été étudiant à Kashi Vi-

11. Kamalesh Banerji mourut en 1967. Ce récit repose sur des entrevues avec son camarade Indra Sen à Calcutta, les 16 janvier, 1er février et 26 avril 1974.

12. Entrevue avec Ajit Roy à Calcutta le 10 février 1974. Voir aussi son récit sur cassette « Reminiscences of early days in India and Britain », fait en décembre 1975 à la demande des historiens trotskystes Sam Bornstein et Al Richardson, cité dans leur travail, *Against the Stream*, pp. 262-263.

13. Il écrivit pendant cette période un pamphlet, *In Defense of the Colonial Revolution*, réimprimé plus tard par le RCP, section britannique de la IVe Internationale.

14. Lettre de l'historien indien Gaulam Chattopadhyahya, Calcutta, 21 février 1978.

15. Cette présentation d'Onkamath Shastri repose sur des lettres qu'il m'a adressées et des entretiens et correspondances avec ses premières recrues. Lettres de Shastri, Allahabad, juin 1974, 11 octobre 1975 et 15 novembre 1977. Entrevues avec Raj Narayan Arya, Kanpur, 21 avril 1974 et

dyapith où ses enseignants comptaient des lumières socialistes du Congrès comme Acharya Narendra Dev. Shastri rejoignit le petit PCI en 1932 et fut formé dans l'ultra-gauchisme de l'époque. Il se rebella contre les ordres du dirigeant du PCI Joshi de négocier un travail en commun avec les socialistes du Congrès. Joshi affronta Shastri, demanda qu'il se repente ou soit exclu. Shastri s'en alla le lendemain. Dénoncé comme « trotskyste », il décida de chercher et, dans le cours de l'année suivante, étudia les travaux de Trotsky, principalement son *Histoire de la Révolution russe* et *La Révolution trahie*, qui — il le rappela plus tard — se vendait « comme des petits pains » à Bénarès, Calcutta et Bombay ¹⁶.

En 1937, Shastri alla se fixer à Allahabad (UP) où un ami du Congrès le mit à la tête d'un petit quotidien en hindi, *Samaj* (Société). Il en fit son « Iskra », popularisa le communisme, fustigea le stalinisme et commença à publier en feuilleton l'*Histoire de la Révolution russe* de Trotsky en traduction hindi. Autodidacte en la matière, sa compréhension du trotskysme était rudimentaire, teintée encore de stalinisme de la troisième période. Par exemple, il continuait à rejeter le mot d'ordre d'Assemblée constituante, alors même qu'il pouvait être utilisé comme arme programmatique contre les ministères front-populaire patronnés par les Britanniques, construits sur la base de ce que même le Congrès appelait une Constitution esclave.

En prenant part aux activités du Congrès dans les UP et le Bihar, Shastri gagna une base personnelle chez les étudiants et la jeunesse petite bourgeoise. Ses jeunes recrues intervinrent dans le Congrès avec de la littérature trotskyste, provoquant des attaques des staliniens ¹⁷. De toute évidence, Shastri était suffisamment important pour être invité à co-présider une conférence avec le Dr Sampurnanand à Mirzapur en novembre 1937 ¹⁸. Ses attaques contre le Congrès et les socialistes du Congrès suffirent pour que son protecteur coupe les fonds pour *Samaj*, qui céda.

En 1938, Shastri alla à Kanpur (UP) où Hariharnath Shastri, dirigeant socialiste du Congrès et président de la Fédération ouvrière de Kanpur, lui demanda d'animer des cercles d'étude. Kanpur était un creuset de militantisme ouvrier. En 1938, il y eut une grève générale des ouvriers du textile contre les ministères du Congrès. Shastri se souvenait plus tard :

« Les staliniens avaient rendu là très inconfortable la position des socialistes. Pensant que je pouvais les dénoncer à l'avantage des seconds, il (H.Shastri) m'invita .

Karuba Kant Roy, Calcutta, 30 janvier 1974. Lettres de Raj Narayan Arya, 9 septembre 1977 et 18 janvier 1978.

16. Lettre de Shastri, non datée, reçue en février 1978.

17. Entrevue avec Karunba Kant Roy, Calcutta, 30 janvier 1974.

18. Shastri rendit compte de la conférence dans un article, « Convert imperialist war into civil war. Prepare for the expropriation of the zamindari without compensation », *Samaj*, 17 janvier 1938, pp. 10sq.

J'avais besoin d'un champ d'action prolétarien et j'y allai. Il me finança pendant un an et, à sa grande surprise, découvrit que nombre de ses gens étaient devenus trotskystes » ¹⁹

Il était et il est encore banal que des radicaux petits-bourgeois comme Shastri occupent des positions dans des organisations ouvrières et paysannes, un reflet du vaste goufre entre la classe moyenne instruite et les masses d'ouvriers et paysans pauvres, illettrés et arriérés. Il semble que le point faible de Shastri était qu'il voulait être un « dirigeant de masse » et qu'il négligea le travail lent, difficile, terre-à-terre, de développement d'un groupe de propagande. Avec le début de la guerre, il dut passer dans la clandestinité :

« Au début de la Deuxième Guerre mondiale, un mandat d'arrêt fut lancé contre moi pour un discours séditieux, je passai dans la clandestinité et commençai à me cacher. C'est là, à ce moment, que je formai le Bolshevik Party of India, dont le groupe organisateur consistait dans les ouvriers d'industrie qui me suivaient » ²⁰.

Echappant à la police, Shastri sillonna les UP et le Bihar ; à Calcutta, il rencontra Kamalesh Banerji et ils décidèrent de travailler ensemble. Shastri avait déjà deux fidèles à Calcutta, Karunba Kant Roy et Sheo Pratap, qui sortaient *Avaz* (La Voix) en hindi ²¹. Après sa rencontre avec Banerji, Shastri changea le nom de son groupe de Bolshevik Party en Bolshevik-Leninist Party of the United Provinces and Bihar.

Le Bolshevik Mazdoor Party du Gujarat sortit d'un développement très semblable. Le tournant vers le Front populaire perturba Chandravadan Shukla, un jeune intellectuel gujarati qui avait adhéré au parti à Ahmedabad en 1936 ²². Il était secrétaire local du parti, militant actif de la fédération étudiante d'Ahmedabad (Vidyarthi Mitramandal) et fonctionnaire dans le syndicat de l'usine de Kamgar dirigé par le PC — autre exemple typique du rôle des étudiants radicaux dans le mouvement ouvrier. En février 1938, il participa à la session annuelle du Congrès à Haripura et fit connaître ses doutes au PCI. Peu après, Chandravadan Shukla, sa femme et quelques autres, à Ahmedabad et Bhavnagar, quittèrent le PC pour fonctionner comme parti communiste rival.

Dénoncés comme « trotskystes », ils ne savaient pas grand chose de Trotsky. Le groupe dissident s'effondra et sa majorité retourna au PCI, à l'exception des Shukla et de quelques autres qui commencèrent à étudier tous les textes qui leur tombaient entre les mains pour formuler une critique du PCI et du Comintern. En 1938 ou 1939, le groupe commença à publier un hebdo-

19. Lettre d'Onkamath Shastri, non datée mais tamponnée de juin 1974.

20. Lettre d'Onkamath Shastri, Kanpur, 15 novembre 1977.

21. Il ne semble pas qu'un numéro ait été conservé. Il sortit quatre ou cinq fois à Calcutta et s'arrêta par manque d'argent. Entrevue avec Karina Kant Roy, Calcutta, 30 janvier 1974. Indra Sen se souvient cependant qu'il fut déplacé à Ajmer dans le Rajasthan : lettre d'Indra Sen, Calcutta, 21 janvier 1975.

22. Ce compte rendu repose sur des entrevues avec Chandravadan Shukla, Bombay, 27 décembre 1973, 7, 12 et 13 juin 1974.

madaire en gujarati, *Age Kadam* (En avant, marche !) qui dura sept ou huit mois et également des brochures au nom de l'Association de Propagande de Littérature des Ouvriers. Plus tard, le groupe prit le nom de Bolshevik Mazdoor Party (parti ouvrier bolchevique) de l'Inde.

Vers la fin de 1939, Shukla publia un manifeste en gujarati, *Le Communisme et l'Inde*, comme base de la discussion et du regroupement à gauche²³. Il dénonçait le PCI et la politique de Front populaire, discutait le rôle du prolétariat indien et la dynamique de la révolution en Inde. Il critiquait les socialistes du Congrès parce qu'ils offraient une couverture de gauche au nationalisme bourgeois. C'était un classique programme à deux étages, maximum et minimum. Une série de revendications démocratiques minimum (abolition de la grande propriété, abrogation des lois répressives, libération des prisonniers politiques, journée de travail de huit heures, hausse des salaires, liquidation de l'analphabétisme) étaient jointes à des mots d'ordre révolutionnaires (armement des ouvriers, formation de comités ouvriers et paysans) et des objectifs d'une construction socialiste (dépérissement de l'Etat, société sans classes).

Il y avait une nette allusion au trotskysme dans la partie sur l'internationalisme, qui critiquait la faillite du Comintern, de la IIe Internationale et du Bureau d'Amsterdam, et concluait : « La IVe Internationale semble être une organisation marxiste mais on sait peu de choses d'elle »²⁴. C'était en-dessous de la vérité, se souvient Shukla. Le BMP n'était pas mentionné parce qu'il essayait d'apparaître « non-sectaire ».

Au début de la guerre, le BMP de Shukla consistait d'environ dix membres entre Ahmedabad et Bhavnagar, avec des sympathisants éparpillés dans les petites villes du Gujarat, Indore et Ajmer. Shukla alla à Bombay en 1940, car il était sur la liste noire à Ahmedabad. Le BMP sortit une feuille d'agitation en gujarati, *Inkilab* (Révolution) qui dénonçait la *satyagraha* de Gandhi, s'opposait à la guerre et à la mobilisation, et pressait les ouvriers de lutter pour la hausse des salaires²⁵.

À Bombay, le Petrograd de l'Inde, le trotskysme fut d'abord associé à un aventurier ultra-gauchiste flamboyant, le Dr Murray Gow Purdy, émigré d'Afrique du Sud, d'ascendance britannique. Il est difficile de vérifier sa biographie à laquelle il a ajouté bien des légendes de sa fabrication. Il disait avoir été membre du PC sud-africain et avoir rejoint au début des années 30 les groupes trotskystes à Johannesburg²⁶. Persécuté par les autorités sud-africaines, il se serait enfui en Abyssinie où il prétendait avoir combattu pendant un temps contre les forces fascistes italiennes avant d'aller aux Indes²⁷.

23. Chandravadan Shukla, *Samyavad ane hind* (Le Communisme et l'Inde), Alunabad, 10 octobre 1939.

24. *Ib.*, p.34.

25. « What is to be done ? », *Inkilab*, n°8, octobre 1941.

26. Voir la lettre de Purdy, de décembre 1938, à Max Shachtman et James P.Cannon, dans les Papiers d'Exil, Archives de Trotsky, Houghton Library, Harvard University.

27. Entrevues avec Sitaram B.Kolpe, Bombay, 15 décembre 1973, Murlidhar Parija, Bombay, 12 et 13 décembre 1973 et Mahendra Singh, Varanasi, 2 janvier 1974. Broué, dans « Notes sur l'histoire

Installé à Bombay, il fréquenta le Congrès et les socialistes du Congrès. En 1938, il forma une Société des Amis de Trotsky²⁸. La même année, il sortit ce qui semble avoir été le premier programme trotskyste pour l'Inde, *Le Projet de Programme provisoire bolchevik-léniniste-trotskyiste*, basé sur les onze points de Trotsky autrefois pour l'Opposition de gauche internationale²⁹. Comme il apparaît de ce programme, la politique de Purdy était une mixture d'ultra-gauchisme sectaire (une espèce de « trotskysme de la troisième période », d'absurdes théories pseudo-marxistes et de trucs opportunistes. Purdy était très énergique et malheureusement fut vite très connu comme « le trotskyste » de l'Inde.

Purdy contestait que le Congrès était une organisation ou un parti bourgeois, l'appelant « front uni de la nation », la formule même employée par les socialistes du Congrès, les staliniens, les royistes et autres comme raison de tous les opportunismes. En dépit de tout ce qu'il disait sur la nécessité d'un parti indépendant, de soviets etc., Purdy n'avait de toute évidence pas saisi la leçon fondamentale de toute la ligne de Trotsky sur le Guomindang. Son projet de programme condamnait le Front populaire en Espagne et en France, mais ne voyait pas celui qui était juste sous son nez.

Il espérait qu'il serait célèbre à cause de sa théorie favorite que les intouchables de l'Inde étaient l'avant-garde de la révolution prolétarienne. Il écrivait dans sa brochure :

« Pour la première fois dans l'histoire, nous affirmons fièrement que les prolétaires héréditaires qui forment la classe des intouchables Harijan doivent être l'épine dorsale du gouvernement prolétarien dont le prolétariat industriel doit être la tête. Contrairement au parti communiste stalinien, nous proclamons ouvertement que nous dépendons et que nous sommes unis avec la classe prolétarienne sans propriété des Harijan. Nous devons travailler parmi eux et nous opposer à la propagande gandhiste traître chez eux »³⁰.

De toute évidence, Purdy confond classe et caste. Les Harijan pouvaient être mobilisés comme alliés importants de la classe ouvrière et pilier décisif d'un gouvernement socialiste, mais pas en tant qu'avant-garde socialiste. L'avant-gardisme harijan de Purdy était une anticipation du dogme de Fanon de la Nouvelle Gauche selon lequel « les plus opprimés sont les plus révolutionnaires ».

des oppositions et du mouvement trotskyste en Inde dans la première moitié du XXe siècle » *Cahiers Léon Trotsky*, mars 1985, relève avec un scepticisme justifié une légende différente selon laquelle Purdy serait allé de Grande-Bretagne en Espagne où il aurait combattu dans les rangs républicains.

28. D'après un dossier de police cité par Bankey Bihari Misra, *The Indian Political Partisan Historical Analysis of Political Behavior up to 1947*, Delhi, 1976, p. 620.

29. Yarrumji Eedrupji (Murray Purdy), *Bolshevik-Leninist-Trotskyist Draft Provisional Programme*, np, nd, « Yarrumji Eedrupji est Murray Purdy écrit à l'envers avec le suffixe honorifique *ji* rajouté.

30. *Bolshevik-Leninist-Trotskyist Draft Provisional Programme*, p. 31.

Purdy faisait passer pas mal de la politique stalinienne de la Troisième Période sous un déguisement trotskyste. Ainsi son programme rejetait toutes les « revendications prétendues immédiates » en général et le mot d'ordre pour une Assemblée constituante en particulier comme « un abandon ouvert du marxisme ». Inversement, Trotsky, dans sa « Lettre ouverte aux Travailleurs de l'Inde », soulignait l'importance vitale du combat pour des revendications partielles, transitoires, démocratiques, y compris celle d'Assemblée constituante.

Quand Gandhi mettait « moins », Purdy mettait un gros « plus ». Alors que Gandhi prêchait contre ce qu'il appelait « la révolution violente et sanglante », Purdy appelait le trotskysme « le programme révolutionnaire violent et sanglant »³¹. A chaque page de son programme se trouvait quelque mention gratuite de la violence. Sur la couverture, les trois premiers mots d'ordre étaient :

- 1 . L'expulsion violente de l'impérialisme britannique,
- 2 . L'expropriation violente par les paysans de la terre des *zamindari*,
- 3 . L'expropriation violente des moyens de production capitalistes.

A son crédit, Purdy comprenait que la destruction de l'ancien système des castes et de toutes les reliques féodales incrustées dans la société indienne — c'est-à-dire les tâches de la révolution démocratique — seraient une conflagration révolutionnaire violente de proportions qu'avait ignoré l'Europe napoléonienne.

Murray Purdy s'attachait à bâtir un culte, dans lequel il devait être le gourou entouré de dévots — une tradition de la politique indienne, avec les terroristes. En 1939, il semble qu'il avait quelques partisans qu'à un moment il appelait « Groupe Ouvrier »³². Il n'avait pas de presse, mais fit imprimer l'un de ses articles dans le *Congress Socialist*, dans lequel il faisait une question d'orthodoxie léniniste d'une position défaitiste révolutionnaire dans la guerre qui venait³³. Il imprima au moins une brochure de Trotsky³⁴.

En 1940, Purdy commença à collaborer avec Chandravadan Shukla, qui était revenu à Bombay et, au début de 1941, ils formèrent la Revolutionary Workers League³⁵. Elle ne dura pas très longtemps. En juin 1941, quand les nazis attaquèrent l'URSS, Purdy changea sa ligne sur la guerre, adoptant ce qui revenait à une position défensiste au nom de la défense de l'URSS. Shukla

31. *Ib.* p. 44.

32. C'est ce que dit Purdy dans un programme ultérieur. Voir Kamred Satnarayana (Murray Purdy), *Karyakram va dhyeya* (Programme et principes), Mumbai, 1er mars 1943, p. 15.

33. M.G. Purdy, *Congress Socialist*, 4 juin 1939, p. 3.

34. L. Trotsky, *Lenin's Last Testament*, introduction américaine de Max Shachman (1935), introduction indienne de M.G. Purdy? Bombay, décembre 1940.

35. Entrevues avec C.V. Shukla, Bombay, 13 juin 1974, et Sitaram B. Kolpe, Bombay, 19 juin 1974. Selon Kolpe, les discussions étaient menées entre Chandravadan Shukla, sa femme Shanta, Purdy, Kolpe et A.H. Tilakar.

scissionna sur cette question. Purdy revint à sa position défaitiste en décembre 1941, quand les staliniens devinrent défensistes³⁶.

La « Ceylan Connection »

Les trotskystes cinghalais jouèrent un rôle dominant dans le lancement et la direction du Bolshevik-Leninist Party of India (BLPI). La décision de former le BLPI était une partie et un aspect du « tournant trotskyste » du Lanka Sama Samaja Party (LSSP). Depuis sa naissance, le LSSP avait une aile révolutionnaire et une aile réformiste qui se chevauchaient. Ces tendances furent transportées dans le BLPI et leur conflit donna forme à son développement aussi bien qu'au cours du mouvement cinghalais pour les années à venir.

Le Lanka Sama Samaja Party

En 1935, un petit groupe de jeunes « gauchistes » cinghalais instruits lança le LSSP comme organisation de masse luttant pour l'indépendance et les réformes³⁷. Les gens du noyau de direction — Philip Gunawardena, Leslie Goonewardene, N.M. Perera, Colvin R. de Silva, S.A. Wickremasinghe — avaient été politisés quand ils étaient étudiants à Londres à la fin des années 20 et au début des années 30, quand le socialisme était dans l'air. Revenus à Ceylan, ils s'étaient trouvés devant une situation unique. Il n'y avait pas de parti socialiste ni communiste et le Congrès national de Ceylan n'était qu'un pâle reflet du Congrès indien. Il y avait vacance de direction sur tous les fronts.

Ces Jeunes Turcs cinghalais étaient talentueux, énergiques et avaient les ressources nécessaires pour faire de la politique (la plupart venaient de familles appartenant à l'élite). La Ligue de la Jeunesse de Ceylan leur fournit une arène. En 1931, S.A. Wickremasinghe fut élu au premier Conseil d'Etat, la version britannique d'une Douma pour Ceylan. Quelques années plus tard, Philip Gu-

36. Les trotskystes britanniques qui rencontrèrent les gens de Purdy en 1946, rapportent : « Il est également vrai qu'après l'attaque de l'URSS par Hitler, le groupe prit une position défensive, la modifiant quand les staliniens prirent aussi cette position (ce qu'ils firent en décembre 1941. Voir D.G. (Douglas Garbutt) « Report on the Fourth International Movement in India », document interne du RCP, n.d. sans doute fin 1946, p. 15. De même Leslie Goonewardene affirmait dans une lettre du 30 avril 1975 : « Peu après l'attaque de Hitler contre l'URSS, Purdy développa la position de soutien révolutionnaire de la guerre contre Hitler et Mussolini ». Shukla a donné son point de vue dans des entrevues à Bombay les 27 décembre 1973 et 13 juin 1974.

37. Voir Leslie Goonewardene, *A Short History of the Lanka Sama Samaja Party*, Colombo, 1960 ; George Jan Lerski, *The Origins of Trotskyism in Ceylan*, Stanford, 1968 ; Edmund Samarakkody, « The Struggle for Trotskyism in Ceylon », *Spartacist*, New York, n°22, hiver 1973-1974 et V. Kumari Jayawardena, « Origins of the left movement in Sri Lanka », *Social Scientist* n°67, janvier/février 1974, p.9.

nawardena, Colvin R. de Silva et d'autres s'engagèrent dans l'organisation du mouvement ouvrier et le travail de solidarité à la base pendant l'épidémie de malaria de 1934-1935. Comme les élections au Conseil d'Etat approchaient, il fut décidé de former un parti et de présenter des candidats. Quelques mois seulement après que le LSSP fut lancé, Philip Gunawardena et N.M. Perera furent élus au Conseil d'Etat. Les samasamajistes devenaient les Nehru de leur petite île.

Le LSSP avait depuis le début une coupure dans sa personnalité. Ses dirigeants étaient des gens de gauche élaborés, mais le LSSP était conçu délibérément comme un parti socialiste très large, « très doux », plus nationaliste que marxiste. Comme l'annonçait en 1936 Philip Gunawardena, « Notre Parti n'est pas un parti communiste » ... C'est un parti qui est bien moins militant et bien moins exigeant que les Communistes ou la IIIe Internationale »³⁸. Le bref manifeste du LSSP adhérait au socialisme en termes abstraits, idéalistes et présentait des revendications de caractère nationaliste-populiste. Quiconque était d'accord avec cela et s'engageait personnellement pouvait adhérer. Ainsi, le LSSP ressemblait-il au parti socialiste du Congrès qui avait aussi une direction hétérogène (socialistes marxistes, social-démocrates fabiens, gandhistes, etc.) et un programme fourre-tout.

Le LSSP était un parti radical petit-bourgeois qui jouait le rôle de mouvement démocratique bourgeois, comme le Congrès indien, très évident dans le Conseil d'Etat, où N.M. Perera et Philip Gunawardena apparaissaient parfois comme des démocrates libéraux, créant des écoles paroissiales ou établissant une Banque d'Etat, utilisant les surplus budgétaires pour payer la dette nationale. Comme le note l'historien académique George Lerski, les discours de N.M. Perera avaient une approche « moins marxiste que réformiste fabienne »³⁹.

Un des points les plus forts du premier LSSP était son orientation vers les Tamils, le cœur du prolétariat cinghalais (ils étaient 85 % du prolétariat rural en 1931). Au début du 19e siècle, les Anglais faisaient travailler sur leurs plantations de thé et d'hévéa les paysans paupérisés qu'ils recrutaient dans le sud de l'Inde, essentiellement des Hindous parlant tamil. Ces Tamils travaillaient comme des serfs, vivaient emprisonnés dans les plantations qui ressemblaient à de petits Bantoustans, ne pouvaient pas voter. Le LSSP défendait les droits démocratiques pour cette minorité indienne. Les chauvins cinghalais faisaient campagne pour l'arrêt de l'immigration et l'expulsion des travailleurs indiens. Les Samasamajistes dénonçaient cette agitation anti-indienne raciste et réclamaient l'élargissement du droit de vote à tous ceux des Tamils qui étaient « domiciliés en permanence ». Les cadres samasamajistes faisaient un travail exemplaire d'organisation à la base parmi les ouvriers des grands domaines, contre l'opposition des dirigeants communaux tamils et des Britanniques.

38. Cité par Lerski, *op.cit.*, p.36.

39. *Ib.* p. 540.

A l'intérieur du LSSP existait une tendance trotskyste, souvent appelée « groupe T », qui comprenait Philip et Robert Gunawardena, Colvin R. de Silva, Leslie Goonewardene, Edmund Samarakkody et N.M. Perera. Ses origines se perdent dans les mythes. De toute évidence, Philip Gunawardena était sa lumière dirigeante. Puissante personnalité, il avait ouvertement soutenu l'Opposition de gauche internationale quand il était encore dans le P.C. britannique et pris contact avec les groupes d'opposition en France et en Espagne lors de son retour à Ceylan⁴⁰. C'est sous son influence que Colvin R.de Silva et Leslie Goonewardene devinrent trotskystes un peu plus tard. Les procès de Moscou et la sale besogne de Staline en Espagne eurent beaucoup d'impact, de même que *La Révolution trahie* qui parut en anglais en 1938. N.M. Perera était un trotskyste très platonique⁴¹. Il semblerait que le groupe T avait des caractéristiques d'une tendance politique et d'une clique de « patrons ».

La Guerre et son impact sur le LSSP

La guerre posa brutalement la question du stalinisme, obligeant le LSSP à sortir de ses ambiguïtés idéologiques. Quand les PC britannique et français se prononcèrent pour la première fois pour le soutien de la guerre, puis vacillèrent, il était évident que Staline sacrifierait le soutien de la libération coloniale à ses alliés du moment. Le LSSP dénonça le Comintern :

« Le heurt entre trotskystes et staliniens était maintenant ouvert dans le parti. Peu après, les staliniens furent exclus . Ce fut probablement la première circonstance dans l'histoire des exclusions du parti que les trotskystes exclurent les staliniens et non le contraire. Le comité exécutif du parti adopta aussi un nouveau programme et de nouveaux statuts. Jusque là, le programme du parti avait été vague. Maintenant on a adopté un programme révolutionnaire clair, conforme au programme de la IVe Internationale fondée par Trotsky en 1938... On a donc fait un effort pour transformer le parti d'organisation lâche d'individus en organisation combattante »⁴².

Ainsi le LSSP ne devint-il pas formellement trotskyste à travers une lutte fractionnelle, mais par ce qui était fondamentalement un *coup* du groupe T. Les rangs du parti furent placés devant un *fait accompli*. La nécessaire lutte politique avait été court-circuitée, quand bien même l'issue en était favorable.

40. V. Karalasingham, *The Politics of Coalition*, Colombo, 1964, p. 67.

41. Comme écrit Karalasingham : « C'était un secret de Polichinelle que le Dr N.M. Perera était loin d'être un marxiste », *ib.*, p. 65.

42. Leslie Goonewardene, *op.cit.*, p. 15.

Trotsky lui-même l'avait remarqué une fois :

« Sans lutte idéologique, donc fractionnelle, les jeunes partis communistes, dont le passé est souvent social-démocrate, ne peuvent mûrir pour leur rôle historique »⁴³.

Avec le déroulement de la guerre, le LSSP devint de plus en plus une épine dans les flancs des Britanniques. Le parti s'opposait à la guerre et dirigeait des grèves militantes dans les plantations, déclenchant de nouvelles luttes des ouvriers urbains. Comme l'a relevé plus tard le samasamajiste Doric Souza, le LSSP « commença à se cristalliser politiquement comme représentant de la classe ouvrière »⁴⁴. En juin, N.M. Perera, Philip Gunawardena, Colvin R. de Silva et Edmund Samarakkody furent arrêtés. La presse du parti fut mise sous scellés. Leslie Goonewardene et autres passèrent dans la clandestinité et il y eut de nouvelles arrestations. Devant ces conditions objectives, le LSSP était obligé de changer. Dans une conférence secrète en avril 1941, il se réorganisa sous la forme d'un parti de cadres, adoptant un programme formellement révolutionnaire et proclama sa solidarité avec la IVe Internationale⁴⁵. Le gouvernement avait brutalement claqué la porte sur son travail parlementaire, écrasant tous les espoirs que les samasamajistes avaient pu placer dans des réformes pacifiques et légales. La répression mit brutalement fin au fonctionnement du LSSP comme parti de masse ouvert et lâche. Ne fût-ce que pour se préserver, il fallait absolument une organisation plus étroite, type parti de cadres.

L'effondrement à Ceylan servit également à élever l'horizon politique du LSSP. En Inde, en dépit des arrestations massives, le Congrès était vivant et offensif. Si l'Inde se libérait, l'indépendance de Ceylan suivrait inévitablement. Du point de vue nationaliste, on pouvait voir Ceylan comme une partie de la révolution plus vaste qui mûrissait en Inde. Mieux, il était tout à fait pratique pour les Cinghalais d'aller d'eux-mêmes vers l'Inde. Ceylan est une petite île et la police cinghalaise leur cassait brutalement la tête. En Inde, ils pourraient vivre avec moins de chances d'être découverts.

Le LSSP avait développé des contacts avec l'Inde pendant des années. Il avait établi des relations fraternelles avec le CSP et les samasamajistes donnaient rapports et articles politiques au *Congress Socialist*⁴⁶. En 1937, le LSSP patronna des rassemblements tout autour de l'île pour le populaire orateur du CSP, Kamaladevi Chattopadhyaya. Plus important encore, les samasamajistes découvrirent qu'il y avait des trotskystes en Inde.

43. L. Trotsky, « The Three Factions in the Comintern », *Writings of Leon Trotsky 1930*, NY 1975, p. 16.

44. Doric de Souza, « Parliamentary Democracy in Ceylon », *Young Socialist*, Colombo, oct/déc. 1961, p. 126.

45. Une partie de ce programme, « The Road to Freedom for Ceylon » a été reproduite dans *Fourth International*, avril 1942, pp. 117-118.

46. Une colonne « Notre lettre de Ceylan » apparut d'abord dans *Congress Socialist*, 13 juin 1936. Pour des articles de Leslie Goonewardene, voir le même, 6 juin et 3 octobre 1936, 20 mars 1937.

L'organisation du Parti Pan-Indien

En mars 1939, à la session annuelle du Congrès à Tripuri, Leslie Goonewardene rencontra Murray Gow Purdy et l'invita à une visite à Ceylan⁴⁷. Purdy y alla, mais fut horrifié de découvrir que les dirigeants du LSSP n'étaient pas des révolutionnaires professionnels, qu'ils vivaient très confortablement, poursuivaient des carrières dans des professions libérales et, pour certains, étaient très riches. C'était trop pour l'apôtre de la révolution violente et du parti harijan. De retour en Inde, Purdy sortit une brochure calomniatrice, *Les Trotskystes Millionnaires de Ceylan*⁴⁸. Ainsi commença l'hostilité de Purdy à ce qui allait devenir le BLPI.

La Connection Colombo-Calcutta

Philip Gunawardena rencontra Kamalesh Banerji à Calcutta sur le chemin du retour à Ceylan après avoir pris part à la session du Congrès à Ramgarh en mars 1940. Après la visite de Philip Gunawardena, la collaboration se développa très rapidement entre les trotskystes de Colombo et de Calcutta. Comme le rappelle Leslie Goonewardene,

« Une pré-conférence se tint à Kandy en décembre 1940 à laquelle N.M. (Perera), Philip [Gunawardena], Colvin [de Silva], Doric [de Souza], Robert [Gunawardena], Reggie Senanayake, Kamalesh Banerji, Bernard [Soysa] et moi-même assistaient. C'est là qu'on décida de former un parti de l'Inde, de Birmanie et de Ceylan. On prit aussi la décision d'envoyer des samasamajistes en Inde à commencer par Bernard ».

La réunion eut lieu dans le plus grand secret. N.M. Perera, Philip Gunawardena et Colvin R. de Silva, qui étaient à Kandy dans la prison Bogambara, y participèrent avec la connivence de leur geôlier qui accepta de les laisser s'en aller pour la nuit, pourvu qu'ils reviennent le lendemain. Leslie Goonewardene, recherché par la police en était l'organisateur clandestin. Robert Gunawardena était responsable du travail légal du parti.

V. Balasingham alla dans l'Inde du sud. Doric de Souza et Bernard Soysa firent plusieurs voyages à Calcutta et, par le groupe Banerji, rencontrèrent Shastri. A Bombay, les émissaires samasamajistes rencontrèrent de nouveau Purdy qui les présenta à Chandravadan Shukla. Purdy, en concurrence avec les

47. Une partie de ce programme, « The Road to Freedom for Ceylon » a été reproduite dans *Fourth International*, avril 1942, pp. 117-118.

48. Entrevues avec Sitaram B. Kolpe, Bombay, 15 décembre 1973, et Mahendra Singh, Varanasi, 2 janvier 1974. Je n'ai pas pu localiser un seul exemplaire de cette brochure.

samasamajistes, essaya de marchander l'unité avec Shukla, Shastri et les groupes de Calcutta mais échoua chaque fois ⁴⁹.

Les samasamajistes tinrent à la suite une réunion à Ceylan en mars 1941 :

« Après que Bernard ait fait la traversée et les préparatifs, Shastri, Kamalesh et Indra Sen vinrent à Ceylan et, à une conférence où ils étaient présents, la première décision de fonder un parti pan-indien fut réaffirmée. Il fut aussi décidé de préparer le programme du parti. »⁵⁰.

Les grandes lignes du programme pour un parti trotskyste indien furent établies à cette réunion ⁵¹. Reflétant le progrès réalisé à cette rencontre, la conférence secrète du LSSP tenue le mois suivant approuva la proposition que le LSSP fonctionne comme l'unité de Ceylan d'un parti à créer plus grand encore... Le programme révisé affirmait le lien intégral entre la révolution de Ceylan et de l'Inde : « la révolution à Ceylan dépend et en fait est partie intégrante de la révolution indienne ».

Après les préconférences de Ceylan, il y eut plus de samasamajistes à traverser pour aller en Inde. Leslie et Vivienne Goonewardene, Hector Abhayavardhana et S.C.C. Antonipillai allèrent à Madras. Kamalesh Banerji, Bernard Soysa et Leslie Goonewardene allèrent en visite à Bombay et Shukla fut embarqué dans l'aventure. Shukla avait une presse à imprimer - ressource hors de prix. Son Bolshevik Mazdoor Party (BMP) avait commencé à sortir un journal clandestin, *Bolshevik-Leninist* de Bombay. Ses partisans au Gujarat sortirent un organe illégal, *Inkilab*, qui avait un contenu trotskyste primitif. Il dénonçait les gens du Congrès comme des opportunistes, dénonçait les staliniens et les roystes pour leur trahison en faveur de la guerre, lançait le mot d'ordre « Défense de l'Union soviétique » et appelait les comités d'usine à lutter pour des revendications économiques ⁵². Le BMP lança le mot d'ordre : « Pas un *paisa* (sou), pas un homme pour la guerre impérialiste » et appela à des « conseils de députés élus des ouvriers, paysans et soldats pour préparer le processus révolutionnaire » ⁵³.

Les plans pour lancer le BLPI furent reportés par des arrestations à l'été 1941. A Calcutta, la police s'empara d'Indra Sen, Kamalesh Banerji, Bernard Soysa, Doric de Souza et sa femme. Les samasamajistes furent arrêtés et interrogés. Doric de Souza et Bernard Soysa réussirent à s'enfuir à Bombay. Indra Sen fut interné.

49. Entrevues avec Karuna Kant Roy, Calcutta, 30 janvier 1974, et Indra Sen, Calcutta, 16 janvier 1974.

50. Lettre de Leslie Goonewardene, Colombo, 30 avril 1975.

51. « A Transitional Program for India, *Fourth International*, octobre 1942, p. 309.

52. « Overthrow Imperialism », *Inkilab*, n° 9, mars 1942.

53. « May Day Manifesto », *ib.* n° 10, mai 1942.

Lancement du BLPI

La réunion d'organisation du BLPI eut finalement lieu à Calcutta en novembre 1941 ⁵⁴. On y discuta le programme préparé après la réunion de Ceylan en mars. Le comité pour la formation du Bolshevik-Leninist Party of India, Ceylon and Burma fut créé. Son nom reflétait l'objectif de la IV^e Internationale de créer une fédération sous-continentale de partis trotskystes. Il arriva en fait que la Birmanie fut vite occupée par le Japon et que rien ne fut commencé là. Un comité provisoire fut élu pour mener à bien le travail d'organisation. Il comprenait évidemment Leslie Goonewardene, Kamalesh Banerji, Onkarnath Shastri, et Soma Ramanathan de Tanjore ⁵⁵. Le projet de programme fut alors discuté par les groupes à Calcutta, Madras, Bombay, les UP et le Gujarat.

Les trotskystes militant aux Indes furent bientôt rejoints par d'autres samasamajistes. N.M. Perera, Colvin R. de Silva, Philip Gunawardena et Edmund Samarakoddy furent escamotés de la prison le 7 avril 1942 et, sauf Samarakoddy, allèrent à Madras sur des bateaux de pêche à partir de Valvetiurai ⁵⁶. De Madras, Philip Gunawardena et N.M. Perera allèrent à Bombay où Shukla opérait. S.C.C. Antonipillai et V. Karalasingham, deux Tamils du LSSP, passèrent eux aussi à Madras.

Le BLPI fut formellement lancé en mai 1942 comme une organisation régie par le centralisme démocratique. Un petit nombre de gens bien choisis participèrent à la réunion secrète de Bombay qui fusionna le LSSP et les groupes indiens (Banerji, Shukla et Shastri). Organisationnellement, le parti avait des unités à Bombay, Madras, Calcutta et les UP. Le centre du parti et sa presse à imprimer étaient à Bombay. Un comité de district de Bombay devait avoir la responsabilité d'intégrer le BMP de Shukla du Gujarat. L'unité des UP consistait en partisans de Shastri à Kanpur et Allahabad, tandis que l'unité bengali était le cercle Banerji/Sen, renforcé par les samasamajistes. Madras était entièrement mené par des samasamajistes. Au total, il y avait sans doute plusieurs dizaines de trotskystes.

Le *Bolshevik-Leninist* devint la revue théorique du BLPI. Le premier numéro qui parut au nom du BLPI comportait une déclaration sur la guerre de Leslie Goonewardene ⁵⁷. La position trotskyste (défaite de tous les belligérants capitalistes à travers la révolution, défense seulement de l'URSS) exerçait beaucoup d'attrait en Inde, surtout en contraste avec la ligne (« pour la guerre, pas de luttes ») des staliniens qui traitaient leurs adversaires de « cinquième

54. C'est probablement cette réunion qui poussa le SWP à annoncer : « Nous venons juste de recevoir des nouvelles d'Inde, la formation du parti bolchevik-léniniste pan-indien ». Voir John G. Wright, « Agrarian Revolution is Key to Struggle in India », *Militant*, 7 mars 1942.

55. D'un dossier de police cité par Misra *op.cit.*, p. 621.

56. E.P. de Silva, *A Short Biography of Dr N.M. Perera*, Colombo, 1975, pp. 20-21.,

57. K. Tilak (Leslie Goonewardene), « The War and Revolutionary Policy », *Bolshevik Leninist*, août 1942.

colonne du fascisme ». Même le Congrès de Gandhi cita publiquement et favorablement la position anti-guerre des trotskystes ⁵⁸.

Au niveau programmatique, le nouveau parti était bien armé. Le programme du BLPI était un document solide, supérieur même au programme révisé du LSSP en 1941, reflétant la contribution des trotskystes indiens. Il fut immédiatement reproduit par les trotskystes américains et britanniques ⁵⁹.

Il s'ouvrait par des mots d'ordre qui déclaraient fièrement les objectifs du parti :

- Aide indépendante de la classe ouvrière à l'Union soviétique.
- Soviets dans la révolution qui vient.
- Direction de la classe ouvrière dans la révolution.
- Les usines aux ouvriers et la terre aux paysans.
- Renversement de l'impérialisme et établissement de la dictature du prolétariat .

Le Projet de Programme analysait le développement du capitalisme en Inde, le rôle des diverses classes, la première importance de la révolution agraire et appliquait avec beaucoup d'adresse la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Il était tranchant comme un rasoir dans sa caractérisation du Congrès : « L'instrument principal par lequel la bourgeoisie indienne cherche à maintenir son contrôle sur le mouvement national est le Congrès national indien, le parti de classe de la classe capitaliste indienne cherchant le soutien de la petite bourgeoisie et si possible des ouvriers, pour ses propres objectifs » ⁶⁰.

Le programme du BLPI adaptait les revendications du *Programme de Transition* de Trotsky au contexte indien. Ainsi, au moins sur le papier, il était pour un travail syndical *politique*, distinction unique dans la gauche indienne.

Contacts avec le Mouvement international

Les contacts internationaux venaient aussi dans cette période. Le premier effort pour contacter Trotsky lui-même avait été fait en 1939 par Selina Perera, la femme de N.M. De Londres, elle avait rendu visite au SWP américain qui avait fait des plans pour qu'elle aille au Mexique. Malheureusement, ce voyage

58. « The Real Fifth Column in India », *Harijan*, 9 août 1942, p. 271.

59. Des extraits du projet de programme du BLPI furent reproduits dans *The Revolution in India*, T. Tait Memorial, Edinburgh, septembre 1942 ; *The World Revolution and the Tasks of the British Working Class*, Londres, 1945, et *Fourth International*, mars 1942, pp. 82-87, avril 1942, pp. 122-125 et octobre 1942, pp. 309-314.

60. *Draft Program of the Bolshevik Leninist Party of India*, np, nd, (1942), Hoover Institution, Stanford, copie originale.

fut mal organisé et elle ne passa pas la frontière ⁶¹. La lettre de Trotsky de décembre 1939 à « un camarade indien » lui est adressée ⁶².

Trotsky demanda au jeune Sherman Stanley de parcourir l'Asie du Sud et l'Extrême Orient ⁶³. Avant le départ de Stanley cependant, la lutte fractionnelle explosa dans le SWP sur la « question russe », précipitée par le pacte Staline-Hitler et l'avance militaire soviétique en Finlande et Pologne orientale. Sherman Stanley, neveu de Max Shachtman, se rangea dans la minorité Shachtman-Burnham qui rejeta la défense inconditionnelle de l'URSS. Le voyage de Stanley se transforma alors en tournée fractionnelle.

En 1940, Stanley visita Ceylan et l'Inde où il rencontra la RSL de Banerji, Purdy et Minoo Masani ⁶⁴. Après la visite de Stanley en août 1940, la RSL sortit son premier tract signé ⁶⁵.

Le rapport de Stanley, publié dans un bulletin intérieur du Workers Party de Shachtman, décrivait la RSL de Calcutta :

« Bien que le groupe soit minuscule et n'existe essentiellement qu'au niveau littéraire-propagandiste, il est cependant constitué d'éléments bien formés. Son centre est dans la ville de C[alcutta] avec une branche [syndicaliste] dans la grande cité industrielle de Kanpur. La ligue est vivante, fonctionne et publie une revue mensuelle en hindoustani [probablement *Avaz*] . J'ai souvent rencontré ces camarades et nous avons ensemble analysé la situation générale à partir de quoi nous avons établi un programme d'action politique. La réalisation de ce programme ne peut conduire qu'à la croissance de ce groupe car tout est en sa faveur.

Sur la question de la participation de la Russie à la guerre mondiale, tous étaient et sont restés absolument d'accord avec notre position. Ils sont arrivés à ces conclusions bien avant mon arrivée et — bien qu'informés de la position de Trotsky par la presse publique — n'ont pu le comprendre ni l'approuver un instant. Leurs déclarations politiques sont conformes à notre politique.

Le problème de M[urray] G[ow] P[urdy] de B[ombay] a, je crois, été réglé de façon satisfaisante par mon insistance pour qu'il se place entièrement sous la direction de la RSL. Jusqu'à présent il a été une faillite énorme, complètement isolé et sans un seul partisan. Il s'est dit d'accord pour se retirer et détruire sa brochure, essayer de s'intégrer dans le groupe authentique » ⁶⁶.

Le journal de Shachtman a donné des nouvelles de cette « nouvelle section » ⁶⁷. Mais il s'avéra cependant qu'aucun de ceux qui avaient été contactés par Stanley ne soutint la ligne révisionniste Shachtman-Burnham quand ils

61. Lerski, *op.cit.*, pp. 185-187. La presse du SWP publia une entrevue avec un camarade cinghalais non nommé, sans doute Selina Perera, *Socialist Appeal*, 10 novembre 1939.

62. Entrevue avec Selina Perera, Calcutta, 10 février 1974.

63. Entrevue avec Stanley Plastrik, New York, 7 décembre 1974.

64. Entrevue avec Stanley Plastrik, New York, 7 décembre 1974.

65. Masani raconte son entretien avec Stanley dans ses mémoires, *op.cit.*, p.140.

66. *International Bulletin*, n°1, 1940, p. 9.

67. « A Foothold in India », *Labor Action*, 21 octobre 1940.

connurent l'histoire en entier. Le SWP ⁶⁸ l'envoya allègrement au visage des shachtmaniens. Stanley avait également tort sur Purdy qui écrivait au SWP en mars 1941 :

« J'aimerais dire que je suis maintenant — comme auparavant — 100% derrière votre politique et vos idées. La politique de MM. Burnham, Shachtman, Sherman Stanley et Abern est évidemment erronée sur chacun des points en discussion. Les idées de Stanley sur nos affaires dans l'empire indien et surtout Ceylan, doivent être étudiées de très près. Les idées qu'il a émises ici étaient fondamentalement erronées. Ni les planteurs aristocratiques de Ceylan, ni les courtiers de Calcutta ne sont les représentants valables de nos affaires en Inde » ⁶⁹.

Inutile de le dire, « les planteurs aristocratiques de Ceylan » sont une allusion aux dirigeants du LSSP, les « courtiers de Calcutta » à leur riche patron, Bal Krishna Gupta. Purdy n'avait pas varié d'un pouce.

Une fois la guerre bien engagée, les trotskystes en Inde et à Ceylan n'eurent plus que des liens ténus avec leurs partisans à l'étranger. Des lettres et des tracts illégaux passaient ⁷⁰. Des marins du SWP qui allaient à terre à Colombo et Calcutta étaient capables de prendre des rendez-vous avec des camarades.

Un rapport d'un témoin donne le sentiment de l'époque :

« Je suis très heureux de pouvoir rendre compte qu'il y a en Inde un mouvement trotskyste qui grandit. Les trotskystes à qui j'ai parlé étaient très optimistes sur l'avenir de la IVe Internationale dans leur pays. Ils ont déjà des groupes dans un certain nombre de villes et envisagent de préparer aussi vite que possible la consolidation de ces groupes en un parti pan-indien. J'ai aussi appris que, contrairement aux rapports mis en circulation aux Etats-Unis il y a quelque temps, ils sont et ont été depuis le début d'accord avec la position du SWP pour la défense de l'Union soviétique. Les Quatrième Internationalistes en Inde sont composés essentiellement d'ouvriers et ont gagné de plus en plus de militants syndicaux. Bien entendu, ils fonctionnent dans des conditions d'illégalité très difficiles. Quelques-uns des camarades indiens sont emprisonnés.

Ils publient un journal appelé *The Spark* — d'après *l'Iskra* de Lénine. Dans la formation de leur parti et comme guide pour sa méthode organisationnelle, ils essaient d'appliquer les enseignements de *Que faire ?* de Lénine ⁷¹.

La référence au journal attire l'attention sur le BMP de Chandravadan Shukla. Le Comité de Kathiawad du BMP (les partisans de Shukla à Bhavnagar) sortent une feuille en gujarati, *Tanbakha* (Etincelle). Le premier numéro

68. « A Letter from India », *Fourth International*, novembre 1942, pp. 345-346.

69. « India », *International Bulletin*, I, n°7, août 1941, p. 16. L'auteur est certainement Purdy.

70. *Labor Action*, 2 février, 23 mars et 19 octobre 1942.

71. « American Tells of Indian Workers' Organizations », *Militant*, 7 mars 1942.

déclarait que le BMP était la section indienne de la IVe Internationale et publiait en gujarati la « Lettre ouverte aux Travailleurs de l'Inde », de Trotsky ⁷².

La Lutte d'août et la « scission de 1942 »

A peine le BLPI avait-il été lancé qu'il était balayé par la Lutte d'août, le mouvement le plus insurrectionnel depuis la mutinerie de 1857. C'était un baptême du feu politique pour le BLPI. La lutte d'août avait un caractère massivement petit-bourgeois, de paroxysme explosif des étudiants, de la classe moyenne urbaine et des masses rurales. Politiquement, le BLPI apparut comme l'extrême-gauche du mouvement ouvrier, s'acharnant sur la nécessité d'une perspective ouvrière.

La Lutte d'août polarisa la direction du parti. L'aile opportuniste du vieux LSSP se rebella, conduisant à une scission de fait. Ce qu'on appelle souvent « la scission de 1942 du LSSP », se déroula en réalité en Inde et fut précipité par la Lutte d'août. Il s'agissait au fond d'un combat sur la question de savoir quel type de parti dirigerait la lutte indienne pour la libération -révolutionnaire prolétarien ou radical petit-bourgeois ?

Le Soulèvement « Quittez l'Inde »

L'avance rapide du Japon à travers le Pacifique et en Birmanie transforma la politique indienne. Le Congrès, encouragé par les difficultés britanniques, passa du soutien conditionnel à l'opposition ouverte, cherchant à arracher de force un accord avec l'impérialisme. Le 8 août 1942, le Congrès lança une campagne de masse de désobéissance civile pour faire pression sur les Britanniques pour qu'ils « quittent l'Inde ». Les Britanniques furent pris de panique. Dans les douze heures, tous les dirigeants importants du Congrès furent en prison ou en route pour y aller. Les nouvelles des arrestations jetèrent des milliers dans les rues de Bombay. Des barricades furent dressées. Des foules se battirent contre la police. La Lutte d'août avait commencé.

De Bombay, les protestations se répandirent comme un feu de broussailles. Les bâtiments gouvernementaux furent incendiés, les rails arrachés, les postes de police attaqués. Des grèves éclatèrent spontanément. Littéralement, des millions d'Indiens chantèrent « Inkilab Zindabad » — Vive la Révolution ! Mais il n'y avait pas de direction révolutionnaire. Les étudiants radicaux se lancèrent tête baissée dans l'avant-garde. Les socialistes du Congrès devinrent les dirigeants à la base. Les dirigeants du Congrès déplorèrent la violence tandis que staliniens et roystes s'opposaient activement à la lutte, prévenant les ouvriers qu'il leur fallait se débarrasser de la « 5e colonne » et désignant les

72. « The Imperialist War and its Consequences Sharpen the Old and New Contradictions in India », *Tanakha*, I, 1, nd.

militants à la police. Ainsi, dans le critique round d'ouverture, le puissant prolétariat de Bombay — 300 000 ouvriers avec des traditions militantes de lutte fortement concentrés dans de grandes usines — resta passif sur la touche. Si les bataillons du travail s'étaient jetés dans la lutte, les soviets auraient été à l'ordre du jour.

Il n'est pas douteux que les paysans auraient soutenu le pouvoir ouvrier dans les villes. En fait, après le soulèvement initial dans les villes, la lutte se répandit et s'intensifia dans les villages de l'Inde tout entière. Dans certaines régions comme le Bihar, les paysans chassèrent la police et mirent sur pied de petits gouvernements « Raj Congrès ». On ouvrit les prisons. Parfois les prisonniers du Congrès ainsi libérés dénoncèrent la violence et retournèrent volontairement dans leurs cellules. Les représailles furent rapides et sauvages. Des milliers furent tués avec les charges de police, le déploiement des troupes et des tanks, l'envoi de l'aviation de combat contre les villages. Partout la lutte fut refoulée dans la clandestinité. La direction, concrètement, était aux mains des radicaux petits-bourgeois, notamment les socialistes du Congrès, le Forwards Bloc de Bose et autres éléments de gauche qui recouraient à l'aventurisme militaire, au sabotage, au terrorisme, dans un effort futile pour soutenir les luttes rurales éparpillées et faire revivre le mouvement dans les villes. Les socialistes du Congrès pressaient les ouvriers de quitter les usines et de retourner à leurs villages d'origine. Leurs luttes, bien que souvent courageuses, étaient des gestes impuissants de rage ou de sacrifice, n'ayant rien de commun avec une perspective révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière. Incapables de diriger la classe ouvrière, les socialistes du Congrès s'efforçaient de la contrôler.

Intervention du BLPI

Les trotskystes plongèrent dans la lutte, essayant de la diriger politiquement et tactiquement. Le BLPI n'était pas encore prêt à intervenir sur la base de l'Inde tout entière, même comme ligue de propagande et moins encore comme parti de combat. Il sortit un tract à Bombay le 9 août (le jour où la lutte éclata), promettant de soutenir « toute action de masse que le Congrès pourrait entreprendre contre l'impérialisme britannique », tout en avertissant que « le Congrès, qui est dominé par les intérêts bourgeois indiens, agit dans toutes les situations critiques comme l'instrument de la bourgeoisie indienne ». Il posait le problème-clé d'enflammer la révolution agraire dans la *lutte pour le pouvoir* :

« Les mots d'ordre d'abolition de la grande propriété sans indemnité et d'annulation de la dette paysanne doivent être les mots d'ordre dirigeants de la lutte. Pas seulement la campagne « pas d'impôt » contre le gouvernement, mais aussi la campagne « pas de loyers » contre tous les grands propriétaires : il faut commencer sur la base la plus large possible, conduisant à la prise du pouvoir par les comités paysans. Tenant

entre leurs mains les centres nerveux de l'économie, les ouvriers étaient en position de porter les coups les plus rudes à l'impérialisme.. Une grève générale politique de masse contre l'impérialisme britannique paralysera et arrêtera tout le mécanisme soigneusement construit de l'administration impérialiste. Les soldats indiens qui sont des paysans sous l'uniforme ne peuvent pas ne pas être affectés par la lutte agraire contre le système de la grande propriété et l'impérialisme »⁷³.

D'autres tracts appelaient à former des comités de grève et organiser des gardes de défense ouvrière. Le parti dirigea aussi une propagande bien orientée vers les troupes britanniques et américaines, leur montrant comment leurs sentiments antifascistes « étaient pervertis pour servir les impérialistes ». Le BLPI stigmatisa le PCI comme « entremetteurs et rabatteurs » au compte de l'impérialisme, tout en lançant le mot d'ordre de « Défendre l'Union soviétique »⁷⁴.

A Bombay, l'intervention du BLPI était limitée à la propagande, puisque le parti n'y avait pas encore de racines. A Calcutta pourtant les trotskystes avaient une histoire dans la fédération provinciale du Bengale des étudiants et d'autres groupes étudiants, et ils furent capables d'organiser des manifestations. A Madras et Madura, les trotskystes prirent part aux grèves et manifestations, faisant leur propagande en tamil. De nombreux militants furent ainsi gagnés au BLPI.

Nombre de membres du BLPI furent arrêtés et emprisonnés pendant les premières semaines, quand les Britanniques frappaient férocelement le mouvement. Kamalesh Banerji fut arrêté en septembre et gardé sans procès pour la durée de la guerre. Indra Sen fut interné à son domicile loin de Calcutta. Onkarnath Shastri fut arrêté à Kanpur. La majorité des samasamajistes échappèrent à l'arrestation mais ils risquaient à tout instant d'être découverts. Tout voyage était dangereux, les communications d'une région à l'autre restreintes.

Les staliniens aussi essayèrent haineusement d'écraser le BLPI. Le PCI calomniait les trotskystes en les traitant de « criminels et bandits qui aident les fascistes » en appelant « à des grèves, le sabotage, des émeutes de la faim et toutes les formes d'anarchie » et « en essayant de semer le trouble dans les industries de guerre »⁷⁵

« Les traîtres trotskystes, affirmait le PCI dans une résolution de sa conférence de 1943, doivent être traités par tout Indien honnête comme les pires ennemis de la nation, chassés de la vie politique et exterminés »⁷⁶.

73. Tract cité dans « News from the Bolshevik Leninist Party », *Fourth International*, juillet 1943, p. 221.

74. Cité dans « News from the BLP », *Fourth International*, juillet 1943, p. 221.

75. *People's War*, 7 mars, 4 juin et 13 septembre 1943.

77. Cité dans Madhu Limaye, *Communist Party : Facts and Fiction*, Hyderabad, 1951, pp. 48-49.

Il ne s'agissait pas d'une vaine menace. Des staliniens de Ceylan furent amenés aux Indes pour la chasse aux samasamajistes, et des indicateurs du PCI donnèrent les militants à la police pendant la guerre ⁷⁷.

Les Leçons de la Lutte

Obligé de passer dans la clandestinité, le BLPI utilisa ses revues-*Bolshevik-Leninist* publié à Bombay et *Permanent Revolution* qui venait de sortir à Calcutta — pour tirer les leçons de la Lutte d'août, pourquoi elle avait été battue, et ce qu'il fallait faire pour vaincre la fois prochaine. C'était une énorme réalisation que de seulement maintenir une presse clandestine dans des conditions comparables à celles de l'Europe sous l'occupation nazie. Ces organes furent parmi les meilleurs produits par les trotskystes, où que ce soit, pendant la guerre.

Le BLPI en venait tout droit à la question-clé du pouvoir :

« Le fait est, que au début même du soulèvement, quand l'impérialisme prit l'offensive contre lui, la question du pouvoir fut automatiquement posée. L'effort pour manifester devint immédiatement la lutte pour la rue. Cela menait droit au heurt contre ces instruments de l'Etat impérialiste, la police et les militaires. On ne pouvait l'emporter sans direction puissante et sans *action de masse organisée*. C'est malheureusement dans ce domaine que le mouvement avait les manques les plus graves. En conséquence il n'alla jamais au-delà de manifestations politiques violentes et quand il reçut de plein fouet la répression d'Etat organisée, il s'effondra » ⁷⁸.

Ce dont on avait besoin de façon pressante, continuait-il, c'était que la classe ouvrière se mobilise à la tête de la nation insurgée. Du fait de l'emprise des staliniens sur les ouvriers, la question brûlante de l'heure était « comment court-circuiter la direction officielle des organisations de la classe ouvrière et accéder aux masses ouvrières ».

Le BLPI polémiquait agressivement contre les socialistes du Congrès et autres partis petits-bourgeois qui étaient apparus comme dirigeants :

« Le besoin suprême de l'heure, c'est la mobilisation et la consolidation des éléments révolutionnaires du pays sous la direction de l'avant-garde du prolétariat qui est

77. Pour des preuves nombreuses de la collaboration du PCI, voir les séries d'Arun Shourie dans *Illustrated Weekly of India*, 18, 25 mars, 1er, 8 avril 1943.

78. Gafur Khan, « Lessons of the First Phase of the Anti-Imperialist Struggle », *Permanent Revolution*, janvier 1943, p. 7.

seul capable de mener une lutte sans compromis. Nous en appelons aux révolutionnaires déçus par les vacillations du Congrès et les oscillations des radicaux petits-bourgeois à rejoindre nos rangs. Les autres partis de gauche, notamment le CSP, sont par essence des organisations centristes. Le centriste n'a pas sa place entre deux camps irréconciliables. Les programmes de ces partis ne diffèrent nullement de celui du Congrès. Le leur est seulement un nationalisme agressif. Ce qu'il nous faut avant tout, c'est un programme qui reflète les besoins et aspirations des millions d'exploités. Le programme du parti bolchevik-léniniste est le programme des masses ⁷⁹.

Ainsi le BLPI prenait-il une position de classe ferme face aux énormes pressions petites-bourgeoises. S'il y avait un point faible, c'était au niveau littéraire une certaine abstraction. Toute la situation avait réclamé une tactique immédiate, agressive, de front unique dirigée vers les socialistes du Congrès, le Forward Bloc et les militants du Congrès qui voulaient une lutte anti-impérialiste.

La « scission de 1942 »

La Lutte d'août exaspéra les divergences qui frémissaient déjà parmi les samasamajistes. La décision de 1941 de lancer un parti indien avait ouvert des fissures dans les rangs et la direction du LSSP. Philip Gunawardena et N.M.Perera s'opposaient à toute l'aventure BLPI, assurant que les trotskystes en Inde devraient rejoindre les socialistes du Congrès plutôt que de former un groupe trotskyste ⁸⁰. Gunawardena et Perera menèrent la révolte au nom de l'Opposition ouvrière. Les samasamajistes pro-BLPI formèrent la fraction bolchevik-léniniste. Evidemment Gunawardena/Perera avaient un soutien significatif dans les rangs et à la périphérie du vieux LSSP ⁸¹. A Ceylan, une conférence du parti fut convoquée en 1943 et l'Opposition ouvrière eut plus de voix que les bolcheviks-léninistes.

Gunawardena expliquait que le BLPI avait été « lancé avec une insuffisante préparation par des éléments politiques manquant de maturité et peu sûrs » qui n'« étaient rien d'autre que des romantiques ». Citant la « Lettre ouverte de aux Travailleurs de l'Inde » de Trotsky (1938), Gunawardena argumentait :

« Les trotskystes de l'Inde n'ont pas suivi le conseil du camarade Trotsky d'entrer dans le CSP et autres organisations de masse. S'ils l'avaient fait, alors, pendant la lutte

79. « The Indian Struggle », *Permanent Revolution*, avril/juin 1943, p. 56.

80. Un document interne postérieur fait référence à un texte interne de cette époque, signé Gunawardena et Perera disant que le trotskysme était « trop avancé » pour les ouvriers indiens. Voir V. Chester, « The Grave-Diggers of the BLPI », *Internal Bulletin*, III, n°1, 1er mars 1948, p. 19.

81. Comme le relevait un analyste, « la base du parti cependant était largement hostile au projet de BLPI », D.S.Weerawardana, *Ceylon General Election 1956*, Colombo, 1960, p. 61.

de 1942-1943, nous aurions pu avoir popularisé les principes et le programme du trotskysme et gagner au drapeau de la IV^e Internationale tous les authentiques révolutionnaires dans le CSP et autres organisations de masse. Nous aurions pu participer avec les socialistes du Congrès aux activités de masse de cette lutte. Le CSP a gagné son influence en participant et en dirigeant des actions de masse »⁸².

Trotsky pressait les révolutionnaires indiens de « participer activement » au CSP, pas nécessairement d'y entrer. Il évitait délibérément des conseils tactiques spécifiques, à cause de son manque général de familiarité avec la scène indienne⁸³. En tout cas, l'idée de Gunawardena de « participation active » était bien différente de celle de Trotsky. Gunawardena embrassait sans la moindre critique les bandes guerilleras petites bourgeoises (socialistes du Congrès, Forward Bloc, etc.) Dans un article de 1943 du *Bolshevik-Leninist*, il mangeait le morceau :

« Les bolcheviks-léninistes ne désavouent aucune forme de lutte. Ils ne font pas la leçon aux masses révoltées. Ce sont des étudiants à leur cours de pratique. Ils croient que tout ce qui est spontané est nécessaire. Ils essaient de donner une expression consciente au processus qui se développe spontanément dans les masses. Le BLPI soutient sans réserves la lutte des masses contre l'impérialisme britannique, y compris les actes de sabotage auxquels participent les masses »⁸⁴.

Gunawardena concluait : « C'est la tâche du parti de la classe ouvrière de donner une direction à ces révoltes paysannes éparpillées en y participant réellement ». En d'autres termes, le BLPI devait emprunter non la voie de Lénine et des bolcheviks, mais celle du parti russe des s.r. sous le tsarisme.

Doric de Souza, jeune dirigeant de la fraction bolchevik-léniniste, écrit une polémique à peine voilée contre Gunawardena dans *Permanent Revolution* :

« Certaines limites sont données à cette « participation réelle » par le degré de développement du parti, l'étendue et la dimension de la lutte de la classe ouvrière elle-même. « La participation réelle » dans les conditions données actuelles se limite à la propagande en faveur de mots d'ordre agraires audacieux (propagande par tous les moyens, y compris le travail à l'intérieur et l'influence sur les organisations de masse paysannes), mettant en avant les problèmes sociaux de la campagne, le caractère de la grande propriété, le transfert de la terre au cultivateur, l'abolition de la dette rurale, etc. En l'absence de lutte prolétarienne à une échelle révolutionnaire dans les villes de l'Inde, aucun parti ne peut « apporter la direction de la classe ouvrière » artificiellement

82. D.P.R. Gunawardena, « Bolshevik Leninists Should Enter Immediately the Socialist Party of India (CSP) », *Internal Bulletin* I, n°2, mars 1947, p. 2. Quoiqu'ultérieur, il ne fait que réitérer la position originale de Gunawardena.

83. Stanley Plastrik rappelait que Trotsky avait même été très réticent à écrire la Lettre ouverte pour cette raison, entrevue avec Stanley Plastrik, *New York*, 7 décembre 1974.

84. Rup Singh (Philip Gunawardena), *Bolshevik Leninist*, février 1943. Ce passage sélectionné par Doric de Souza n'apparaît pas dans l'article de Rup Singh, « The August 1942 Struggle », *Fourth International*, octobre 1944, pp. 309-314.

dans la lutte au village : dans un tel processus un parti ne ferait que se dé-classer lui-même comme c'est arrivé au P.C. de Chine devenu un parti paysan à partir des années 1926-1929... La méthode du sabotage porte clairement l'empreinte du petit bourgeois et ne constitue nullement un défi pour les rapports de propriété de l'ordre établi »⁸⁵.

Au fond, Gunawardena/Perera se révoltaient contre le BLPI en tant qu'organisation « dure », centraliste-démocratique. Dans un parti social-démocrate doux (le LSSP d'avant-guerre, le CSP), ils auraient pu poursuivre leurs appétits opportunistes (respectifs). Bien que les divergences aient porté ostensiblement sur la « tactique », il est clair en réalité que cette scission était analogue à la division initiale bolcheviks-mencheviks sur la question d'organisation. Philip Gunawardena, « le père du marxisme à Ceylan », avait été corrompu dans le LSSP. Il avait mis un masque nationaliste-populiste sur son visage pendant quatre ans au Conseil d'Etat, et ce masque était devenu son visage.

Comme d'autres l'ont observé auparavant, Philip Gunawardena était toujours d'un pas en avance sur les autres. Dans sa meilleure période, il fut le premier à devenir trotskyste et les autres le suivirent. Dans sa descente, il chercha à liquider le LSSP dans le CSP en 1942 et ses adversaires appliquèrent cette même ligne six ans plus tard. Il ressuscita en 1945 l'« ancien » LSSP, les bolcheviks-léninistes le rejoignirent en 1950. Il rejoignit le premier front populaire dans les années cinquante et les autres le suivirent en 1964.

Répression policière et défection des cadres

La lutte à Bombay s'arrêta brusquement quand, en juillet 1943, la police, agissant sur la base d'informations données par un stalinien infiltré dans l'un des cercles d'étude de N.M. Perera, effectua des descentes à des résidences de membres du BLPI à Bombay et Madras⁸⁶. A Bombay, Philip et Kusuma Gunawardena et Bernard Soysa furent arrêtés. Perera fut pris à Ahmedabad. A Madras, Robert Gunawardena, Lionel Cooray et Reggie Senanayake furent arrêtés. Les samasamajistes furent expulsés et emprisonnés à Ceylan. Il y eut encore plus d'arrestations (une demi douzaine de cadres à Bombay) plus tard en juillet.

L'expérience de N.M. Perera en prison est typique :

« Pour se protéger des odeurs écoeurantes émanant des toilettes, il fut obligé de commencer à fumer. En quatorze jours, il perdit cinq livres. Il était bouclé avec des cri-

85. S. Livera (Doric de Souza), « Working Class Leadership of the Peasantry », *Permanent Revolution*, janvier/Mars 1944, pp.6,7,9.

86. « Police Raid Trotskyist Centres in Bombay and Madras », *Permanent Revolution*, juillet/septembre 1943, p. 27, et « The Stalinist-Police Alliance - The Summit of Popular Frontism », *Permanent Revolution*, janvier/mars 1944, p. 21.

minels qui souffraient de toutes sortes de maladies transmissibles, de la typhoïde à la lèpre et aux maladies vénériennes. Le riz était poussé dans la cellule par une ouverture métallique et ramassait rouille et poussière avant d'atteindre les mains des prisonniers⁸⁷. »

Le BLPI avait été frappé par deux coups au corps — d'abord les arrestations pendant le Mouvement d'août, et celles-ci. L'unité de Bombay était dans un triste état. Indra Sen fut envoyé du Bengale où il enfreignit son arrestation à domicile à Bombay pour essayer de sauver quelque chose⁸⁸.

Pour tout aggraver, après les arrestations de Bombay, Chandravadan Shukla fit défection du parti, emportant avec lui la presse à imprimer et le *Bolshevik-Leninist*. Depuis l'origine, son adhésion au BLPI, il avait protégé sa presse et tenté de conserver son contrôle sur ses partisans au Gujarat, qui continuaient à utiliser le sigle BMP⁸⁹. Rencontrant des trotskystes britanniques quelques années plus tard, Shukla devait admettre que ces divergences étaient essentiellement personnelles :

« La scission se justifiait essentiellement sur un terrain personnel, c'est-à-dire que la résolution du BLPI de placer la presse sous le contrôle du comité de district de Bombay se reflétait sur la capacité du camarade Shukla à la faire fonctionner. Les postes dans le parti étaient monopolisés par les camarades de Ceylan, etc. Il faut ajouter la dangereuse partialité manifestée en faveur de la fraction Opposition ouvrière par le groupe du Centre dirigé par le camarade Tilak [Leslie Goonewardene], ma certitude que la fraction Opposition ouvrière était une tendance anti-bolchevique qui était sur le point de s'emparer du parti »⁹⁰.

La question de savoir si oui ou non Leslie Goonewardene a été « doux » avec Gunawardena / Perera n'est pas claire. Il faut noter qu'indépendamment de ses autres divergences, Shukla avait une rancune personnelle contre Philip Gunawardena qui l'avait autrefois physiquement agressé dans une réunion du comité de rédaction du *Bolshevik-Leninist* dans l'appartement de Leslie Goonewardene⁹¹.

Après les raids policiers de juillet 1943, Shukla recommença à fonctionner de façon indépendante au nom du BMP. *Permanent Revolution* du BLPI dénonçait « le vol de la presse du parti à ce moment critique par un groupe d'aventuriers politiques sans scrupules, le soi-disant Bolshevik Mazdoor

87. E.P. De Silva, *op.cit.*, p. 323.

88. Entrevue avec Indra Sen, Calcutta, 17 janvier 1974.

89. Entrevue avec Chandravadan Shukla, Bombay, 12 juin 1974. Un numéro de *Inkilab*, II, n°11 ; juillet 1942 faisait référence au « Bolshevik Mazdoor (Leninist) Party of India », un autre (*Inkilab*, II, n°13, 20 novembre 1942, utilisait le nom « Gujarat Branch of the BMPI ». *Inkilab* faisait de la publicité pour *Bolshevik* comme organe théorique du BMP.

90. D(ouglas) G(arbutt), « Report on the Fourth International Movement in India », p. 15.

91. Entrevues avec Chandravadan Shukla, Bombay, 23 décembre 1973 et 12 juin 1974, et avec Indra Sen, Calcutta, 17 janvier 1974. Cet incident fut corroboré par Leslie Goonewardene dans une lettre datée du 30 avril 1975.

Party »⁹². Le BMP n'avait aucune divergence visible avec le BLPI. Shukla continua à sortir régulièrement journal et tracts d'agitation⁹³. Le BMP recruta un certain nombre d'étudiants et d'intellectuels, tandis que le BLPI essayait de reconstruire une unité à Bombay, une fois de plus laminée par les arrestations début 1945⁹⁴.

Les trotskystes Mazdoor de Purdy

Le BLPI eut également à lutter contre Murray Gow Purdy à Bombay. Après la constitution du BLPI, Purdy riposta en formant son propre groupuscule, le Mazdoor Trotskyist Party of India. Il avait recruté une poignée de gens dévoués, généralement d'excellents révolutionnaires subjectivement et organisateurs ouvriers très militants. B. Mallikarjun Rao était venu d'Andhra à Bombay en 1937, avait fréquenté le Collège Sydenham, était devenu secrétaire adjoint du syndicat Kamgar Birni de Bombay (usines textiles), alors le syndicat le plus important tenu par le PCI et avait travaillé aussi pour le *Free Press Journal* et le *Bombay Chronicle*⁹⁵. Après avoir rejoint le groupe de Purdy il alla à Hyderabad où il fut un dirigeant important dans la construction d'un syndicat important et militant de cheminots. Sitaram B. Kolpe travailla aussi comme journaliste pour le *Free Press Journal* et devint un dirigeant du syndicat pan-indien des journalistes. Murlhidar Parija, qui avait obtenu une copie du programme de Purdy de 1938 d'un vieux-bolchevik russe qui travaillait aux docks de Bombay, devint un des dirigeants du Syndicat des Travailleurs de l'ingénierie⁹⁶.

En mai 1942, Purdy publia le projet de programme du MTP⁹⁷. Il était nettement d'un ton en-dessous, sans la rhétorique de la violence, et il avait abandonné sa théorie favorite de l'avant-garde des Harijan. Il était toujours hostile au BLPI :

« Le Mazdoor Trotskyist Party n'a aucun lien avec la RSL de Calcutta ou le BLPI qui est formé d'à peu près les mêmes personnes sous un autre nom, ni avec d'autres de ses subdivisions comme le groupe qui s'intitule Bolshevik Workers Party. Ces trois groupes de petits-bourgeois sont fondamentalement identiques et du point de vue organisation, sont liés aux capitalistes LSSP de Ceylan. Nous, trotskystes, n'avons rien à voir

92. « To Our Readers », *Permanent Revolution*, juillet/septembre 1943, p. 265.

93. *Sampurn swatantrya ke liye* (Pour l'indépendance complète), tract BMP, 26 janvier 1944.

94. *Sampurn swatantrya ke liye* (Pour l'indépendance complète), tract BMP, 26 janvier 1944.

95. « Comrade Mallikarjun Rao », *Marxist Outlook*, Bombay, avril 1966, pp. 22-25.

96. Entrevue avec Murlhidar Parija, Bombay, 14 décembre 1973.

97. *The Mazdoor Trotskyist Party of India. Draft Programme*, Calcutta, 15 mai 1942.

avec ce parti « socialiste » bourgeois qui, jusqu'à récemment, avait dans son comité un multi-millionnaire et aujourd'hui encore y a des gens très riches »⁹⁸.

En dépit de toutes ses prétentions trotskystes, le programme révisé de Purdy ne portait nulle trace du *Programme de transition* de Trotsky et, en comparaison du programme du BLPI, il était trop simpliste. Le MTP sortit un journal clandestin en anglais avec le titre hindi *Kranti* (Révolution)⁹⁹. Purdy publia aussi un livre sur l'Afrique du Sud¹⁰⁰.

Purdy passa dans la clandestinité au moment de la lutte « Quittez l'Inde ». Il appela à « des comités de *satyagraha* révolutionnaire », un oxymoron¹⁰¹, puisque *satyagraha* signifie « non-coopération pacifique ». Ses partisans appliquaient son exhortation initiale à la violence révolutionnaire. Ambiba Singh, un ancien terroriste qu'il avait recruté, conduisit des paysans armés dans des heurts avec la police à Jaunpur et Sultanpur, fut condamné à mort, relâché plus tard sous la pression populaire¹⁰². A Secunderabad, Mallikarjun Rao fut l'un des dirigeants d'une grève des chemins de fer et les Purdystes évidemment impliqués dans des sabotages.

Avec le reflux de la Lutte d'août, les gens de Purdy donnèrent dans les « expropriations révolutionnaires », comme certains révolutionnaires russes après la défaite de la révolution de 1905. Lors de l'une d'elles, vers la fin de la Guerre, Purdy et un certain Edward Dennis Gee attaquèrent un diamantaire et emportèrent argent et or pour plus de 180 000 roupies, une grosse somme, même à présent¹⁰³. Ils furent pris, condamnés à dix ans d'emprisonnement rigoureux et incarcérés dans la prison d'Arthur Road à Bombay. Pendant le procès, Purdy s'évada de façon spectaculaire et se cacha une semaine durant dans une hutte, déguisé en musulman.

De retour en prison, Purdy, son camarade Mallikarjun Rao et deux autres tentèrent l'évasion, mais échouèrent. Purdy fut envoyé à la prison d'Yeravada dans le Poona, où il resta jusqu'à l'indépendance en 1947. Ces trotskystes n'étaient pas des mauviettes.

98. *Ib.* appendice.

99. Entrevue avec Sitaram B.Kolpe, Bombay, 19 juin 1974 ; je n'ai jamais vu d'exemplaire de *Kranti*.

100. M.G. Purdy, *The South African Indian Problem, a Revolutionary Solution*, Bombay, 1943.

101. Un oxymoron, en français comme en américain, est une figure de rhétorique consistant à assembler des mots apparemment contradictoires.

102. Entrevues avec Murlhidar Parija, Bombay, 23 décembre 1973 et Mahendra Singh, Varanasi, 2 janvier 1974.

103. « Property Found With Purdy », *Times of India*, 6 mars 1946, « Two Years Jail for Purdy », *ib.* 1er mars 1946, et « Ten Years R.I. for Purdy », *Free Press*, Bombay, 18 février 1946.

Les sinistres années clandestines

Le reflux après la lutte d'août ouvrit une noire période de réaction, de démobilitation et de mort. Les Britanniques écrasèrent le mouvement avec un esprit de vengeance et on vit alors prévaloir une démoralisation générale et l'apathie politique. En 1943, la famine frappa le Bengale et il y eut des millions de morts. Comme l'économie de guerre se resserrait, l'inflation rampante et la pénurie générale frappaient les bureaucrates du Congrès. Des organisations communalistes comme la Ligue musulmane (patronnée par les Britanniques contre le Congrès) et l'Hindu Maha Sabha, grossissaient tandis que les rangs syndicaux s'effiloçaient.

Une fois de plus, la droite du Congrès chercha un compromis. Début 1944, Gandhi offrit de soutenir la guerre en échange de la représentation du Congrès dans un gouvernement national sous l'impérialisme. Le PCI applaudit, parce que c'était en substance la même chose que son « gouvernement national pour l'unité nationale et la défense nationale ». Ainsi, indépendamment du fait que le PCI rejoignait ou non le Congrès ou obtenait des sièges dans ce gouvernement, ce serait clairement un front populaire, une resucée des Ministères du Congrès de 1937-1939, en plus réactionnaire. Non seulement Gandhi avait abandonné l'appel à l'indépendance indienne, mais il offrait d'aider à gouverner le pays pendant que les troupes indiennes aidaient à restaurer le pouvoir britannique en Birmanie. Non seulement le Congrès soutenait maintenant la « Constitution d'esclave » mais il se voulait géolier des militants de la Lutte d'août. La plupart des gens de sa gauche étaient déjà en prison et Gandhi appelait maintenant les fugitifs à se rendre.

Survie et progrès dans la clandestinité

Le travail du BLPI pour la durée de la guerre devait être effectué dans des conditions d'illégalité de fait. Les unités de Calcutta, Bombay et Madras fonctionnèrent de façon autonome. Après l'arrestation d'Onkarnath Shastri en 1943, tout contact fut perdu avec ses partisans, dans les UP et au Bihar. En juin 1943, le comité provisoire du BLPI appréciait sobrement la conjoncture et réaffirmait que la construction du parti était « la tâche urgente »¹⁰⁴.

A Bombay, l'unité allait clopin-clopant et le moral était bas. On travailla un peu dans le syndicat de Kamgar Girmi contrôlé par le PCI, mais les syndicats déclinaient. Le BMP de Shukla capitalisa sur la base des faiblesses du BLPI et recruta des étudiants. A Calcutta, maintenant le centre du parti, on gagna un modeste point d'appui dans les usines textiles de la périphérie, mais sans bénéfice immédiat. Le travail étudiant dans le Congrès étudiant bengali fut plus

104. « The Present Political Situation and Our Tasks », *Permanent Revolution*, juillet/septembre 1943, p. 21.

productif, sous la direction de jeunes intellectuels bengalis très capables, Su-prova Roy, P.K.Roy. Le comité du Bengale continua de sortir *Permanent Revolution* et publia plusieurs brochures dans l'hiver 1943-1944¹⁰⁵.

Les gains les plus importants furent réalisés dans le Sud de l'Inde, à Madras et Madura où le travail avait été commencé par le samasamajiste Balasingham en 1941. Pendant la guerre, le BLPI développa des fractions dans les grandes usines Buckingham et Carnatic, base du syndicat ouvrier de Madras, le plus ancien syndicat reconnu en Inde. Le BLPI développa aussi une fraction dans les importants ateliers de chemins de fer MSM¹⁰⁶. La classe ouvrière de la province de Madras était politiquement arriérée mais très militante. Le Congrès dominait la politique ; sa gauche, socialistes du Congrès compris, n'existait virtuellement pas. Le BLPI avait un militant étudiant qui était membre du comité du Congrès de Madras. Il organisa et dirigea la première manifestation d'après 1942 à Madras et gagna un large soutien contre les tentatives du haut commandement local du Congrès de l'exclure comme trotskyste. Leslie Gownewardene, Hector Abhayavardhana et S.C.C. Antonipillai jouaient des rôles clés dans l'unité de Madras.

Première conférence du BLPI (1944)

Le BLPI tint sa première conférence pan-indienne à Madras, du 20 au 25 septembre 1944¹⁰⁷. Le parti discuta et adopta les thèses du Comité politique¹⁰⁸. Cette résolution traitait de la question clé d'un possible gouvernement national, correctement caractérisé comme « un gouvernement des exploités indigènes sous l'impérialisme britannique » et « une alliance des féodaux, de la bourgeoisie indienne et des impérialistes contre les masses ». Elle arguait : « Que les gens du PC soient ou non acceptés dans le Congrès, il constituera une agence pour le Congrès dans la classe ouvrière beaucoup plus efficace que n'a jamais été ou pouvait jamais être le CSP ». Mais la résolution ne caractérisait pas cet éventuel gouvernement national comme un projet pour un front populaire et ne disait pas clairement que le BLPI s'y opposerait. Elle disait simplement que le gouvernement national dénouerait la situation et « commencerait un changement dans l'état d'esprit des masses », ouvrant des possibilités pour des luttes

105. Les séries de la bibliothèque IVE Internationale du BLPI incluaient *Manifesto of the Fourth International of India* ; Trotsky, *Imperialist war and Revolutionary Perspectives* ; Trotsky, *Fourth International and the Soviet Union* ; Tilak, *From the First to the Fourth International* et Trotsky, *What is an Insurrection ?*

106. Entrevue avec S.Amarath, Bombay, 14 juin 1974.

107. « India », *Fourth International*, avril 1945, p. 126.

108. « The Present Political Situation in India. Theses of the Political Committee of Bolshevik Leninist Party of India and Ceylan adopted August 4, 1944 » *Fourth International*, octobre 1944, pp. 301-307.

renouvelées dans lesquelles le BLPI interviendrait. On peut lire cela comme un argument implicite pour quelque sorte de « soutien critique » au front populaire. En 1944-45, la campagne Congrès-staliniens pour un gouvernement national dominait la politique. Les socialistes du Congrès, les héros et les vétérans du mouvement maintenant répudié par le Congrès, étaient devant un dilemme. Si le Congrès devait entrer en fonction, le CSP devrait ou bien se rendre honteusement à la droite du Congrès et tenir son rôle dans la répression contre les masses, ou quitter le Congrès et passer dans l'opposition. Les dirigeants socialistes du Congrès avaient déjà donné leur réponse : dissoudre le CSP et embrasser simplement le Congrès. Le Congrès essayait déjà de mettre les syndicats indépendants et les conseils paysans dans l'état de son organisation. La bourgeoisie voulait être certaine que les soulèvements de 1937-39 ou 1942 ne se renouvelleraient pas.

Le mécontentement montait dans les rangs des socialistes du Congrès, surtout chez les militants recrutés pendant la Lutte d'août. D'autres groupes de gauche étaient au supplice : le RSP et le RCPI de Tagore ne voulaient pas condamner publiquement le pas du Congrès vers le gouvernement. Ce fut la première ouverture du BLPI. Il appela les rangs de la Gauche du Congrès à « combattre la droite sur la question de l'acceptation des fonctions »¹⁰⁹. Mais il n'exigea pas la rupture avec la bourgeoisie.

« Là où le Congrès a déjà accepté de prendre des fonctions ou de soutenir des ministères, nous devons insister pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Dans cet âpre combat, les forces progressistes doivent soutenir les gens de la base. Nous, bolcheviks-léninistes, nous donnons notre soutien entier à ces combattants dans leur combat contre la capitulation ...

Exigeons :

- libération immédiate de tous les prisonniers politiques.
- abrogation immédiate de toutes les lois répressives
- consolidation des forces de gauche dans ces luttes-là. »¹¹⁰.

Et si ces revendications étaient satisfaites ? La Gauche du Congrès resterait toujours un appui pour un gouvernement bourgeois, lui-même fragile façade de la domination impérialiste directe. Ce n'est pas aux trotskystes de consolider l'aile gauche d'un front populaire. Le BLPI aurait dû être opposant violent, dur comme la pierre, d'un tel projet, par principe, une position qui aurait été d'abord impopulaire, mais qui aurait montré la voie .

109. *Ministry-Makers and « Leftist »-Fakers*, BLPI, avril 1945, p. 7. Sous le nom d'Hemu Kalani., *Fourth International*, juillet 1945, pp. 199-200.

110. *Ministry-Makers*, op.cit., p.8.

Internationalisme

La faiblesse du BLPI sur ce point aurait dû être un clignotant de danger pour l'Internationale. Mais elle n'était guère à cette époque que la boîte aux lettres du SWP américain, qui essayait de combler la brèche et le fit dans l'ensemble avec compétence et même héroïsme, comme le montre le cas de ses courriers maritimes. Mais le SWP, qui avait perdu nombre de ses intellectuels talentueux dans la scission de Shachtman, ne fut pas toujours à la hauteur des défis politiques pendant et après la guerre. En fait, les dirigeants du BLPI valaient bien leurs camarades de New York et de Londres. L'internationalisme du BLPI fut exemplaire. Bien que clandestins, ses dirigeants contribuèrent efficacement à la vie de l'Internationale telle qu'elle existait. A plusieurs reprises — particulièrement la « Politique militaire prolétarienne » et le soutien de la Chine dans la guerre — c'est le BLPI qui alluma les clignotants et intervint.

Le comité de rédaction de *Permanent Revolution* s'opposa à la PMP adoptée par le SWP américain et le RCP britannique, écrivant très justement :

« Sur cette question, nos camarades d'Angleterre et d'Amérique doivent sérieusement reconsidérer leur mot d'ordre central d'entraînement militaire sous contrôle des syndicats, qui, dans le contexte de l'impérialisme, est une tentative frauduleuse d'introduire par derrière le défensisme militaire et pourrait donc conduire au social-patriotisme »¹¹¹.

Le SWP qui avait poussé trop loin la PMP l'abandonna en silence.

En 1943, Philip Gunawardena écrivit une polémique au rasoir contre le SWP qui avait sérieusement atténué son agitation anti-guerre, balayant les mots d'ordre léninistes, « le défaitisme révolutionnaire » et la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », sous la pression d'un désir excessif de protection et de conservation de sa légalité¹¹². Gunawardena, qui était lui-même allé en prison pour son agitation contre la guerre, présenta tous les bons arguments. Ainsi, quand ses appétits opportunistes ne faisaient pas obstacle, il pouvait paraître très orthodoxe, c'était un centriste, révolutionnaire en paroles, opportuniste en action.

Le BLPI participa également au débat sur la Chine, à savoir s'il fallait ou non continuer de soutenir la Chine après l'entrée des EU dans la guerre du Pacifique. La majorité de la IVe, autour du SWP américain, continua à soutenir la Chine, tandis qu'une minorité assurait que le combat de la Chine pour l'indépendance était désormais subordonné, militairement et politiquement, aux buts de guerre américains. Le mouvement trotskyste chinois fit scission sur

111. « Britain at the Crossroads », *Permanent Revolution*, janvier/mars 1944, p. 18.

112. Rup Singh (Philip Gunawardena), « Revolutionary Defeatism », *ib.* avril/juin 1943, pp. 39-44.

cette question. Initialement, la direction provisoire du BLPI reprit et reproduisit la position SWP / Q.I. malgré le désaccord de quelques cadres¹¹³.

Pourtant, à la conférence de 1944 fut adoptée une résolution qui disait :

« Pour les raisons d'interpénétration de la guerre sino-japonaise et de la Deuxième Guerre mondiale impérialiste, la subordination de la lutte de Tchoung King à la guerre réactionnaire des impérialistes anglo-américains et la conversion de son régime en canal de la pénétration économique anglo-américaine et contrôle politique, cette guerre qu'il dirige contre le Japon a été dépouillée de son contenu progressiste et ne peut donc être soutenue par des révolutionnaires prolétariens. »¹¹⁴

La position du BLPI sur l'avance de l'Armée rouge en Europe orientale reflétait un degré de pensée dialectique inconnu dans l'orthodoxie de la majorité comme dans le révisionnisme stalinophobe qui avait fait également surface¹¹⁵. Le BLPI resta solide comme un roc sur la question russe¹¹⁶.

C'est un tribut aux cadres du BLPI que ce jeune parti fragile ait non seulement survécu, mais grandi dans certaines régions. Il a porté haut le drapeau du trotskysme dans des conditions de répression et de privations proches de celles de l'Europe occupée. Il a gardé son orientation révolutionnaire, ouvrière, à travers toute la tempête du « Quittez l'Inde » et contre des dirigeants plus anciens qui voulaient quitter le navire. Il a reconnu la nécessité de commencer par une ligue de propagande, tout en essayant de se construire une base dans la classe ouvrière. Le BLPI a sérieusement essayé de fonctionner en tant qu'organisation démocratique-centraliste, bolchevique, ce qui était sans précédent aux Indes, même dans les débuts du PCI.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, le BLPI a pris toutes les initiatives possibles, quelques-unes très risquées, pour fonctionner comme un contingent discipliné de la IVe Internationale de Trotsky, Parti mondial de la révolution socialiste.

113. « American Intervention in China », *ib.*, janvier 1943, pp. 24-26. Pour l'opinion opposée, voir V.S. Roy, « China in the World War. A Review », *ib.*, avril / juin 1943, p. 46.

114. « China and the World War », *ib.*, octobre / décembre 1944.

115. « The Red army in Eastern Europe », *Fourth International*, avril 1945, p. 127.

116. « For the Revolutionary Defense of the Soviet Union », *Permanent Revolution*, avril/juin 1943, p. 54, et « The Russian Offensive », *ib.* janvier/mars 1944, pp. 19-20.

Les N^{os} 32 et 33 des *Cahiers Léon Trotsky* ont été réunis en livre, avec une préface de Pierre Broué, une bibliographie et des index des noms et des matières.

Les *Cahiers Léon Trotsky* proposent cet ouvrage d'introduction et de complément indispensable à la lecture des Oeuvres de Trotsky (nouvelle série) à des conditions exceptionnelles à leurs abonnés et à leurs lecteurs.

Notes de lecture

Philippe Dujardin (texte réunis et présentés par), *Du groupe au réseau. Réseaux religieux, politiques, professionnels*, Paris, Editions du CNRS, 1988, 234 p.

Ce livre est l'aboutissement d'une table ronde organisée les 24-25 octobre 1986 sur le thème : « Groupes et réseaux. Approches socio-historiques », intitulé qui laisse entrevoir dès l'abord que le titre retenu a sans doute été imposé par l'éditeur. Sa lecture le confirme rapidement puisque rien ne vient y étayer l'idée d'une quelconque antériorité du groupe sur le réseau. Cette publication, qui relève du programme de recherche que le centre de Politologie Historique (Université Lumière-Lyon 2) consacre à l'étude comparée des formules d'agrégation, invite le lecteur à un premier inventaire comparatif de différentes formules de mise en réseau et de leurs fonctions. Si les intervenants n'ont pas décliné, chacun dans son domaine, les avatars d'une même matrice, sachons leur gré de s'être écoutés les uns les autres et d'avoir fait effort pour répondre aux questions que leur adressait la déclaration d'intention de la table ronde.

Faisons enfin état de la tension, réelle, qui existe entre les contributions et la synthèse proposés par Ph. Dujardin, « Processus et propriétés de mise en réseau : débats, problématique, propositions », incontournable trait d'union entre les politologues, historiens et sociologues convoqués à l'élaboration du chantier.

Nous retiendrons ici la communication d'Olivier Balagna, intéressante au premier chef pour les lecteurs des *Cahiers*, « Réseaux d'intellectuels et organisation partisane dans la genèse du communisme français : l'exemple du Mouvement *Clarté* ». Il y contribue très utilement à saisir la nature du groupe *Clarté* qui se constitue en 1919 comme émanation de l'ARAC, évolue plus sous les coups de la bolchevisation du Parti communiste que de sa constitution au congrès de Tours en 1920, et dont le parcours s'achève en 1928 lorsque cesse de paraître *Clarté* et après que la période ait été marquée par un rapprochement avec les surréalistes.

Damien DURAND

OPPOSANTS A STALINE

l'Opposition de gauche internationale
et Trotsky
(1929 -1930)



Trotsky, expulsé d'U.R.S.S., arrive en Turquie en février 1929.

C'est un tournant décisif du mouvement communiste en pleine crise. En Union soviétique, les opposants de gauche sont en prison, dans les camps, « déportés » par milliers, à l'étranger, exclus des partis communistes.

Pour redresser l'Internationale communiste et ses partis, contre la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe : tel est le combat des communistes de gauche, qui tendent à se regrouper en fraction internationale, l'Opposition de gauche internationale.

Trotsky tout en regroupant, structurant et délimitant l'Opposition, poursuit sa réflexion sur l'évolution de l'U.R.S.S. à travers de nombreux articles et livres.

Les articles de Trotsky — lettres, textes, journaux —, des thèses, des photos, ont permis à Damien Durand de reconstituer cette première bataille d'une opposition communiste à Staline.

Prix en librairie :
150 frs

Prix C.L.T. :
98 frs +
10 frs de frais de
port.

Paul Ariès s'intéresse au processus de mise en réseau d'un groupe syndical à travers le cas du syndicat des Hospices Civils de Lyon.

J.-P. Bonhotal nous conduit, à l'aube du XX^e siècle, dans les groupes et réseaux de l'Action Catholique sur lesquels poussera une Action Catholique « spécialisée » par milieux sociaux, à la suite de la JOC en 1926-1927.

On appréciera que la communication de l'historien nord-américain G. Sheridan sur « Les réseaux de direction dans les associations sociales et non politiques des ouvriers en soie de Lyon (1860-1877) » soit l'occasion de l'ouverture d'un débat sur le thèse de l'individualisme méthodologique.

P. E.

Du nouveau sur Rakovsky pour les Soviétiques

Depuis la réhabilitation de Kh.G. Rakovsky avec les autres accusés du dernier procès de Moscou, et depuis l'information donnée par *Literatournaia Gazeta* du 4 mai 1988 sur la date de son exécution le 11 septembre 1941, à Orel, plusieurs articles lui ont été consacré dans la presse soviétique.

Dans *Novaja i novejsaja istorii*, n° 6, de juin 1988, a paru pp. 151-175, un article de V.Ia Grosoul intitulé « Kh.G. Rakovsky — révolutionnaire, diplomate, publiciste » (Kh.G. Rakovsky, révolutionnaire, diplomate, publiciste). L'article, qui s'appuie largement sur la thèse française de Francis Conte, consacre un nombre de pages important à la vie de Rakovsky avant 1917 et demeure plus discret sur sa période soviétique. Il ne « gomme » pas pour autant la période « trotskyste » du temps de la déportation, mentionne Astrakhan à défaut de Barnaoul et cite une phrase de la déclaration des dirigeants de l'Opposition en date du 27 août 1929 sur la nécessité d'une lutte menée par des millions d'hommes contre le bureaucratisme (Cf. *Cahiers Leon Trotsky* n° 6, p. 73).

Dans *Mejdunarodja Jizn* n° 12, de décembre 1989, pp. 99-104, l'historien bulgare Dimiter Stanishev consacre à Rakovsky un article un peu moins documenté, axé sur la même période et intitulé « Khristian Rakovsky : jizn i delo » (Khristian Rakovsky, vie et oeuvre). Ici aussi, on s'intéresse plus à Rakovsky avant la révolution russe, mais on ne se désintéresse pas de son combat oppositionnel. D. Stanishev cite même la déclaration de Rakovsky — avec Smilga, Radek et Mouralov — datée du 17 décembre 1927 au XVe congrès du parti, celle des oppositionnels qui refusent de se renier.

Que dire ? Que le verre est à moitié plein ? Ou qu'il est à moitié vide ? Non, que la vérité est en marche, et que, même si ses premiers pas sont modestes, ce sont des pas d'une importance extraordinaire, décisive et qu'il faut reconnaître comme tels.

P. B.

Pour vous aider à retrouver
les articles,
les auteurs, les thèmes,
les documents
les notes de lecture,
les repères biographiques,
publiés par les

Cahiers
LEON TROTSKY

depuis leur parution en 1979

la liste complète des
sommaires détaillés du
N° 1 au N° 39

A commander, maintenant, ou avec votre réabonnement,
aux Cahiers Léon Trotsky
20 frs, port compris.

Présence de Trotsky



« **La proue-espace garamont** »
vient de réaliser un travail d'**exposition**
particulièrement important pour promouvoir
le livre de Pierre Broué, *Trotsky*
qui vient de paraître aux éditions Fayard.

Grâce à l'Institut Léon Trotsky
et à Pierre Broué,
il a été possible de réunir
de nombreux **documents, photos,**
articles de journaux, lettre,
caricatures
couvrant l'ensemble de la vie de Léon Trotsky.

Présence de Trotsky

12 panneaux-affiches de 47 cm x 65 cm

retraçant en 8 chapitres
les différentes étapes de la vie de Trotsky :

- | | |
|---|---------------------------------------|
| 1. La jeunesse 1897 - 1905 | 5. L'exil 1929 - 1937 |
| 2. La révolution . . . 1905 - 1917 | 6. Dernier exil 1937 - 1938 |
| 3. Au pouvoir 1917 - 1923 | 7. L'assassinat 1940 |
| 4. Dirigeant de l'opposition
de gauche 1923 - 1929 | 8. Trotsky vivant |

Chaque panneau-affiche (47 x 65) contient :
une chronologie — des extraits d'oeuvres — des photos

Présence de Trotsky est une exposition réalisée par la Proue-espace
garamont de Lyon, et diffusée par l'Oral.

L'Oral (Office Rhône-Alpes du Livre) dans son rôle de coordination et de
promotion du livre, reproduit et diffuse les expositions les plus intéressantes
pour les faire tourner dans d'autres librairies, bibliothèques, ou centres culturels.
Cette exposition peut évidemment être acquise par des particuliers.

Bon de commande

à adresser à l'Oral, 1 rue Jean Jaurès, 74000 Annecy - Tél. 50 51 64 63

Nom

Structure

Adresse

..... Tél.

Passe commande de exemplaire(s) de l'exposition « *Présence de Trotsky* »
comprenant 12 panneaux-affiches + une bibliographie de Trotsky.

soit x 900 francs ttc + 20 francs de frais de port
(les affiches sont envoyées, roulées dans un carton-tube, par la poste.)

Ci-joint un chèque de confirmation de la commande.

Je désire recevoir une facture en exemplaire (s) pour faire procéder au
paiement.

Date

Signature

La Proue-espace garamont - 15, rue Childebert - 69002 Lyon - Tél. 78 42 09 43

Courrier des lecteurs

de Zbigniew Kowalewski.

Je me permets de vous écrire à propos de certains matériaux publiés ré-
cemment dans les *Cahiers Léon Trotsky*

1. Dans l'introduction au manifeste de Rioutine, il est dit qu'on ne peut
situer M.E. Ravitch-Tcherkassovsky. Il s'agit de Moisei Ravitch-Tcherkassy
(pas Tcherkassovsky), avant la révolution, militant — et un peu théoricien — du
Bund dans la ville de Tcherkassy (Ukraine), connu alors sous le pseudonyme
de Moisei Rabinovitch et, à partir de 1917, militant du parti bolchevique.

En 1923, Ravitch-Tcherkassy publia à la maison d'édition d'Etat de
Kharkiv un livre sur l'histoire du PC(b) d'Ukraine qui devait devenir une sorte
de manuel officiel. Sa thèse centrale était que le mouvement ouvrier en Ukraine
possédait sa tradition propre, différente de celle de Russie, marquée par
l'existence parallèle, au début du siècle, de trois courants révolutionnaires : le
Bund, la social-démocratie russe et le parti révolutionnaire ukrainien, et que le
parti bolchevique d'Ukraine se forma sur la base de la synthèse de deux grands
mouvements historiques — l'aile bolchevique de la social-démocratie russe et
les courants révolutionnaires de la social-démocratie ukrainienne et du parti
socialiste-révolutionnaire ukrainien. Ravitch-Tcherkassy affirma dans son livre
que l'adhésion, au printemps 1921, des communistes-borotbistes ukrainiens au
bolchevisme avait contribué à transformer ce qui était initialement un parti bol-
chevique *russe en Ukraine* en parti communiste *d'Ukraine*. En d'autres termes,
Ravitch-Tcherkassy posait l'idée que le PC d'Ukraine était un parti avec une
tradition et une identité propres, ancrées dans l'histoire et la réalité nationales
ukrainiennes, et pas une simple ramification ukrainienne du parti russe. Bien
que cela semble incroyable, en ces années-là, non seulement il était possible de
professer une telle opinion, mais d'obtenir pour elle l'aval de la direction du
parti de la république ukrainienne.

La situation politique de Ravitch-Tcherkassy fut dans cette période assez
paradoxe, parce qu'il faisait en même temps partie de l'équipe dite

« katerinoslaviennne qui contrôlait la direction du PC d'Ukraine. Les « katerinoslaviens » étaient connus pour leur hostilité, pendant la guerre civile, à l'idée d'une république soviétique d'Ukraine, du fait de leur ignorance extrême de la question nationale ukrainienne et de leur désir de conserver le bolchevisme comme un parti russe en Ukraine. Dans l'appareil d'Emmanouil Kvirring, leader des « katerinoslaviens » et premier secrétaire du PC(b)U, Ravitch-Tcherkassy fut directeur du sous-département de presse du CC. Kvirring fut destitué en 1925 et remplacé par Lazar Kaganovitch. La chute en disgrâce de Ravitch-Tcherkassy commença deux ans plus tard.

Appliquant les instructions directes de Staline, Kaganovitch lança en 1926 une campagne idéologique contre Mykola Khvylovy, militant bolchevique et brillant écrivain qui, chaque fois plus ouvertement, revendiquait l'indépendance de l'Ukraine soviétique. La victime suivante fut le protecteur de Khvylovy, Oleksandr Choumsky, commissaire à l'éducation de la république et vieux dirigeant borotbiste. En 1927, on accuse Ravitch-Tcherkassy d'avoir alimenté, avec sa théorie de la « double racine » du PC(b)U la « déviation nationaliste » de Khvylovy et Choumsky, et son livre fut condamné. Il apparut un manuel nouveau de l'histoire du PC(bv)U, polémique directement contre les thèses de Ravitch-Tcherkassy et écrit par Nikolai Popov (dont le livre sera plus tard condamné).

On ne sait pas grand chose de la destinée ultérieure de Ravitch-Tcherkassy. En 1930, il occupait un poste subalterne dans l'appareil culturel et écrivait sur la littérature ukrainienne de langue russe. En 1932, il fut exclu du parti pour activités contre-révolutionnaires. L'article de Vaksberg apporte un fait nouveau important à sa biographie politique : sa participation au groupe Rioutine qui explique les raisons de sa purge.

Il y a plusieurs années, j'ai remis à la BDIC à Nanterre les photocopies du livre de Ravitch-Tcherkassy en russe et de la version résumée du même en ukrainien, publiée en 1923, ainsi que la photocopie du livre contre Ravitch de Popov : ils sont dans le catalogue.

2. Maintenant, quelques observations à propos de l'article de Jean P. Joubert, dans les *Cahiers* n° 36 ; je crois qu'il aborde et contribue à élucider un problème extrêmement intéressant.

Dans la revue new-yorkaise en russe *SSSR : vnoutrennie protivcorechia*, n° 4, 1982, est apparu, reproduit, je crois d'un samizdat, un article très important d'Evgenii Gnedine, fonctionnaire dans les années trente du commissariat aux affaires étrangères et diplomate à Berlin. Gnedine révèle qu'après la prise du pouvoir par Hitler, dans le dos des autres dirigeants soviétiques, Staline et Molotov cherchaient avec insistance l'alliance avec Hitler et à cette fin maintenaient des contacts secrets avec les autorités nazies. Outre ses expériences personnelles, Gnedine s'appuie sur les sources occidentales, comme les mémoires de l'ancien diplomate allemand Gustav Hilger parus en 1953, *The Incompatible*

Allies. L'intérêt de l'article de Gnedine réside selon moi dans le fait qu'il confirme la thèse du camarade Joubert sur l'existence, après 1933, d'une lutte fractionnelle au sein de la direction soviétique quant à la politique allemande et apporte d'importantes informations et réflexions, sur ce thème. En outre, sur la base du témoignage de Hilger, il tend à confirmer que cette lutte s'est déroulée également dans les échelons inférieurs de l'appareil du pouvoir (voir ce que raconte Hilger sur sa visite à Kiev en 1935).

Bien que Gnedine ne le dise pas implicitement, je crois qu'on pourrait formuler l'hypothèse, qu'au cours des années 30, il existait au sein de la bureaucratie soviétique quelque chose comme un « parti allemand » dirigé par Staline, capitularde devant l'idéologie nazie, et que les intérêts de ce « parti allemand » étaient très liés avec ce qui se passait en URSS, y compris les événements capitaux comme les procès de Moscou.

En même temps, je crois qu'il est nécessaire de chercher autour du « parti russe » en Allemagne. Sur la base de mes propres recherches, j'ai l'impression qu'une enquête nous apporterait beaucoup sur Erich Koch, gouverneur nazi de Prusse orientale. Connue dans le NSDAP comme « Erich le rouge », c'était un vieux strassérien à tendances « national-bolchevistes », devenu homme de confiance de Bormann. L'opinion de David Marples (Cf. *Dialoh* n° 10, 1984), selon laquelle Koch, qui fut pendant la guerre germano-soviétique, Reichskommissar d'Ukraine, pourrait avoir été un agent stalinien, va incontestablement trop loin ou est trop primitive. Mais il est vrai qu'au sujet de ce personnage on raconte des choses très étranges et difficilement explicables, y compris le fait qu'il fut jugé plus tard en Pologne pour ses crimes, mais non pour ses crimes les plus importants qui avaient trait à ses fonctions en Ukraine, et que les autorités soviétiques ne montrèrent aucun intérêt pour son extradition et son jugement en tant que chef suprême de l'administration nazie en Ukraine.

En tout cas, pendant les années 30, Koch fut partisan de l'« alliance russe » et semble-t-il, admirateur du régime stalinien. Radek — selon Gnedine, sur mission de Staline — rencontra un émissaire de Koch en 1934. Hilger donne quelques détails intéressants là-dessus et surtout confirme que, pendant cette période, Koch « était généralement considéré comme l'un des rares dirigeants nazis de haut rang qui croyaient à un avenir amical des relations germano-soviétique ». Gnedine attribue beaucoup d'importance au fait que cette entrevue fut révélée au cours des procès de Moscou, quand on jugeait Radek, et suggère que Staline voulait ainsi détourner l'attention de sa propre implication dans les contacts avec Koch.

Ce qui m'a impressionné le plus dans l'article de Gnedine, c'est sa suggestion qu'il existait un rapport étroit entre les procès de Moscou et la recherche par Staline d'une alliance avec Hitler.

D'Al Richardson

« Reg Groves est mort le 17 mai 1988, Grandizo Munis le 4 février 1989, Colvin R. de Silva en mars 1989, Harry Wicks le 26 mars 1989. »...

« Dans l'article sur Groves, on date l'unification des trotskystes britanniques de 1936 alors qu'elle n'a pas eu lieu avant 1938 (Conférence de Paix et d'Unité) et Groves m'a dit que Cannon lui avait offert la direction de l'organisation s'il revenait au mouvement qu'il avait quitté une année plus tôt. Dans la notice sur Wicks, il est écrit qu'il était avec Groves dans la Marxist League qui publia plus tard *Red Flag* après avoir parlé du refus d'entrer dans l'ILP en 1933. C'est très confus. Le premier numéro de *Red Flag* est sorti le 1er mai 1933 alors que le groupe était encore unifié et s'appelait Communist League. La scission sur la question de l'ILP ne s'est pas produite avant décembre 1933 et la Communist League a gardé ce nom encore un an.

[...] L'omission de la célèbre campagne d'élection partielle de Aylesbury par Groves manque un peu de charité, pour ne pas dire plus, et la remarque sur sa position pacifiste est autre chose que naïve quand on réalise que l'ensemble RSL / groupe Militant a pris une position pacifiste dans la Deuxième Guerre mondiale en rejetant une partie du *Manifeste d'Alarme* de Trotsky de 1940 sur cette base ».

Départ

Jean Cavignac (1938-1989)

Jean Cavignac a été emporté le 14 juillet 1989 (jour de commémoration révolutionnaire !) par une tumeur au cerveau, après une lutte courageuse contre la maladie aux côtés de sa compagne Danielle, qui partagea pendant dix-huit années ses valeurs et ses engagements.

Né le 28 août 1938 à Périssac, petit village vinicole de l'Entre-Deux Mers, diplômé de l'Ecole des Chartes et licencié ès-lettres, devenu archiviste-paléographe, il obtint le poste, qu'il ne quitta plus, de Conservateur aux Archives départementales de la Gironde. Militant chrétien dans sa jeunesse, membre soixante-huitard du P.S.U., il s'adonna ensuite à une action sociale intense à Bordeaux même (il fut notamment un des fondateurs et animateurs de l'Association « Vivre au Grand Parc »), avant de rejoindre en 1971 *Lutte Ouvrière*, où il milita activement (jusqu'à un grave accident d'automobile). Sa découverte de l'action et de la pensée historique de Trotsky constitua un des éléments qui orienta sa vie personnelle, professionnelle et intellectuelle.

Eloigné de toute conception moyenâgeuse et élitiste du métier d'archiviste, il s'attacha à sauvegarder des documents et des témoignages divers du temps présent (notamment la mémoire locale du monde ouvrier). Ouvert à tous les sujets, il sut conseiller avec affabilité et compétence les « chercheurs » de toutes tendances. Attentif aux problèmes des personnels syndiqués de son administration, il voulut aussi que les Archives du Département deviennent un lieu de rencontre entre intellectuels : il créa et anima donc l'Institut Aquitain d'Etudes Sociales qui regroupe des érudits locaux participant aux sociétés savantes, des militants de tous bords, des étudiants et des enseignants, des archivistes. Favorable à une ouverture large au public du plus grand nombre de documents possibles (à l'opposé des séides étatistes de la « conservation »), il réalisa des expositions, participa à divers colloques, fut l'auteur d'innombrables articles (dont un dans le numéro 10 des *Cahiers Léon Trotsky*, « Les trotskystes espagnols dans la tourmente »). Initiateur de « cahiers spéciaux » (un traduit par lui de l'anglais sur la

république de l'Ormée de Bordeaux de 1648, un sur l'histoire du mouvement ouvrier en Gironde, un sur le néo-socialisme girondin...), Jean Cavignac s'est passionné pour l'histoire de la bourgeoisie locale dans la longue durée : sa première Thèse de l'Ecole des Chartes apporta en 1962 une contribution à l'histoire du négoce bordelais au XVIII^e siècle (« Jean Pellet, commerçant en gros »); la seconde de référence, étudia en 1986 les « Israélites bordelais au début du XIX^e siècle »; diverses expositions, qu'il anima, comme ses derniers articles, portèrent par exemple sur la Traite des Noirs ou sur les « Girondins inconnus ». Son intérêt pour le judaïsme, personnel, sentimental et intellectuel (plus que religieux au sens ecclésial du terme) est à rapprocher de celui qu'il porta à l'histoire du monde ouvrier, de ses organisations et de leur répression étatique : un des thèmes majeurs de son interrogation intime porte sur la persécution, la fabrication des boucs-émissaires, sur les exclus de l'Histoire (jusqu'à l'holocauste et à sa traduction vichyssoise dans les rafles antijuives du Bordeaux des années 40, sans oublier l'histoire de la police et le phénomène stalinien).

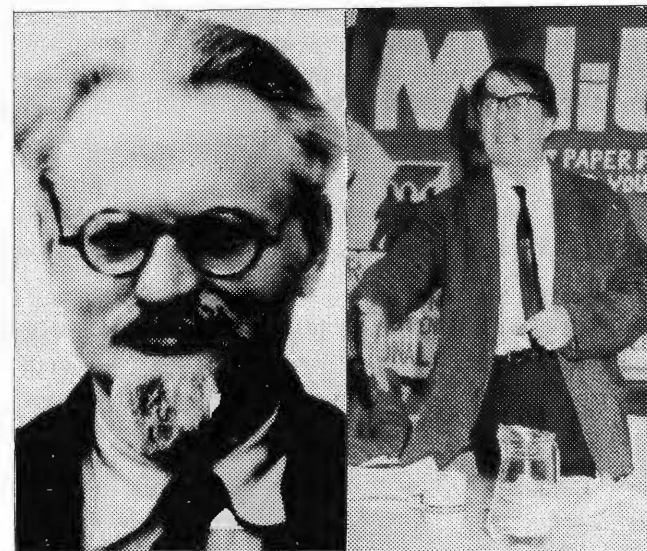
La perte de cet historien militant, anti-conformiste, chaleureux, tolérant, toujours souriant, humaniste et bon vivant, passionné de voyages et auteur de contes, est péniblement ressentie par tous ceux qu'il a encouragés et guidés, qui l'ont eu pour ami, en dehors de ces atmosphères mauriaciennes qui sévissent toujours dans la capitale girondine, qui ne l'ont pas épargné, et qui rendent là si difficile un travail intellectuel libre tel que celui qu'il a engagé.

Michel Bergès

La rédaction des *Cahiers Léon Trotsky*, apprenant par la presse la mort de Jean Cavignac avec qui elle était en rapport depuis des années a demandé à l'un de ses amis bordelais, Michel Bergès de rédiger une notice nécrologique. Mais elle tient à s'associer à l'hommage ici rendu. Jean Cavignac a une fois de plus montré que le bon historien est aussi un bon militant : ses deux engagements, historique et politique, étaient inséparables. Nous nous inclinons devant la douleur de ses amis et camarades et devant sa compagne Danielle.

Fortress Books are proud to announce:

THE UNBROKEN THREAD



The development of Trotskyism over 40 years

By Ted Grant

FOR OVER 40 years, TED GRANT has been the foremost theoretician of Trotskyism in Britain and internationally. In the post-war period, the combined effects of world boom, the policies of right wing Labour Party reformism and the degeneracy of Stalinism combined to make a massive onslaught against the ideas of Marxism. While Grant's contemporaries now stand on the right of the movement, in dusty academic circles or have sunk into obscurity, the articles in this collection show the clarity of Grant's understanding and his ability to deepen and expand the ideas of Leon Trotsky.

His position in recent years as political editor of *Militant*, and that journal's key influence in areas such as Liverpool, have made his ideas more relevant than ever before. No one involved in the struggle to change society and end the rule of capitalism and Stalinism can afford to be without this book.

Born in South Africa, TED GRANT came to this country in the 1930's, and immediately plunged into the controversy and battles that tore the international communist movement apart before the war. Whether as editor of the Trotskyist paper *Socialist Appeal*, on the streets fighting Mosley's fascists, or in the courts fighting anti-trade union laws, Ted Grant played a leading role. The articles in this book reflect the way that the ideas of Marxism were steered in that period. They show how, when the international movement was shattered after the war, it was Grant's analysis and understanding that maintained and developed the thread of ideas that had continued, unbroken, from Marx and Engels through Lenin and Trotsky.

The contents are a selection from thousands of articles and documents written by Grant from before World War II up to his expulsion from the Labour Party in 1983.

SPECIAL PRE-PUBLICATION OFFER TO FORTRESS BOOKS READERS!

The *Unbroken Thread* will be published in two editions—a hard-back and a paper-back edition – at £11.95 and £6.95. As a special offer to readers of Fortress Books publications, we are offering THE HARD-BACK EDITION AT THE PAPER-BACK PRICE – post free! Or you can order 5 copies for £30. To take advantage of this offer, we MUST receive your payment before June 13.

ALL ORDERS RECEIVED BY THIS DATE WILL ALSO RECEIVE THEIR COPY AUTOGRAPHED BY THE AUTHOR!!

Please send me copies of *The Unbroken Thread* by Ted Grant @ £6.95 each (or 5 for £30).

I enclose in full payment.

Name.....

Address

Send to Fortress Books PO Box 141 London E2 0RL

Printed by Eastway Offset Ltd, 3/13 Hepscott Rd, London E9 5HB
Published by Fortress Books, PO Box 141 London E2 0RL

REVOLUTIONARY HISTORY

●●
Since its appearance in March 1988, *Revolutionary History* has established itself as the foremost Marxist history journal in the English language. In the first four issues we have featured a wide range of articles from the revolutionary Marxist movement which have been unobtainable for many years or have never appeared before in an English translation. We have also published historical studies which have either been commissioned or submitted, or translated from such prestigious publications as *Cahiers Léon Trotsky*. *Revolutionary History* also features an extensive reviews section and a lively correspondence page. The next four issues promise to be even better.

●●
Now is your chance to open a subscription to *Revolutionary History*. If you already have a subscription, then why not renew it?

Subscription rates for Volume 2 (four issues)

UK: £12

Europe (including the Republic of Ireland): £15.50

Rest of the World (surface mail): £15.50

North Africa and Middle East (air mail): £21

USA, Canada, South Africa, India, Central and South America (air mail): £23

Australia, New Zealand and Japan (air mail): £25

Payment for overseas orders should be by International Money Order made payable to Socialist Platform Ltd. Orders should be sent to Barry Buitekant, 111 Riverside Close, Mount Pleasant Hill, London E5.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART & C^e A



EN SEPTEMBRE 1989
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 4225. *Imprimé en France*

DÉPOT LÉGAL : Septembre 1989

OEUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I et II : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des OEuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis, Paris.

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky ☐ **Institut Léon Trotsky**